

Schéma d’Aménagement et de Gestion des Eaux

du bassin versant de la **CHARENTE**

**Plan d’Aménagement et de Gestion Durable**

de la Ressource en Eau et des Milieux Aquatiques



**SOMMAIRE**

[1 Contexte 4](#_Toc475434724)

[1.1 L’élaboration du SAGE Charente 4](#_Toc475434725)

[1.2 Contexte réglementaire 4](#_Toc475434726)

[2 Synthèse des constats 4](#_Toc475434727)

[2.1 Caractéristiques générales du bassin versant 4](#_Toc475434728)

[2.2 Etat du bassin et perspectives d’évolution 4](#_Toc475434729)

[2.3 Problématiques du territoire 4](#_Toc475434730)

[3 Les principaux enjeux 4](#_Toc475434731)

[3.1 Les activités et les usages 4](#_Toc475434732)

[3.2 La sécurité des personnes et des biens 4](#_Toc475434733)

[3.3 La disponibilité des ressources en eau 4](#_Toc475434734)

[3.4 L’état des milieux 4](#_Toc475434735)

[3.5 L'état des eaux 4](#_Toc475434736)

[3.6 La gouvernance de bassin 4](#_Toc475434737)

[4 Les objectifs généraux 5](#_Toc475434738)

[4.1 Préservation et restauration des fonctionnalités des zones tampon et des milieux aquatiques 5](#_Toc475434739)

[4.2 Réduction durable des risques d’inondations et submersions 5](#_Toc475434740)

[4.3 Adéquation entre besoins et ressources disponibles en eau 5](#_Toc475434741)

[4.4 Bon état des eaux et des milieux aquatiques (quantitatif, chimique, écologique et sanitaire) 5](#_Toc475434742)

[4.5 Projet cohérent et solidaire de gestion de l'eau à l'échelle du bassin de la Charente 5](#_Toc475434743)

[5 Les orientations et dispositions du SAGE 6](#_Toc475434744)

[5.1 Organisation, participation des acteurs et communication 6](#_Toc475434745)

[🞳 **Objectif n° 1** : Organiser la mise en œuvre du SAGE Charente 9](#_Toc475434746)

[🞳 **Objectif n° 2 :** Sensibiliser et accompagner les acteurs du bassin 19](#_Toc475434747)

[🞳 **Objectif n° 3 :** Améliorer la connaissance 25](#_Toc475434748)

[5.2 Aménagements et gestion sur les versants 29](#_Toc475434749)

[🞳 **Objectif n° 4 :** Connaître, préserver et restaurer les éléments du paysage stratégiques pour la gestion de l’eau sur les versants 31](#_Toc475434750)

[🞳 **Objectif n° 5 :** Prévenir et gérer les ruissellements en milieu rural 39](#_Toc475434751)

[🞳 **Objectif n° 6**: Prévenir et gérer les ruissellements en milieu urbain 44](#_Toc475434752)

[5.3 Aménagement et gestion des milieux aquatiques 48](#_Toc475434753)

[ **Objectif n° 7** : Protéger et restaurer les zones humides 50](#_Toc475434754)

[ **Objectif n° 8** : Protéger le réseau hydrographique 55](#_Toc475434755)

[ **Objectif n° 9** : Restaurer le réseau hydrographique 60](#_Toc475434756)

[ **Objectif n° 10** : Encadrer et gérer les plans d’eau 66](#_Toc475434757)

[ **Objectif n° 11** : Développer la connaissance pour gérer les marais rétrolittoraux, l’estuaire et la mer du pertuis d’Antioche 70](#_Toc475434758)

[5.4 Prévention des inondations 76](#_Toc475434759)

[ **Objectif n° 12** : Améliorer la connaissance et favoriser la culture du risque inondation 78](#_Toc475434760)

[ **Objectif n° 13** : Préserver et restaurer les zones d’expansion des crues et de submersion marine 83](#_Toc475434761)

[ **Objectif n° 14** : Réduire la vulnérabilité au risque inondation 87](#_Toc475434762)

[5.5 Gestion et prévention du manque d’eau à l’étiage 92](#_Toc475434763)

[ **Objectif n° 15 :** Préciser des modalités de gestion et de prévention des étiages 94](#_Toc475434764)

[ **Objectif n° 16** : Développer les économies d’eau 106](#_Toc475434765)

[ **Objectif n° 17** : Optimiser la répartition quantitative de la ressource 112](#_Toc475434766)

[5.6 Gestion et prévention des intrants et rejets polluants 119](#_Toc475434767)

[🞳 **Objectif n° 18**: Organiser et accompagner les actions de restauration de la qualité de l’eau 123](#_Toc475434768)

[🞳 **Objectif n° 19** : Réduire les intrants et polluants d’origine agricoles 132](#_Toc475434769)

[🞳 **Objectif n° 20** : Réduire les rejets et polluants d’origine non agricoles 138](#_Toc475434770)

[🞳 **Objectif n° 21** : Suivre l’état des eaux et des milieux aquatiques 154](#_Toc475434771)

[6 Les conditions et délais de mise en compatibilité des décisions prises dans le domaine de l’eau 164](#_Toc475434772)

[7 Les moyens matériels et financiers nécessaires à la réalisation et au suivi du SAGE 164](#_Toc475434774)

[8 Annexes 164](#_Toc475434775)

[9 Glossaire et acronymes 164](#_Toc475434776)

# Contexte

## L’élaboration du SAGE Charente

## Contexte réglementaire

# Synthèse des constats

## Caractéristiques générales du bassin versant

## Etat du bassin et perspectives d’évolution

## Problématiques du territoire

# Les principaux enjeux

## Les activités et les usages

## La sécurité des personnes et des biens

## La disponibilité des ressources en eau

## L’état des milieux

## L'état des eaux

## La gouvernance de bassin

# Les objectifs généraux

## Préservation et restauration des fonctionnalités des zones tampon et des milieux aquatiques

## Réduction durable des risques d’inondations et submersions

## Adéquation entre besoins et ressources disponibles en eau

## Bon état des eaux et des milieux aquatiques (quantitatif, chimique, écologique et sanitaire)

## Projet cohérent et solidaire de gestion de l'eau à l'échelle du bassin de la Charente

# Les orientations et dispositions du SAGE

## Organisation, participation des acteurs et communication

L’organisation, la participation des acteurs et la communication **répondent à l’objectif général su SAGE** suivant :

* Projet cohérent et solidaire de gestion de l'eau à l'échelle du bassin de la Charente.

L’efficience de l’ensemble des orientations et dispositions du SAGE repose sur un partage des enjeux et des objectifs par l’ensemble des acteurs ciblés dans le présent PAGD pour leur mise en œuvre.

3 catégories d’acteurs sont identifiées pour la mise en œuvre du SAGE :

**La Commission Locale de l’Eau (CLE)**, chargée de l’élaboration, de la révision et du suivi du SAGE. Elle constitue le lieu privilégié de concertation, de débat, de mobilisation et de prise de décision. Elle veille notamment à ce que les enjeux principaux du territoire soient traités par le SAGE et assure une cohérence avec les projets portés sur le bassin versant de la Charente.

Dans le cadre de la mise en œuvre du SAGE la CLE est chargée de suivre et évaluer l’application opérationnelle des orientations déclinées dans le SAGE. Elle également chargée de formuler des avis dans le cadre de procédures règlementaires (ex : Dispositions applicables aux projets soumis à autorisation art. R. 214-10 du CE).

La CLE est enfin chargée de conduire la révision du SAGE.

Conformément à l’article R. 212-34, la CLE établit un rapport annuel. Ce rapport est adopté en séance plénière et est transmis au préfet de chacun des départements concernés, au préfet coordonnateur de bassin et au comité de bassin.

Sans personnalité juridique, la CLE ne peut pas être maître d’ouvrage. Conformément à l’article R.212-33 du code de l’environnement *« la commission peut confier son secrétariat ainsi que des études et analyses nécessaires à l'élaboration du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et au suivi de sa mise en œuvre à une collectivité territoriale, à un établissement public territorial de bassin ou à un groupement de collectivités territoriales […] »*. Par délibération n° 2011-01 du 20 juin 2011, la CLE Charente a désigné l’EPTB Charente pour assurer cette mission.

**La structure porteuse du SAGE**, chargée :

* d’assurer le secrétariat administratif et technique de la CLE,
* d’assurer la maîtrise d’ouvrage des études et analyses nécessaires à l'élaboration, puis à la mise en œuvre et au suivi du SAGE Charente,
* d’organiser les modalités d’échanges avec les SAGE voisins,
* d’analyser techniquement les dossiers soumis à l’avis de la CLE,
* d’assurer une mission d’animation du SAGE à partir notamment de la conception et de la mise à jour du tableau de bord du programme, de l’élaboration du schéma ainsi que des supports de communication de la CLE ou de promotion du SAGE.

En qualité de structure porteuse, l’EPTB Charente met à disposition de la CLE des moyens matériels et humains nécessaires. En phase de mise en œuvre, la structure porteuse du SAGE continue d’assister la CLE pour la mise en œuvre, le suivi et la révision du SAGE Charente.

Dans le cadre du présent PAGD, une distinction est opérée entre :

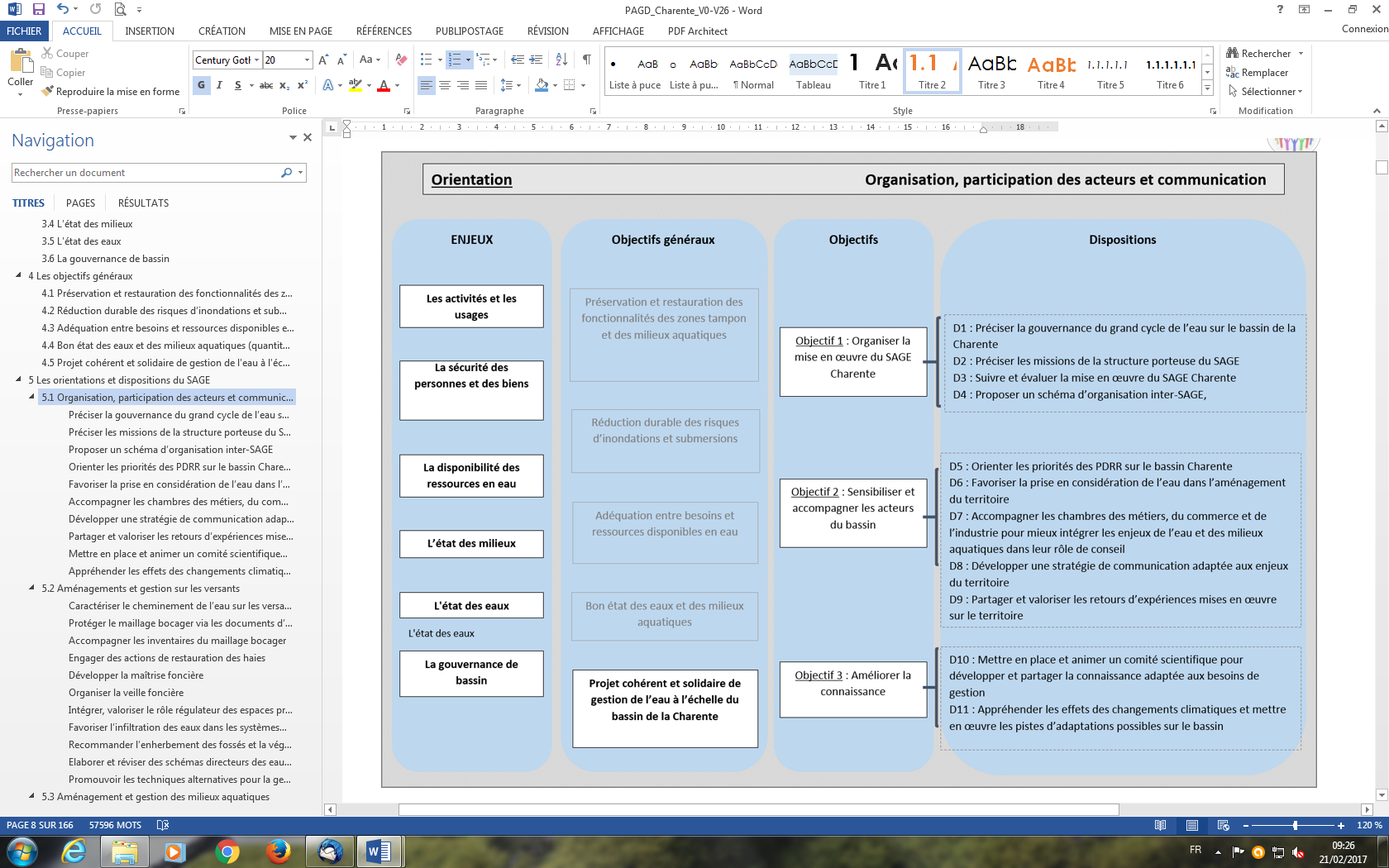
* la structure porteuse du SAGE : elle porte les dispositions relatives au secrétariat administratif et technique, ainsi que des études et analyses nécessaires au suivi et à la mise en œuvre. Le pilotage de ses actions, études et travaux est assuré par la CLE.
* l’EPTB Charente : l’EPTB porte certaines dispositions du SAGE en tant qu’acteur du territoire habilité à intervenir dans ses domaines de compétences définis à l’article L.213-12 CE. Le pilotage de ses actions, études et travaux est assuré par le conseil d’administration de l’EPTB.

Au-delà de la CLE et de sa structure porteuse, **les maîtres d’ouvrages sur le territoire du SAGE** sont les garants de la mise en œuvre du SAGE. Il s’agit d’opérateurs publics ou privés, maîtres d’ouvrages d’études, de travaux, ou porteurs d’actions d’animation ou de communication.

Sur le bassin versant de la Charente la gestion du grand cycle de l’eau (hors compétences « eau potable » et « assainissement » qui relèvent du petit cycle) par les collectivités territoriales et leurs groupements reste partielle et hétérogène. La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM), modifiée par la loi NOTRe du 7 août 2015, vise à clarifier les compétences des collectivités territoriales et leurs groupements compétents et à supprimer les zones blanches. Au-delà de l’affectation d’une compétence obligatoire, il convient d’organiser l’intervention des différents acteurs sur le bassin versant de la Charente afin d’assurer une mise en œuvre du SAGE efficiente et cohérente en termes de bassin versant et de solidarité amont-aval.

L’organisation, la participation des acteurs et la communication sont déclinées suivant 3 objectifs :

* **Organiser la mise en œuvre du SAGE Charente**
* **Sensibiliser et accompagner les acteurs du bassin**
* **Améliorer la connaissance**



|  |
| --- |
| 🞳 **Objectif n° 1** : Organiser la mise en œuvre du SAGE Charente |

La mise en œuvre du SAGE nécessite une organisation cohérente et adaptée de la maîtrise d’ouvrage locale.

Au sein de cette organisation, l’EPTB Charente a un rôle central à jouer, en tant que structure porteuse du SAGE mais également en tant qu’acteur du territoire, en complémentarité de l’action des collectivités territoriales et de leur groupement. Au regard du périmètre du SAGE et des enjeux liés notamment au fonctionnement de son estuaire, cette organisation doit nécessairement intégrer des modalités d’échange et de fonctionnement en inter-SAGE. Une organisation adaptée aux spécificités du territoire, qui préserve la gestion par bassin versant, est un élément clé pour assurer l’atteinte des objectifs fixés par le SAGE.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

**Préciser la gouvernance du grand cycle de l’eau sur le bassin de la Charente**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite loiMAPTAM  Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe  Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages  Article L211-1, modifié par la Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 20 JORF 31 décembre 2006  Article L. 211-7 du code de l’environnement : *« Les collectivités territoriales et leurs groupements ainsi que les syndicats mixtes créés en application de l'article L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales sont habilités à utiliser les articles L. 151-36 à L. 151-40 du code rural et de la pêche maritime pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe, et visant :*  *1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;*  *2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;*  *3° L'approvisionnement en eau ;*  *4° La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ;*  *5° La défense contre les inondations et contre la mer ;*  *6° La lutte contre la pollution ;*  *7° La protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines ;*  *8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;*  *9° Les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile ;*  *10° L'exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques existants ;*  *11° La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;*  *12° L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique ».*  Article L. 213-12 du CE, modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 61 :  *« Un établissement public territorial de bassin est un groupement de collectivités territoriales constitué en application des articles L. 5711-1 à L. 5721-9 du code général des collectivités territoriales en vue de faciliter, à l'échelle d'un bassin ou d'un groupement de sous-bassins hydrographiques, la prévention des inondations et la défense contre la mer, la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, ainsi que la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides et de contribuer, s'il y a lieu, à l'élaboration et au suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux. Il assure la cohérence de l'activité de maîtrise d'ouvrage des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau ».*  *« Un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau est un groupement de collectivités territoriales constitué en application des articles L. 5711-1 à L. 5721-9 du code général des collectivités territoriales à l'échelle d'un bassin versant d'un fleuve côtier sujet à des inondations récurrentes ou d'un sous bassin hydrographique d'un grand fleuve en vue d'assurer, à ce niveau, la prévention des inondations et des submersions ainsi que la gestion des cours d'eau non domaniaux. Cet établissement comprend notamment les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétents en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations en application du I bis de l'article L. 211-7 du présent code. Son action s'inscrit dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation ».* | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Le grand cycle de l’eau, comprend les 4 grandes phases du cycle naturel : évaporation, précipitations, ruissellement, infiltration. Jusqu’à la loi MAPTAM de 2014, le grand cycle de l’eau n’a pas fait l’objet de la part du Législateur, de définition de compétences clairement identifiées et ciblées comme devant être exercées par l’une ou l’autre des collectivités territoriales ou de leurs groupements. De fait il est constaté sur le bassin de la Charente un défaut de structuration ou le morcellement des maîtrises d’ouvrage sur certains territoires ; ce constat vaut pour le domaine de la gestion des milieux aquatiques, comme pour celui de la prévention des inondations.  Sur les marais rétrolittoraux, ce sont essentiellement des associations de propriétaires qui continuent d’assurer une gestion très locale et peu coordonnée. Sur la partie continentale du bassin de la Charente, c’est au titre de la compétence générale des collectivités territoriales que les communes se sont regroupées en syndicats de rivière depuis la seconde moitié du XXème siècle afin de compenser l’arrêt de l’entretien des cours d’eau non domaniaux par les propriétaires en application notamment des dispositions du code civil. Ces syndicats ont par ailleurs évolué dans leurs objectifs de gestion et d’entretien, pour passer d’un objectif d’assainissement des terres à un objectif d’amélioration des fonctionnalités des écosystèmes aquatiques, dans le cadre de plans pluriannuels de gestion (PPG). Certains syndicats (syndicat du Né) se sont par ailleurs engagé dans des programmes multithématiques de gestion intégré, avec la mise en place d’actions de lutte contre les pollutions diffuses agricoles.  Le bassin versant de la Charente est enfin couvert par l’institution interdépartementale pour l’aménagement du fleuve Charente et ses affluents. Elle a été créée en 1977 suite à la sécheresse de 1976 par les Départements de la Charente, Charente-Maritime, Vienne et Deux-Sèvres pour améliorer la gestion quantitative sur le bassin versant de la Charente. Les missions de l’Institution se sont diversifiées avec le temps pour couvrir de nombreuses thématiques : prévention des inondations, préservation des poissons migrateurs, reconquête de la qualité de l’eau, etc. Elle a été reconnue Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) en 2007. Les missions des EPTB dans le domaine de la gestion équilibrée de la ressource et de la prévention des inondations sont définies par la loi. Leurs missions vont au-delà de celles définissant le champ de la GEMAPI. De manière générale, l’EPTB est le garant de la cohérence des actions menées au regard des enjeux du grand cycle de l’eau, de la bonne coordination des acteurs publics en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et de réduction de la vulnérabilité aux inondations sur son périmètre.  Sur le bassin de la Charente la gouvernance dans le domaine de l’eau est en cours de mutation, avec :   * les dispositions GEMAPI de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles (MAPTAM) ; * la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), qui introduit notamment la suppression de la clause générale de compétence des conseils départementaux et conseils régionaux. Cette loi se traduit également par la révision des schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI) dans un objectif de rationalisation des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) et des syndicats, et de renforcement des solidarités territoriales.   Le législateur a fait le choix d'attribuer au bloc communal la compétence GEMAPI pour permettre une bonne articulation entre l’aménagement du territoire et les enjeux de la gestion des milieux et de la prévention des inondations. Cette réforme clarifie les responsabilités tout en fournissant les outils juridiques et financiers nécessaires pour son exercice.  S’il appartient au bloc communal de définir les modalités d’exercice de la compétence, il est nécessaire pour l’atteinte des objectifs du SAGE que l’organisation se fasse de façon cohérente et assure une bonne articulation des rôles entre les différentes échelles administratives (EPCI-FP) et hydrographiques (syndicat mixte de bassin versant). | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | | | | | | | | |
| *Sans Objet* | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | | |
| Disposition A1 ; A2 ; A17 | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Collectivités territoriales et leurs groupements* | | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition Pour favoriser la mise en œuvre du SAGE, la CLE souhaite que l’organisation des compétences locales de l’eau mise en place sur le bassin de la Charente garantisse :   * la cohérence des actions en termes de bassin versant et de solidarité territoriale et financière amont/aval, au-delà des limites administratives * l’articulation entre les enjeux de gestion des milieux aquatiques (GEMA) et de prévention des inondations (PI) en particulier sur le littoral, l’estuaire, les zones de confluence et à l’échelle de l’axe Charente * Pour ce faire, la CLE souhaite qu’à l’échelle du grand bassin, l’EPTB Charente soit le garant de la cohérence des actions menées au regard du SAGE et des enjeux du grand cycle de l’eau, de la bonne coordination des acteurs publics en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et de réduction de la vulnérabilité aux inondations sur son périmètre. La CLE souhaite que son action couvre l’ensemble des missions définies à l’article L211-11 du code de l’environnement, afin de contribuer pleinement à l’atteinte du bon état écologique de la directive cadre sur l’eau et des objectifs de la directive inondation.   Dans ce contexte, la CLE souhaite que la structure de grand bassin EPTB Charente assure *a minima* les missions suivantes :   * animation territoriale et coordination des acteurs publics en matière de prévention des inondations et de gestion intégrée dans le domaine de l’eau * mutualisation de moyens techniques et administratifs * amélioration de la connaissance, mise à disposition et partage * maîtrise d’ouvrage d’études ou de travaux, en cas de territoire « orphelin » de syndicat mixte compétent à l’échelle locale d’un sous-bassin versant ou si l’échelle d’exercice de l’action à conduire couvre le territoire de plusieurs syndicats mixtes.   A l’échelle des sous bassins, la CLE souhaite une maîtrise d’ouvrage opérationnelle en matière de GEMAPI exercées par des syndicats mixtes de droit commun, éventuellement reconnus en tant qu’établissements publics d’aménagement et de gestion des eaux – EPAGE. Au-delà de la compétence GEMAPI, la CLE souhaite que ces syndicats développent des programmes d’actions multithématiques de gestion intégrée relevant d’autres politiques sectorielles telles que la lutte contre les pollutions diffuses agricoles, ou l’aménagement des versants.  Dans les cas où la compétence GEMAPI est exercée directement en régie par les EPCI-FP (en particulier quand l’EPCI-FP couvre la totalité d’un bassin versant ou lorsque l’efficience de l’action peut être pertinente au moins sur une partie des enjeux à l’échelle de l’EPCI-FP), la CLE souhaite que les actions, plans et programmes soient élaborés dans le cadre d’une approche cohérente à l’échelle des bassins versants, en coordination avec l’EPTB Charente. | | | | | | | | | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Acteurs associés** |  | |
| Notamment : Etat, Agence de l’eau Adour-Garonne, Départements, Collectivités territoriales et leurs groupements compétents sur le grand et/ou le petit cycle de l’eau | | |
| **Territoire concerné par la disposition** | |
| Périmètre du SAGE | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

**Préciser les missions de la structure porteuse du SAGE**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | |  |
| Article R.212-33 du code de l’environnement : *« la commission peut confier son secrétariat ainsi que des études et analyses nécessaires à l'élaboration du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et au suivi de sa mise en œuvre à une collectivité territoriale, à un établissement public territorial de bassin ou à un groupement de collectivités territoriales […] »*.  Article R212-34 du code de l’environnement, modifié par Décret n°2007-1213 du 10 août 2007 - art. 1 JORF 14 août 2007 : *« La commission établit un rapport annuel sur ses travaux et orientations et sur les résultats et perspectives de la gestion des eaux dans le périmètre défini par l'arrêté pris en application de l'article R. 212-26 ou de l'article R. 212-27. Ce rapport est adopté en séance plénière et est transmis au préfet de chacun des départements intéressés, au préfet coordonnateur de bassin et au comité de bassin concernés ».*  Délibération n° 2011-01 du 20 juin 2011, validant les règles de fonctionnement de la CLE Charente, désignant l’EPTB Charente comme structure porteuse | | |
|  | | |
| **Contexte** |  | |
| Le SAGE Charente s’inscrit dans un contexte où ont d’ores et déjà été engagés et mis en œuvre sur le territoire des actions, plans et programmes portés par une multiplicité d’acteurs dans leurs domaines de compétence respectifs. Leurs applications à des échelles différentes, ne permettent pas d’avoir une vision globale de la cohérence des politiques menées par les différentes structures sur le bassin de la Charente. Le SAGE Charente a vocation à orienter et à créer du lien entre ces différentes politiques sectorielles dans un esprit de cohérence globale sur le bassin Charente. L’appropriation de l’ensemble des orientations et dispositions du SAGE implique un partage des enjeux et des objectifs par l’ensemble des acteurs ciblés dans le présent PAGD pour leur mise en œuvre. Cela nécessite une animation et une communication ciblée auprès des acteurs du territoire pour accompagner la mise en œuvre du SAGE.  Par ailleurs au-delà de l’approbation inter préfectorale du SAGE, la CLE conserve son rôle de noyau opérationnel pour le suivi et la coordination des actions nécessaires à la mise en œuvre du SAGE. Elle reste un élément fort de concertation, de coordination et de mobilisation des acteurs locaux engagés dans une politique de gestion intégrée de la ressource en eau. Elle également chargée de formuler des avis dans le cadre de procédures règlementaires (ex : Dispositions applicables aux projets soumis à autorisation art. R. 214-10 du CE) et d’établir un rapport annuel conformément à l’article R. 212-34 du CE. La CLE est enfin chargée de conduire la révision du SAGE. Sans personnalité juridique, la CLE ne peut pas être maître d’ouvrage.  La réussite du SAGE repose donc en grande partie sur la capacité de la structure porteuse à accompagner la CLE dans ses fonctions, et à coordonner les acteurs et projets, pour assurer la cohérence des actions menées avec les objectifs fixés par la CLE. | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | |
| *D1 : Etablir un plan d’organisation des compétences locales de l’eau sur le bassin Charente*  *D4 : Assurer une gouvernance et une animation inter-SAGE*  *D6 : Apporter un appui aux / Accompagner les collectivités sur l’interaction eau/urbanisme*  *D9 : Etablir une politique de communication à l’échelle du grand bassin Charente et en inter-SAGE*  *D10 : Mettre en place et animer un comité scientifique pour développer et partager la connaissance adaptée aux besoins de gestion*  *D11 : Appréhender les effets des changements climatiques et mettre en œuvre les pistes d’adaptations possibles sur le bassin*  *D25 : Identifier et définir les règles de gestion des têtes de bassin*  *D34 : Caractériser et préciser les intérêts pour les milieux estuariens, littoraux et marins  et les usages qui en dépendent*  *D45 : Consolider et compléter les indicateurs de suivi des écoulements*  *D54 : Améliorer la connaissance des prélèvements d’eau pour diagnostiquer les économies potentielles*  *D59 : Mettre en cohérence les protocoles de gestion des Organismes Uniques de Gestion Collective du bassin*  *D62 : Conforter et créer des programmes d’actions pour préserver et reconquérir la qualité des eaux sur les secteurs à enjeux*  *D63 : Accompagner, évaluer et valoriser de façon cohérente les programmes d’actions de préservation et reconquête de la qualité des eaux*  *D65 : Constituer un plan d’alerte aux pollutions accidentelles à l’échelle du bassin de la Charente*  *D66 : Etablir un cadre de concertation pérenne entre opérateurs de gestion de l’eau et des milieux aquatiques, et profession agricole*  *D75 : Identifier des zones à enjeu sanitaire et à enjeu environnemental vis-à-vis de l’assainissement non collectif*  *D80 : Réduire les pollutions portuaires et nautiques*  *D82 : Rationnaliser le suivi de l’état des eaux et des milieux aquatiques à l’échelle du bassin Charente*  *D84 : Développer et adapter les dispositifs pour mesurer les flux et définir des références de flux admissibles sur le bassin Charente*  *D86 : Développer la veille et le suivi sur les polluants émergents dont les perturbateurs endocriniens* | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | |
| Disposition A1 ; A22 | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *EPTB Charente* | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que l’EPTB Charente, en qualité de structure porteuse du SAGE, assure la maitrise d’ouvrage des actions ayant pour objectif d’accompagner la mise en œuvre du SAGE Charente.  Ainsi la CLE souhaite que sa structure porteuse assure les missions suivantes :   * secrétariat administratif et technique de la CLE, * maîtrise d’ouvrage des études et analyses nécessaires à la mise en œuvre, au suivi et à la révision du SAGE Charente, * coordination et animation de l’interSAGE, * préparation des avis techniques relatifs aux dossiers soumis à l’avis de la CLE, * suivi et évaluation du SAGE via l’élaboration et le suivi d’un tableau de bord.   Auprès des acteurs locaux chargés de décliner le SAGE dans leurs actions, plans et programmes, la CLE souhaite que sa structure porteuse :   * favorise les initiatives locales et le développement de maîtrises d’ouvrage locales adaptées, * participe à l’élaboration et au suivi des actions, plans et programmes en vue d’assurer la cohérence et la convergence vis-à-vis des objectifs du SAGE Charente ;   Pour faciliter l’appropriation du SAGE par les acteurs locaux, la CLE recommande à sa structure porteuse de s’appuyer sur les relais et réseaux existants. De manière complémentaire aux actions des opérateurs locaux, et sur des sujets qui nécessitent une approche transversale et globale à l’échelle du bassin versant de la Charente, la CLE recommande à sa structure porteuse de :   * créer et animer des lieux de concertation et de débat, * sensibiliser et communiquer sur les enjeux du SAGE, * Favoriser les expérimentations, et assurer la valorisation et le partage d’expériences. | | | | | | | | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Acteurs associés** |  | |
|  | | |
| **Territoire concerné par la disposition** | |
| Périmètre du SAGE | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Estimation financière** | | | |  | | | | | | | | | | | | | |
| -   |  |  |  | | --- | --- | --- | | 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |   **Suivre et évaluer la mise en œuvre du SAGE Charente** | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Contexte législatif et règlementaire** | | | | |  | | | | | | | | |
| Article R.212-33 du code de l’environnement : « la commission peut confier son secrétariat ainsi que des études et analyses nécessaires à l'élaboration du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et au suivi de sa mise en œuvre à une collectivité territoriale, à un établissement public territorial de bassin ou à un groupement de collectivités territoriales […] ».  Article R212-34 du code de l’environnement, modifié par Décret n°2007-1213 du 10 août 2007 - art. 1 JORF 14 août 2007 : « La commission établit un rapport annuel sur ses travaux et orientations et sur les résultats et perspectives de la gestion des eaux dans le périmètre défini par l'arrêté pris en application de l'article R. 212-26 ou de l'article R. 212-27. Ce rapport est adopté en séance plénière et est transmis au préfet de chacun des départements intéressés, au préfet coordonnateur de bassin et au comité de bassin concernés ».  Délibération n° 2011-01 du 20 juin 2011, validant les règles de fonctionnement de la CLE Charente, désignant l’EPTB Charente comme structure porteuse  Circulaire du 21 avril 2008 relative aux schémas d’aménagement et de gestion des eaux | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | | | | |
| L'approbation d'un SAGE sur un bassin versant permet aux acteurs locaux de disposer d'un document cadre adapté à leurs préoccupations et attentes locales. Toutefois l'approbation du SAGE ne constitue pas une finalité. Dès le début de la phase importante de sa mise en œuvre, la CLE est chargée de veiller à la bonne application des préconisations et prescriptions inscrites dans le SAGE.  Durant la phase de mise en œuvre, la CLE :   * s'assure du respect des dispositions et règles de gestion inscrites dans le SAGE, notamment en émettant des avis sur les dossiers d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, * veille à la cohérence des politiques d'aménagement du territoire, hors du domaine de l'eau, avec les préconisations du SAGE, * suit et évalue les actions initiées grâce au SAGE sur le territoire, * informe les acteurs locaux sur les résultats obtenus.   Un tableau de bord est une base de donnée structurée autour d'indicateurs et visant à assurer un suivi efficace de la mise en œuvre du SAGE est de fournir un outil de communication polyvalent et ciblé actualisable annuellement.  Les différents indicateurs doivent être choisis afin de permettre :   * d’effectuer le suivi des mesures prévues dans le rapport environnemental (art. R. 122-20 du CE) ; * d’établir le rapport annuel sur l’état d’avancement de la mise en œuvre du SAGE (art. R.212-34 du CE) ; * de communiquer sur l’évolution de l’état de la ressource en eau, des milieux aquatiques et des usages.   Les données peuvent être éditées dans un document de synthèse soumis à l'avis de la CLE et diffusé aux différents acteurs techniques et usagers de l'eau.  Le tableau de bord est avant tout un outil de pilotage du SAGE. En fonction des résultats de suivi obtenus, il permet d'orienter la mise en œuvre des préconisations du SAGE dans un souci d'efficacité. | | | | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | | | | |
| *Ensemble des dispositions du SAGE* | | | | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | | |  | | | | | | | | |
| Disposition A22  Disposition A23 : Assurer le suivi des SAGE et des contrats de rivière | | | | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Structure porteuse du SAGE* | | | | | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | | | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que la structure porteuse élabore et actualise annuellement un tableau de bord de suivi et d’évaluation du SAGE Charente structuré à partir de :   * descripteurs de pressions : définis pour évaluer l’évolution des altérations (pollutions, prélèvements de ressources peu renouvelables, etc.) et facteurs à l'origine de ces altérations (climat, activités humaines, etc.) identifiés notamment dans le diagnostic et le scénario tendanciel du SAGE Charente ; * indicateurs de moyens : définis pour évaluer la mise en œuvre des dispositions et le respect des règles sur le périmètre du SAGE Charente ; * indicateurs de résultats : définis pour évaluer l’effet notamment de la mise en œuvre des dispositions et le respect des règles vis-à-vis de l’atteinte des objectifs généraux sur le périmètre du SAGE Charente.   La structure porteuse organise la base de données et les modalités de collecte et de transmission des indicateurs en privilégiant la mutualisation des suivis avec d’autres démarches d’évaluation de plans et programmes dans le domaine de l’eau et des milieux aquatiques sur le bassin Charente.  A l’aide du tableau de bord la structure porteuse du SAGE :   * informe annuellement la CLE et les acteurs locaux de l’état d’avancement dans la mise en œuvre du SAGE, identifie les éventuelles difficultés rencontrées, et valorise les réussites. * communique sur l’évolution de l’état de la ressource en eau, des milieux aquatiques.   Ces informations permettent à la CLE d’élaborer le rapport annuel tel que prévu par l’article R. 212-34 du code de l’environnement.  Sur la base du tableau de bord et au regard des évolutions de la réglementation ou des connaissances ayant des incidences sur les objectifs visés dans le SAGE Charente, la CLE oriente et accompagne la mise en œuvre du SAGE. | | | | | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : les services de l’Etat et les structures ciblées par les dispositions du SAGE | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

**Proposer un schéma d’organisation inter-SAGE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Directive 2008/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 appelée « Directive-cadre Stratégie pour le milieu marin » (DCSMM)  Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages  Articles L. 219-1 à L. 219-18 du CE  Articles R. 219-1 à R. 219-9 du CE  Article L. 213-12 du code de l’environnement  Circulaire du 21 avril 2008 relative aux schémas d’aménagement et de gestion des eaux | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| La mise en œuvre efficiente du SAGE Charente nécessite d’organiser les modalités d’échange inter-SAGE selon 3 échelles.  Avec le SAGE Boutonne, à l’échelle du bassin versant de la Charente  Sur la partie aval du périmètre du SAGE Charente, l’estuaire de la Charente est alimenté par le fleuve Charente et ses affluents, dont le bassin de la Boutonne. Ce dernier ne fait pas partie du périmètre du SAGE Charente et fait l’objet d’un SAGE spécifique. De la même manière le SAGE Boutonne est dépendant des orientations et objectifs définis dans le cadre du SAGE Charente. Cette interdépendance, et la nécessaire solidarité territoriale amont/aval nécessite une relation d’échange privilégiée pour favoriser la cohérence entre les deux SAGE à l’échelle du grand bassin versant de la Charente.  Le bassin de la Charente est inscrit dans le périmètre de l’EPTB Charente, qui a vocation en application de l’article L.213-12 du code de l’environnement à faciliter, à l'échelle du bassin *« la prévention des inondations et la défense contre la mer, la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, ainsi que la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides et de contribuer, s'il y a lieu, à l'élaboration et au suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux ».*  Avec les SAGE Boutonne, Estuaire de la Gironde et milieux associés, Sèvre-Niortaise et Marais Poitevin, Seudre, à l’échelle la mer du pertuis d’Antioche  Le périmètre du SAGE Charente inclut la mer du pertuis d’Antioche, exutoire de l’estuaire de la Charente. Cet espace maritime est sous l’influence des eaux douces en provenance, non seulement de l’estuaire de la Charente, mais aussi de la Seudre, de la Gironde et de la Sèvre-Niortaise. Si les enjeux de l’estuaire de la Charente et de la mer du pertuis d’Antioche sont pleinement intégrés dans le SAGE Charente, les orientations et dispositions identifiées restent limitées géographiquement au périmètre du SAGE et ne s’appliquent pas au-delà. Il importe donc de définir les modalités d’échange adaptées avec les CLE Seudre, Estuaire de la Gironde et milieux associés et Sèvre-Niortaise et Marais Poitevin pour partager les enjeux liés à l’estuaire de la Charente, et tendre vers des objectifs cohérents et partagés entre les différents SAGE.  Avec les SAGE Boutonne, Seudre, Estuaire de la Gironde et milieux associés, Isle-Dronne, Vienne, Clain, Sèvre-Niortaise et Marais Poitevin, à l’échelle des zones d’interface :  Le périmètre du SAGE Charente est limitrophe de 7 SAGE :   * 4 sur le district Adour-Garonne : Boutonne, Seudre, Estuaire de la Gironde et milieux associés, Isle-Dronne ; * 3 sur le district Loire-Bretagne : Vienne, Clain, Sèvre-Niortaise et Marais Poitevin.   Le rapport de compatibilité des SAGE au regard des objectifs et des orientations du SDAGE Adour-Garonne implique une cohérence des objectifs entre SAGE limitrophes. Sur ces territoires d’interface entre différents SAGE (têtes de bassins notamment), une cohérence dans la mise en œuvre des dispositions des SAGE permet de faciliter l’appropriation et la mise en œuvre du SAGE par les acteurs locaux. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | |
|  | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | | |
| Disposition A4 : Développer une approche inter-SAGE | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *structure porteuse du SAGE* | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La structure porteuse du SAGE Charente développe un réseau d’échanges et de partage avec les structures porteuses des SAGE voisins dans l’objectif :   * d’échanger sur la mise en œuvre des actions liées à des enjeux communs, * de partager des outils, méthodes, savoir-faire et retours d’expérience entre techniciens et animateurs des différentes structures porteuses de SAGE, * de favoriser les échanges entre les élus des différents territoires, en inter-CLE.   La CLE souhaite que les échanges inter-CLE permettent à l’échelle de territoires ou d’enjeux communs de :   * partager des éléments de connaissances ; * rechercher les complémentarités et synergies ; * favoriser la cohérence inter-SAGE.   A l’échelle du bassin de la Charente, l’inter-CLE entre les CLE Boutonne et Charente doit favoriser la solidarité entre les territoires, d’amont en aval vis-à-vis de l’estuaire de la Charente et de la mer des pertuis charentais, mais également de l’aval vers l’amont au regard notamment des enjeux de continuité écologique.   * La CLE souhaite que la structure porteuse du SAGE Charente, compétente à l’échelle du bassin de la Charente, assure le secrétariat technique et administratif de l’inter-CLE entre les CLE Charente et Boutonne. | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : les Comités de bassin Adour-Garonne et Loire-Bretagne, les CLE et structures porteuses des SAGE Boutonne, Seudre, Estuaire de la Gironde et milieux associés, Isle-Dronne, Vienne, Clain, Sèvre-Niortaise et Marais Poitevin, le PNM | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Estimation financière** |  | |
| - | | |
| 🞳 **Objectif n° 2 :** Sensibiliser et accompagner les acteurs du bassin | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Orienter les priorités des PDRR sur le bassin Charente

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Règlement n°1305/2013 (RDR3) du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader)  Règlement n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune  Règlement n°1303/2013 du parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives eu 5 fonds (FEADER, FEDER, FSE, FEAMP, Fonds de Cohésion)  Règlement n°1310/2013 du parlement européen et du Conseil portant dispositions communes établissant certaines dispositions transitoire.  Décret n° 2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| La Région ALPC est autorité de gestion du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) pour la période 2014-2020. A ce titre, elle porte les 3 Programmes de Développement Rural Régional (PDRR) élaborés par les anciennes régions Aquitaine, Limousin et Poitou Charentes, au sein desquelles sont définies des stratégies régionales agro-environnementales et climatiques.  Dans le cadre du PDRR sont mises en œuvre des Mesures Agro Environnementales et Climatiques, différents catalogues de MAEC existent.  Des zones à enjeux ont identifiées au regard des spécificités du territoire Régional en terme de préservation de la ressource (qualité et quantité) et de préservation de la biodiversité. Des zones d’actions prioritaires (ZAP) ont ainsi été cartographiées et inscrites dans le PDRR. L’autorité de gestion a fait le choix de concentrer l’ensemble des moyens financiers prioritairement dans ces ZAP.  De plus, l’autorité de gestion a restreint la liste des mesures du document de cadrage afin de répondre à la problématique environnementale régionale.  Sur les territoires des opérateurs sont désignés pour porter le Projet Agro-Environnemental et Climatique (PAEC) et accompagner la mise en œuvre de mesures agro-environnementales. Cet opérateur à un ancrage territorial fort et construit son projet en partenariat avec l’ensemble des acteurs du territoire. L’opérateur identifie les MAEC qui seront sélectionnées sur son territoire par combinaison et adaptation des opérations de la liste régional inscrite dans le PDRR.  Cependant l’échelle Régionale de définition des contours du programme ne permet pas toujours de prendre en considération les enjeux du bassin de la Charente ni de faire remonter les problématiques du territoire. Les mesures pourrait ainsi être orientées au regard des objectifs généraux du SAGE. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | | |
| Lien dispositions de l’objectif 22 | | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | |  | | | | | | | | |
| Sans Objet | | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Conseil régional* | | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que les orientations et priorités définies dans le cadre des Programmes de Développement Rural Régional intègrent les objectifs généraux du SAGE Charente.  Ainsi la CLE souhaite que les mesures soient adaptées au contexte du bassin versant charentais et les territoires prioritaires définis au regard des objectifs du SAGE Charente. La CLE souhaite être un interlocuteur privilégié de la Région, autorité compétente en la matière, en amont de la définition des programmes et être force de proposition. | | | | | | | | | | | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Acteurs associés** |  | |
|  | | |
| **Territoire concerné par la disposition** | |
| Périmètre du SAGE | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | **Gestion** |

**Favoriser la prise en considération de l’eau dans l’aménagement du territoire**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Articles L. 131-1, L. 131-3 et L. 131-7 du code de l’urbanisme  En application de ces textes, les SCoT ou en l’absence de SCoT les PLU/PLUi ou les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le SAGE, dans un délai de 3 ans | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | | | |
| Afin de garantir, en amont des projets, leur cohérence avec les objectifs du SAGE, il est important d’y associer la structure porteuse du SAGE pour assurer un accompagnement des politiques d’aménagement.  La mise en compatibilité peut intervenir à l’occasion de l’élaboration, de la modification ou de la révision des SCoT, PLU/PLUi et cartes communales. Le présent SAGE comporte un certain nombre de dispositions relatives à l’aménagement du territoire et à la nécessaire pris en compte des enjeux liés à l’eau, dont certaines sont opposables dans un rapport de compatibilité.  Cette disposition doit permettre de favoriser un accompagnement et un rapprochement entre la structure porteuse et les rédacteurs de documents d’urbanisme. | | | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition 13 ; 23 ; 26 ; 38 | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | |  | | | | | | | |
| Disposition A32 ; D50  Disposition A33 : Susciter des échanges d’expérience pour favoriser une culture commune ;  Disposition A34 : Informer les acteurs de l’urbanisme des enjeux liés à l’eau. | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *structure porteuse du SAGE* | | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que la structure porteuse du SAGE assure un rôle d’appui et de conseil auprès des collectivités territoriales et des groupements compétents en matière d’urbanisme pour favoriser dans les politiques d’aménagement du territoire la prise en considération des divers enjeux liés à l’eau et aux milieux aquatiques.  A ce titre les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d’urbanisme, sont invités à associer la structure porteuse du SAGE dans la définition de projets d’aménagement ou lors de la réalisation ou de la révision de documents d’urbanisme.  La CLE souhaite que la structure porteuse accompagne à la fois :   * Par la mise en œuvre d’actions de sensibilisation et de formation à destination des élus sur les enjeux liés à l’eau * Par la mise à disposition d’outils et de documents pouvant être utilisés en amont de l’élaboration des documents d’urbanisme * Par un accompagnement spécifique lors des phases d’élaboration ou de révision des documents d’urbanisme.   La CLE que la structure porteuse du SAGE organise les modalités d’échanges inter-SCoT à l’échelle du bassin versant de la Charente afin de favoriser le partage et les retours d’expériences et d’assurer la cohérence à l’échelle du bassin versant de la prise en considération des enjeux « eau » (par exemple, la gestion de l’étiage, des crues, du ruissellement pluvial…). | | | | | | | | | | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Acteurs associés** |  | |
| Collectivités territoriales et leurs groupements compétents, acteurs de l’urbanisme, structures gestionnaires de l’eau. | | |
| **Territoire concerné par la disposition** | |
| Périmètre du SAGE | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Accompagner les chambres des métiers, du commerce et de l’industrie à mieux intégrer les enjeux de l’eau et des milieux aquatiques dans leur rôle de conseil

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | | | |  | | | | | | | | | |
| Au terme de l’article 1er de la loi sur l’eau du 3 janvier 1992, « *l’eau fait partie du patrimoine commun de la Nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d’intérêt général. L’usage de l’eau appartient à tous dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis*».  Article L. 1331-10 du code de la santé public, lequel prévoit que : « *tout déversement d’eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire ou, lorsque la compétence en matière de collecte à l’endroit du déversement a été transférée à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte, par le président de l’établissement public ou du syndicat mixte, après avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l’épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, si cette collectivité est différentes. […]* »  Articles L. 511-1 et suivant du CE | | | | | | | | | | | | | |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | | |
| Les chambres départementales et régionales des métiers, de commerce et d’industrie, assurent un rôle de représentation et de conseil. Elles ont pour missions :   * Représenter les entreprises pour défendre leurs intérêts économiques ; * Agir sur l’environnement des entreprises pour préparer l’avenir du territoire ; * Proposer des services pour aider les entreprises au quotidien.   La sensibilisation des professionnels vise à faire prendre conscience de l’impact de certaines pratiques sur l’eau et les milieux aquatiques, et de les faire évoluer pour diminuer les pollutions ponctuelles et optimiser la ressource en eau.  De plus, certaines activités sont réglementées car elles présentent des risques importants pour l’environnement. Une déclaration ou une autorisation de la Préfecture du département est alors nécessaire pour exercer l’activité. Les activités concernées sont définies par une nomenclature spécifique (dite « ICPE3 – Installations classées pour la protection de l’environnement).  Ainsi les chambres des métiers, du commerce et de l’industrie réalisent des actions permettant d’intégrer de façon équilibrée les enjeux économiques, environnementaux et sociétaux. A titre d’exemple, ils réalisent des pré-diagnostics de l’énergie, des déchets, de l’environnement ou des rejets des eaux usées. Ces actions doivent être poursuivies et complétées afin de mieux intégrer les enjeux de l’eau et des milieux aquatiques sur l’ensemble du territoire du SAGE. | | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | | |  | | | | | | |
| - | | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :***organisations professionnelles (chambres du commerce et de l’industrie, chambres des métiers, etc.) | | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE encourage les organisations professionnelles (chambres du commerce et de l’industrie, chambres des métiers), à sensibiliser les professionnels qui leur sont affiliés et par secteur d’activité sur :   * les enjeux du bassin de la Charente en termes d’impact des rejets des entreprises industrielles et artisanales et de gestion quantitative de la ressource * rappeler les obligations légales et réglementaires concernant les rejets   La CLE recommande également aux organisations professionnelles (chambres du commerce et de l’industrie, chambres des métiers), à les accompagner et les conseiller en vue de :   * établir un diagnostic individuel avec les professionnels pour identifier les améliorations ; * développer et animer une charte des bonnes pratiques, visant a minima sur les thématiques suivantes :   + gestion des eaux usées   + systèmes de prétraitement des eaux professionnelles   + bacs de rétention pour le stockage de produits dangereux pour l’eau   + équipements économes en eau   + surveillance des consommations en eau et réparation des fuites | | | | | | | | | | | | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Acteurs associés** |  | |
|  | | |
| **Territoire concerné par la disposition** | |
| Périmètre du SAGE | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

**Développer une stratégie de communication adaptée aux enjeux du territoire**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Sans objet | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Sur le territoire du SAGE Charente, sensibiliser et communiquer sur les enjeux liés à l’eau présente plusieurs à difficultés : les publics à sensibiliser sont très divers, les porteurs potentiels d’actions de sensibilisation sont nombreux, les échelles d’interventions diverses et parfois superposées et les thématiques à aborder sont larges. Ainsi, il est utile d’organiser les actions de sensibilisation sur l’eau.  Pourtant une communication cohérente et adaptée auprès de l’ensemble des catégories d’acteurs du territoire est indispensable à la compréhension des enjeux du SAGE. Elle doit permettre de sensibiliser ces acteurs, de faciliter l’appropriation des enjeux du SAGE et de les accompagner dans les démarches de préservation et de restauration de la qualité des ressources en eau et des milieux aquatiques. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | |
|  | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | |  | | | | | | |
| Disposition A9 | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *structure porteuse du SAGE* | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition Afin d’accompagner la mise en œuvre du SAGE et l’atteinte de ses objectifs, il convient de mener une communication cohérente à l’échelle du bassin versant et adaptée aux différentes cibles : élus, grand public, propriétaires, riverains, établissements de formations professionnelle, usagers, collectivités…  Pour ce faire la CLE souhaite que sa structure porteuse définisse un plan de communication adapté au territoire du SAGE qui identifiera les porteurs, les cibles, les messages portées et les vecteurs.  La CLE recommande que ce plan porte sur tous les thèmes abordés par le SAGE, en s’appuyant sur différents supports de communication (réunions publiques, forums, site internet, publications dans les journaux locaux, lettre du SAGE…). Cela par la mise en œuvre d’actions pédagogiques (écoles, découvertes du bassin…) pour diffuser l’information, notamment sur :   * la démarche SAGE (intérêt, portée juridique et conséquences pour les usagers…) ; * Les actions entreprises et leur efficacité ; * La connaissance du patrimoine du bassin (patrimoine naturel, qualité des rivières…) ;   La sensibilisation aux problématiques majeures (lutte contre la pollution, économiser l’eau, protéger les zones humides…). | | | | | | | | | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Acteurs associés** |  | |
|  | | |
| **Territoire concerné par la disposition** | |
| Périmètre du SAGE | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Action** |

#### Partager et valoriser les retours d’expériences mises en œuvre sur le territoire

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte règlementaire et législatif** |  |
|  | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
|  | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | |
|  | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | |  | | | | | | |
| Disposition A9 | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *structure porteuse du SAGE* | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition Afin d’accompagner les acteurs du territoire dans la mise en œuvre du SAGE, la CLE souhaite que la structure porteuse du SAGE organise des opérations de type réunions collectives, tables rondes d’information et de débat visant à diffuser et valoriser auprès des différents acteurs l’information relatives aux opérations mises en œuvre sur le bassin en faveur de l’eau et des milieux aquatiques.  La CLE invite, lors de ses séances, les collectivités territoriales et leurs groupements, les services de l’Etat et ses établissements publics, les gestionnaires et autres organismes qui interviennent dans le domaine de l’eau et de l’aménagement du territoire, à partager les retours d’expérience de leurs actions et de leurs résultats.  Ces temps d’échanges permettent d’alimenter les réflexions de la CLE. | | | | | | | | | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Acteurs associés** |  | |
|  | | |
| **Territoire concerné par la disposition** | |
| Périmètre du SAGE | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |
| --- |
| 🞳 **Objectif n° 3 :** Améliorer la connaissance |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Mettre en place et animer un comité scientifique pour développer et partager la connaissance adaptée aux besoins de gestion

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
|  | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | |
| Face aux enjeux posés par les changements globaux sur la ressource en eau et les milieux aquatiques, le renforcement des connaissances et la sensibilisation des décideurs apparaissent stratégiques.  Les connaissances scientifiques constituent le fondement d’un diagnostic partagé, préalable à la définition des politiques publiques de l’eau.  Au cours de la première Commission Locale de l’Eau le 20 juin 2011 des règles de fonctionnement ont été validées. Ces dernières définissent à l’article 8 la mise en place d’un comité scientifique, qui n’a pour l’heure pas été mobilisé. | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | |
|  | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | |  | | | | | | |
| - | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Structure porteuse du SAGE* | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition Conformément à l’article 8 des règles de fonctionnement du SAGE, un comité scientifique est constitué à l’initiative du Président de la CLE, qui en fixe sa composition. Ce comité est convoqué par le Président de la CLE pour l’examen de certaines questions scientifiques, pour lesquelles il apporte son expertise à la CLE.  Il est souhaité que ce comité scientifique soit composé de représentants des organismes de recherche fondamentale ou appliquée sur les thématiques et sujets du SAGE (Universités, IRSTEA Bordeaux, Ifremer La Tremblade, INRA Lusignan et Saint-Laurent de la Prée, BRGM Poitiers) et de représentants de gestionnaires du bassin Charente.  Ainsi la CLE souhaite que la structure porteuse du SAGE mobilise le comité scientifique pour la mise en œuvre des dispositions relatives à de l’acquisition de connaissances et pour lesquelles un échange technique préalable est nécessaire. La structure porteuse organise et anime ces réunions d’échanges techniques. Elles ont notamment pour but de :   * capitaliser et partager les connaissances en lien avec les problématiques de gestion du bassin et des sous bassins ; * identifier et échanger sur les besoins et les opportunités de développement de connaissances ; * faire émerger et monter des projets de recherche multipartenariaux ; * suivre et valoriser les études ciblées sur le bassin (effets des changements climatiques, référentiels milieux aquatiques en marais, eaux de transition et eaux marines…). | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : organismes de recherche fondamentale ou appliquée sur les thématiques et sujets du SAGE (Universités, IRSTEA Bordeaux, Ifremer La Tremblade, INRA Lusignan et Saint-Laurent de la Prée, BRGM Poitier), agence de l’eau, départements, collectivités territoriales et leurs groupements compétents, EPTB Charente, Parc Naturel Marin, Parc Naturel Périgord-Limousin, Région Nouvelle-Aquitaine | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Appréhender les effets des changements climatiques et mettre en œuvre les pistes d’adaptations possibles sur le bassin

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Sans objet | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Le scénario tendanciel du SAGE permet de faire une première synthèse des effets du changement climatique sur le territoire du SAGE. Ainsi, les effets du changement climatique sont susceptibles d’influencer la socio-économie locale. A titre d’exemples, les conséquences possibles pourraient être :   * Des changements d’orientation des assolements céréaliers structurants l’économie actuelle, * De possibles apparition de besoins en eau du vignoble pour le maintien de la production de Cognac à long terme, * Des impacts économiques potentiels sur les activités industrielles dépendantes d’un approvisionnement en eau brute ou potable * La perturbation de la filière du tourisme fluvial * Des impacts sur les écosystèmes dulçaquicoles, estuariens, littoraux, marins, sur la pêche et la production conchylicole.   Ils sont également susceptibles d’influencer la ressource puisque les modélisations à l’horizon 2040 indiquent que le territoire Charente aura à faire face à des étiages plus intenses et plus fréquents. De plus, le changement climatique aura des effets probables sur les systèmes agricoles charentais et sur les pratiques culturales.  Les milieux aquatiques seront aussi impactés. A titre d’exemple, il est noté un risque accru de perte de fonctionnalités des zones humides.  Comme l’indique le SDAGE Adour Garonne, les premières études sur les impacts du changement climatique concluent à la nécessaire amélioration des connaissances, tant pour préciser les effets en cernant mieux les incertitudes, que pour mieux comprendre le fonctionnement des écosystèmes, préciser l’ampleur de la vulnérabilité des usages et explorer les voies d’adaptation à la hauteur des enjeux.  L’EPTB Charente mène à partir de 2018 une étude sur l’impact des changements climatiques sur la gestion de l’eau sur le bassin versant de la Charente à l’horizon 2050. Cette étude doit permettre aux acteurs du territoire d’anticiper les effets des changements climatiques. Les éléments prospective sont essentiels pour ajuster plans et programmes du bassin de la Charente, accompagner la mise en œuvre du SAGE Charente et préparer sa révision. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | |
|  | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | | |
| Disposition A15 ; A16 ; A19 | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Structure porteuse du SAGE* | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que les résultats de l’étude Charente 2050 réalisée par l’EPTB Charente soient communiqués et valorisés.  La CLE souhaite que l’EPTB Charente mène une démarche d’animation de territoire, de sensibilisation et de conseil afin que les résultats et propositions d’adaptation identifiés par cette étude soient intégrés dans les différents plans et programmes du territoire. | | | | | | | | | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Acteurs associés** |  | |
|  | | |
| **Territoire concerné par la disposition** | |
| Périmètre du SAGE | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

## Aménagements et gestion sur les versants

L’aménagement sur les versants **répond aux objectifs généraux** suivants :

* Préservation et restauration des fonctionnalités des zones tampon et des milieux aquatiques ;
* Réduction durable des risques et de la vulnérabilité aux inondations et submersions ;
* Adéquation entre besoins et ressources disponibles en eau ;
* Bon état des eaux et des milieux aquatiques (quantitatif, chimique, écologique et sanitaire).

A l’échelle des bassins versants, de nombreux facteurs peuvent jouer un rôle sur l’écoulement de l’eau et l’érosion des sols : les zones humides\*, le maillage bocager (haies, talus, boisements), les réseaux de fossés agricoles, les pratiques culturales, etc….

Par le passé, l’aménagement et le développement économique du bassin Charente se sont accompagnés de profonds changements dans la gestion de l’espace urbain et rural. Ils se traduisent par une simplification globale du cheminement de l’eau et une accélération des écoulements et des transferts, et une augmentation de l’érosion sur les versants.

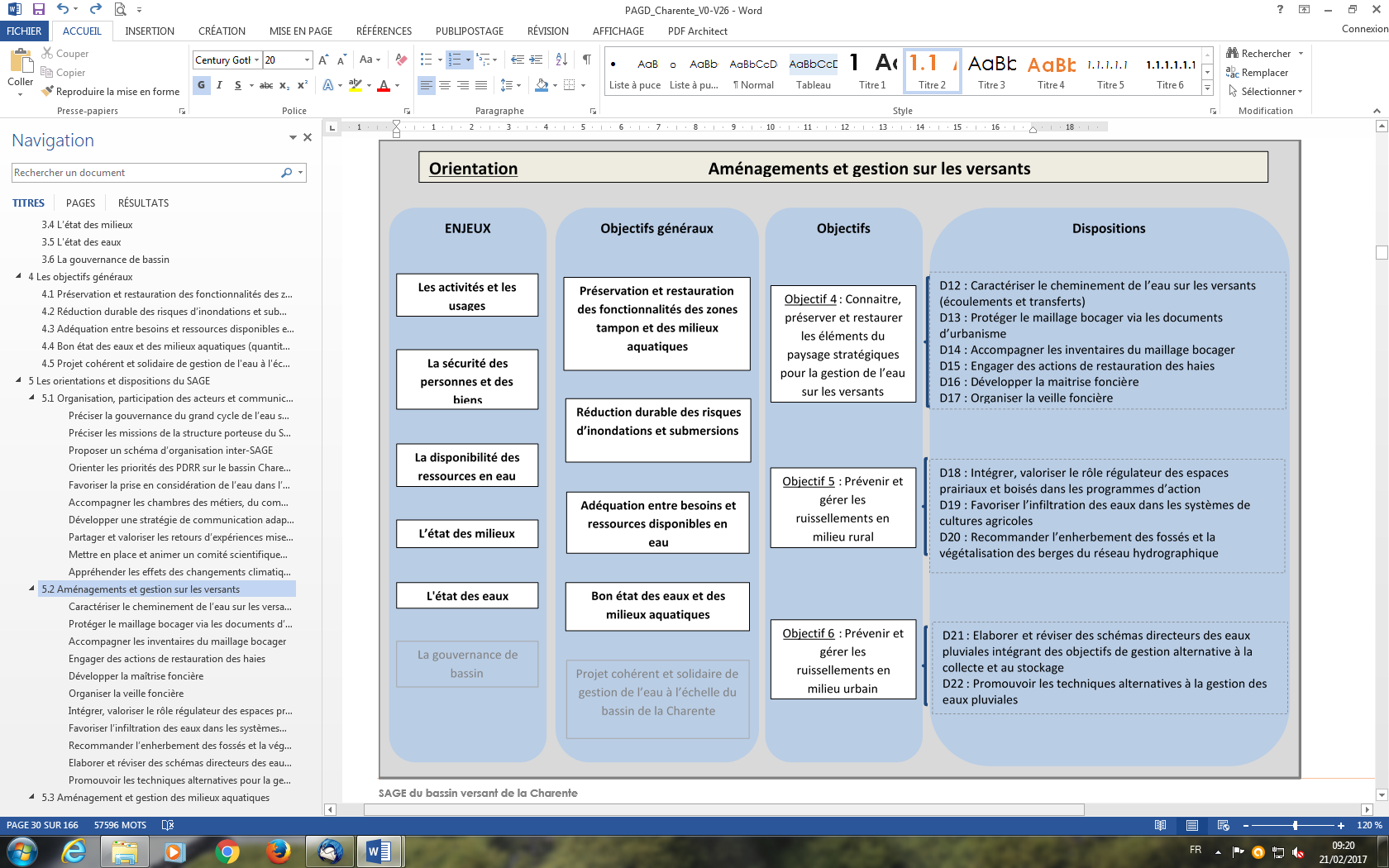
La perte des services rendus par les éléments du paysage vis-à-vis de ces processus sont difficiles à mesurer sur le grand bassin Charente. Ils sont souvent propres à chaque sous-bassin versant, car ils dépendent de ses caractéristiques physiques : pentes, pédologie, aptitude des sols au ruissellement, état et fonctionnalité des éléments fixes du paysage,…

L’augmentation de l’imperméabilisation des sols en milieu urbain et l’absence de gestion des eaux pluviales à l’échelle des projets d’aménagement impliquent un volume d’eaux pluviales important à gérer par les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents en périodes d’épisodes pluvieux.

Dans ce contexte, la Commission Locale de l’Eau souhaitent une approche plus transversale en positionnant le SAGE comme un élément régulateur, garant d’un développement équilibré des activités humaines au regard des capacités des milieux aquatiques et de la ressource en eau. Il convient donc pour le SAGE de s’impliquer dans l’aménagement et la gestion sur les versants en complément des actions menées sur les cours d’eau pour améliorer l’état quantitatif et qualitatif des rivières et des nappes du bassin de la Charente.

La gestion des versants s’articule avec l’ensemble des autres orientations thématiques en agissant au début du parcours de l’eau sur le bassin. Ainsi, le SAGE vise à :

* **Connaitre, préserver et restaurer les éléments du paysage stratégiques pour la gestion de l’eau sur les versants**
* **Prévenir et gérer les ruissellements en milieu rural**
* **Prévenir et gérer les ruissellements en milieu urbain**



|  |
| --- |
| 🞳 **Objectif n° 4 :** Connaître, préserver et restaurer les éléments du paysage stratégiques pour la gestion de l’eau sur les versants |

L’aménagement et la gestion sur les versants nécessite une bonne connaissance des éléments stratégiques du paysage afin d’optimiser la gestion de l’eau sur le bassin de la Charente. Il est donc essentiel de caractériser le cheminement de l’eau (écoulement et transfert) afin de mettre en évidence les secteurs où il est nécessaire d’assurer la préservation voire la restauration des éléments du paysage en vue de répondre aux enjeux de qualité, de quantité et d’inondation. Ces actions répondront également à des enjeux de biodiversité grâce au rôle de corridor écologique.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Caractériser le cheminement de l’eau sur les versants (écoulements et transferts)

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |

Sans objet

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| De nombreuses modifications des cheminements de l’eau ont été constatés au cours des dernières décennies notamment sur les bassins à dominante grandes cultures (par exemple sur l’Aume Couture, l’Auge, le Bief…) avec de profondes modifications des écoulements de l’eau du sol vers les cours d‘eau et les nappes (drainage) (source : diagnostic du SAGE Charente). Ainsi, mieux comprendre le cheminement de l’eau sur les versants est essentiel dans la gestion quantitative et qualitative de l’eau. Cela permet d’identifier les orientations de gestion, de restauration des éléments fonctionnels du paysage (maillage bocager, zones humides, zones tampon, etc.) qui jouent un rôle essentiel dans la réduction des transferts de polluants et le ralentissement des écoulements : recharge des nappes, lutte contre l’érosion des sols et des transferts de polluants, ralentissement des crues, limitation des phénomènes d’étiage. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | | | | | | | | |
| lien avec la disposition n°29 | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *collectivités territoriales ou leurs groupements compétents* | | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que les collectivités territoriales et leurs groupements compétents caractérisent à l’échelle des sous-bassins la dynamique du cheminement de l’eau sur les versantsen intégrant notamment l’analyse des pentes, les axes préférentiels de ruissellement et les fonctionnalités du maillage bocager, des zones humides et autres zones tampon inventoriées (fossés, etc.).  La CLE souhaite que cette caractérisation soit réalisée lors de l’élaboration ou de la révision des documents d’urbanisme (en collaboration avec les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière de GEMAPI). Ce travail peut être réalisé simultanément avec les inventaires des zones humides (disposition 25), du réseau hydrographique et permettra notamment de valoriser les services rendus de ces éléments.  Sur les territoires non encore couvert de SCoT, PLUi ou PLU, la CLE souhaite que cette caractérisation soit réalisée lors des diagnostics préalables des programmes d’actions (PPG, PAT, contrat territoriaux).  Cette caractérisation sert de base pour définir les secteurs sur lesquels ces éléments fonctionnels sont à préserver, protéger (via les documents d’urbanisme) ou restaurer, notamment sur les secteurs où l’infiltration des eaux serait à favoriser.  Les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents sont invités à transmettre l’ensemble des éléments à la structure porteuse du SAGE. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment, Structure porteuse du SAGE, collectivités territoriales et leurs groupements compétents, départements, services de l’état, Agence de l’Eau Adour Garonne, Région Nouvelle-Aquitaine | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Territoire du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Mise en compatibilité** |

#### Protéger le maillage bocager via les documents d’urbanisme

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | |  |
| Article L. 151-23 du code de l’urbanisme: « *Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres* ».  Article R. 421-17 du Code de l’Urbanisme (travaux non soumis à DP, PC) *« Doivent être précédés d'une déclaration préalable lorsqu'ils ne sont pas soumis à permis de construire en application des articles R. 421-14 à R.421-16 les travaux exécutés sur des constructions existantes, à l'exception des travaux d'entretien ou de réparations ordinaires, et les changements de destination des constructions existantes suivants : (…) d) Les travaux exécutés sur des constructions existantes ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément que le plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu a identifié, en application du 7° de l'article L. 123-1, comme présentant un intérêt patrimonial ou paysager »*  Article R. 421-28 du Code de l’Urbanisme (travaux non soumis à PD) *« Doivent en outre être précédés d'un permis de démolir les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction : (…) e) Identifiée comme devant être protégée par un plan local d'urbanisme, en application du 7° de l'article L. 123-1, située dans un périmètre délimité par le plan en application du même article ou, dans une commune non dotée d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu, identifiée par délibération du conseil municipal, prise après enquête publique, comme constituant un élément de patrimoine ou de paysage à protéger et à mettre en valeur ».*  *Articles L. 131-1, L. 131-3 et L. 131-7 du code de l’urbanisme*  *En application de ces textes, les SCoT ou en l’absence de SCoT les PLU/PLUi ou les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le SAGE, dans un délai de 3 ans.* | | |
| **Contexte** |  | |
| Le maillage bocager joue un rôle essentiel dans la gestion quantitative et qualitative de l’eau sur bassin versant, de manière complémentaire aux zones humides et aux têtes de bassins versants. Le maillage bocager peut être considéré comme une succession de haies, talus, boisements avec chacun une fonction hydraulique. Ces haies, talus (plantés ou non) et petits boisements feuillus ont des rôles importants : ils freinent les eaux de ruissellement, interceptent la terre issue des parcelles agricoles, stoppent et dégradent certains polluants évitant ainsi qu’ils ne se retrouvent dans le réseau hydrographique. Ces éléments bocagers sont plus ou moins dégradés sur le bassin versant ; plus ils sont denses, continus et connectés, plus ils sont efficaces pour ralentir les écoulements et lutter contre l’érosion.  Le bon état du maillage bocager et ainsi la maximisation des services rendus, passent par un ensemble d’actions notamment la restauration, la replantation et une gestion et un entretien appropriés du bocage. Ces actions permettront à long terme la restauration d’un maillage bocager suffisamment dense et structuré pour être efficace sur le ralentissement des écoulements et la lutte contre l’érosion des sols.  L’identification des dispositifs bocagers qui jouent un rôle stratégique dans la gestion de l’eau et leur préservation dans les documents d’urbanisme contribuent à l’atteinte des objectifs généraux du SAGE.  Dans le cadre de la concertation menée pour élaborer la stratégie du SAGE, les acteurs ont exprimé la nécessité d’améliorer les connaissances et de préserver le maillage bocager sur les versants.  Pour les communes couvertes par un PLU, l’identification des éléments du paysage à protéger et mettre en valeur ou à requalifier (article L. 151-23 du Code de l’Urbanisme) ou le classement en espaces boises classés (article L.130-1 du Code de l’urbanisme) constituent des outils à la disposition des collectivités territoriales et leurs groupements pour la préservation du maillage bocager. | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | | | | | | | |
| Lien disposition 14 ; 15 | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | |
| Disposition A36 ; B19 | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *collectivités territoriales ou leurs groupements compétents* | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition Les documents d’urbanisme (SCoT, en l’absence de SCoT les PLU, PLUi et cartes communales) doivent être compatibles ou, si nécessaire, rendus compatibles avec l’objectif de préservation des dispositifs bocagers.  Pour atteindre cet objectif, les collectivités territoriales et leurs groupements compétents sont encouragés à mettre en œuvre, sur le territoire, la possibilité offerte par les dispositions de l’article L. 151-23 du code de l’urbanisme, d’identifier, de localiser et de délimiter les sites et secteurs à protéger.  La CLE recommande de prévoir des plantations compensatoires permettant de préserver le maillage bocager. De plus, il est recommandé de réaliser les inventaires selon une méthode participative qui associe tous les acteurs et partenaires concernés. En outre ces inventaires précisent et caractérisent les rôles et fonctions (frein contre le ruissellement, favorise l’infiltration…) des différents éléments du bocage. | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment, Structure porteuse du SAGE, Agence de l’Eau Adour Garonne, Collectivités territoriales et leurs groupements, Région Nouvelle-Aquitaine | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Accompagner les inventaires du maillage bocager

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | |  | |
| Confère disposition 13  *Les Trames Verte et Bleue est un outil d’aménagement durable du territoire, complémentaire des démarches existantes de préservation des milieux naturels et sont identifiées au niveau régional à travers le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE). Actions 2.2.c (SRCE Poitou-Charentes)* | | | |
| **Contexte** |  | |

Confère disposition 13

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | | | | | | | |
| Lien disposition 13 ; 15 | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | |
| Disposition A36 ; B19 | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Structure porteuse du SAGE* | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition La structure porteuse du SAGE met à disposition des collectivités territoriales et de leurs groupements compétents, un guide méthodologique définissant les modalités de réalisation de l’inventaire du maillage bocager. Ce guide comprend *a minima* :   * Une description de la méthode à mettre en place pour identifier, caractériser et hiérarchiser les dispositifs bocagers stratégiques pour la gestion de l’eau à l’échelle du bassin versant ; * L’identification et la description des critères à renseigner pour assurer une homogénéité des données à l’échelle du territoire ; * Le format des données à produire.   La CLE souhaite que les données géo-référencées soient transmises à la structure porteuse du SAGE, afin qu’elle en assure la compilation et la valorisation au sein du tableau de bord du SAGE. | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : Structure porteuse du SAGE, Agence de l’Eau Adour Garonne, Collectivités territoriales et leurs groupements, Région Nouvelle-Aquitaine | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Action** |

#### Engager des actions de restauration des haies

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Les Trames Verte et Bleue est un outil d’aménagement durable du territoire, complémentaire des démarches existantes de préservation des milieux naturels et sont identifiées au niveau régional à travers le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE). *Actions 3.5.a (SRCE Poitou-Charentes)* | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| La caractérisation des écoulements et transfert et l’inventaire du maillage bocager, visés par les dispositions n°16 et 18 doivent permettre en place des mesures de gestion et des opérations de restauration d’un maillage bocager efficace pour la ralentissement des écoulements et la lutte contre l’érosion des sols.  Différents programmes pluriannuels peuvent être contractualisés avec l’Agence de l’eau afin d’engager des actions de restauration ou de replantation :   * Programmes pluriannuels de gestion, ils ont pour objectif de planifier les travaux à l’échelle des bassins versants pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. * contrats de bassin, est un outil de contractualisation mis en place à l’occasion de la révision du 9e programme d’intervention de l’agence de l’eau Adour Garonne qui permet de mettre en œuvre des actions visant le bon état des eaux (lutte contre la pollution, restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques et zones humides, gestion quantitative...) * programmes d’actions territoriales, sont des démarches intégrées permettant de mobiliser les acteurs du territoire autour d’un objectif concret de reconquête de la qualité de l’eau altérée par les pollutions diffuses, phytosanitaires, nitrates ou autres.   L’ensemble de ces programmes sont définis dans le présent PAGD sous le terme générique de programmes d’action « eau ».  Une analyse réalisée par l’Institut atlantique d’aménagement du territoire, en 2008, a montré que sur les paysages étudiés, plus de 35 000 km de haies ont disparu depuis les années 1960, soit 36% de perte de linéaire de haies.  Cette perte du maillage bocager à l’échelle des bassins a des conséquences en termes d’érosion et de ruissellement et donc de transfert des pollutions diffuses aux cours d’eau et aux nappes. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | | | | | | | | |
| Disposition 13 ; 14 ; 16 | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | | |
| Disposition D28 : Initier des programmes de gestion ou de restauration des milieux aquatiques et humides à forts enjeux environnementaux | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *collectivités territoriales ou leurs groupements compétents* | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE recommande aux collectivités territoriales et leurs groupements compétents élaborant ou révisant des programmes d’actions « eau » d’intégrer des actions de restauration ou de replantation de haies. Ces actions sont développées en fonction des opportunités, prioritairement sur les secteurs à enjeu en matière d’écoulements et transferts sur les versants (identifié dans la disposition 16), et en cohérence avec l’objectif de restauration de la trame verte visé dans le SRCE.  La CLE souhaite que l’Agence de l’eau apporte une bonification de financement aux programmes prévoyant des actions de restauration ou de replantation de haies.  La CLE recommande également que les programmes prévoient la mise en place de conventions avec les propriétaires ou gestionnaires afin de préciser les modalités d’aménagement et de gestion des zones replantées. Elles comprennent la mise en place d’un entretien durable et adapté permettant de préserver la fonctionnalité des zones replantées. | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Structure porteuse du SAGE, collectivités territoriales et leurs groupements compétents, Région Nouvelle-Aquitaine | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Développer la maîtrise foncière

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | |  |
| **Droit de préemption dans les espaces naturels sensibles :**  Article L. 113-8 du code de l’urbanisme  Article L. 215-1 du code de l’urbanisme  **Droit de préemption :**  Article L. 210-1 du code de l’urbanisme  Article L. 411-27 du code rural et de la pêche maritime  Article R. 411-9-11-1 du code rural et de la pêche maritime | | |
| **Contexte** |  | |
| La maitrise foncière est un outil à privilégier pour une protection pérenne des cours d’eau (berge, fond du lit), zones humides, zones d’expansion des crues (espaces naturel ou aménagé où se répandent les eaux lors du débordement des cours d’eau dans leur lit majeur), dès qu’une opportunité d’acquisition se présente. La maîtrise foncière est à privilégier pour la réalisation d’actions ambitieuses : par exemple pour remettre dans son lit naturel un cours d’eau déplacé/détourné de son tracé d’origine, pour protéger une zone humide ou une zone d’expansion des crues… | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | | | | | | | | |
| * Cartographie : Zones sensibles : reprendre sites Natura 2000, périmètres protection, réservoirs biologiques (SDAGE + SRCE)… (Cartographie incrémentale) | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | | |
| - | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Maitres d’ouvrage locaux* | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents sont encouragés à mobiliser les démarches de maîtrise foncière pour préserver et restaurer les milieux aquatiques. La maîtrise foncière est ici entendue au sens large (maîtrise foncière proprement dite et conventions de gestion avec propriétaires) :   * Droit de préemption urbain : il est recommandé aux détenteurs du droit de préemption d’utiliser la procédure de préemption pour l’acquisition, et ce en vue de leur préservation et de leur éventuelle restauration ; * Droit de préemption dans les espaces naturels sensibles * Procédure d’expropriation * Cession de terrains acquis par les SAFER (Sociétés d’Aménagement Foncier et d’Etablissement Rural) : la cession de milieux aquatiques acquis par les SAFER à des collectivités territoriales et leurs groupements est encouragée, pour assurer leur préservation et restauration ; * Echange de parcelles : il est étudié la possibilité de procéder à des échanges de parcelles pour renforcer la maitrise foncière ; * Convention de gestion : il est recommandé de développer les conventions de gestion avec les propriétaires de milieux aquatiques, afin d’assurer leur préservation et leur éventuelle restauration ; ces conventions permettront éventuellement d’indemniser les propriétaires en échange de la réalisation de travaux de restauration ou d’entretien réalisés dans cette optique et/ou pour compenser les pertes foncières dues à des contraintes d’exploitation * Bail avec clauses environnementales   La Commission Locale de l’Eau souhaite être informée des démarches engagées par les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents ou tout autre organisme compétent (acquisitions, conventions de gestion). | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Structure porteuse du SAGE, SAFER, Départements, CREN, Collectivités territoriales et leurs groupements compétents, chambre d’agriculture | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| Sans objet | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Organiser la veille foncière

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article L. 111-1 du code de l’environnement  Article R. 211-108 du code de l’environnement  Article R. 212-13 du code de l’environnement | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |

Le SDAGE Adour Garonne indique que les mesures compensatoires doivent correspondre à une contribution équivalente, en termes de biodiversité et de fonctionnalités, à la zone humide détruite. En l’absence de la démonstration que la compensation proposée apporte, pour une surface équivalente supérieure ou inférieure à la surface de zone humide détruite, une contribution équivalente en termes de biodiversité et de fonctionnalités, la compensation sera effectuée à hauteur de 150% de la surface perdue (taux fondé sur l’analyse et le retour d’expérience de la communauté scientifique). La compensation sera localisée, en priorité dans le bassin versant de la masse d’eau impactée ou son unité hydrographique de référence (UHR) ; en cas d’impossibilité technique, une justification devra être produite.

Cependant, il est souvent délicat pour les maitres d’ouvrage et les services instructeurs de remplir au mieux leurs obligations.

L’acquisition foncière ou la pérennisation par le biais d’où outil foncier est, une démarche qui reste à ce jour le moyen le plus sûr pour assurer la durée d’une mesure. Il serait intéressant d’avoir une connaissance des sites fonciers disponibles et potentiellement intéressant pour de la compensation.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | | | | | | | | |
| Disposition 16 | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | | |
| D40 | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *structures porteuses de Programmes Pluriannuels de Gestion* | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite instaurer une veille foncière sur les secteurs d’intérêt écosystémique, en partenariat avec les structures disposant du droit de préemption afin d’organiser les échanges d’informations ou de potentialités d’acquisition.  Il est en effet recommandé de favoriser la compensation sur les mêmes habitats et espèces que ceux impactés par le projet. Il est également recommandé de donner une priorité à une compensation à proximité immédiate du site affecté par les travaux du projet ou dans le même bassin versant. Une priorité pourra être donnée à des espaces qui sont identifiés pour leur intérêt fonctionnel.  Ainsi la CLE souhaite les structures porteuses de Programmes Pluriannuels de Gestion collecte des informations sur le foncier disponible et ayant un intérêt écologique à être restaurer dans le cadre de projet d’aménagement (compensation). Elles sont ensuite invitées à transmettre ces données aux services instructeurs. | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment, structure porteuse du SAGE, SAFER, Départements, CREN, collectivités territoriales et leurs groupements compétents, chambre d’agriculture, services de l’état, Région Nouvelle-Aquitaine, Conservatoire du littoral | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |
| --- |
| 🞳 **Objectif n° 5 :** Prévenir et gérer les ruissellements en milieu rural |

En cohérence avec le SDAGE Adour Garonne pour limiter le transfert des éléments polluants sur les versants le SAGE promeut :

* Des modalités de gestion des terres conciliant l’utilisation agricole, la préservation de la ressource en eau et des zones humides et la limitation des phénomènes d’érosion (notamment couverture des sols, sens du labour, pratiques des techniques culturales simplifiées ou de l’agriculture de conservation)
* Des modalités d’aménagement du territoire permettant de limiter les transferts d’éléments polluants et le risque d’érosion (ripisylve, haies, talus, dispositifs végétalisées, fossés, surfaces imperméabilisées associées à des bassins de rétention, …).

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Intégrer, valoriser le rôle régulateur des espaces prairiaux et boisés dans les programmes d’action

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | |  |
| Sans objet | | |
| **Contexte** |  | |
| Les espaces boisés sont des éléments du paysage particulièrement efficaces pour la régulation des écoulements, la préservation de la qualité de l’eau et la lutte contre l’érosion.  Les milieux prairiaux regroupent l’ensemble des milieux ouvert directement associés à des pratiques agricoles (prairies permanentes de fauche ou pâture extensive, prairies humides dans les vallées alluviales) et sont particulièrement riches pour la biodiversité. Outre leur rôle écologique, ils ont aussi une importance majeure pour la qualité de l’eau et la régulation des inondations et des étiages.  Les espaces prairiaux et boisés ont donc une fonction de zone tampon qui régule les flux d’eau lors les événements extrêmes (crues et étiages) et diminue la concentration en polluants au niveau des cours d’eau en aval.  La prise en considération de ces milieux, aux multiples rôles, dans les programmes d’action sur les versants permet de répondre à divers problématiques sur les territoires (ralentissement dynamique pour la prévention des inondations, recharge des nappes, etc.). | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | | | | | | | | |
| Dispositions 3 ; 9 ; 11 ; 19 | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Collectivités territoriales et leurs groupements compétents et porteurs de programmes d’actions « eau »* | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que les collectivités territoriales et leurs groupements compétents et autres porteurs de programmes d’actions « eau » préservent, sur les secteurs à enjeux « eau » (carte) et les secteurs préférentiels du cheminement de l’eau (lien disposition 16), les espaces prairiaux et boisés. Il est recommandé de rechercher des synergies et de créer des partenariats avec la profession agricole et sylvicole. | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| OPA, structures porteuses du SAGE | |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| *Carte des zones à enjeux « eau »* | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Favoriser l’infiltration des eaux dans les systèmes de cultures agricoles

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
|  | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Les zones tampons désignent tout espace interstitiel du paysage rural, maintenu ou expressément mis en place pour assurer une fonction d’interception et d’atténuation des transferts de contaminant d’origine agricole vers les milieux aquatiques (source : ONEMA).  Les zones tampons en zone agricole ont une fonction double pour ralentir le ruissellement et favoriser l’infiltration. Le maintien d’un couvert végétal, préserve la structure du sol et conserve sa capacité d’infiltration et de stockage de l’eau de surface. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | | | | | | | | |
| Lien disposition 12 | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | | |
| Disposition A15 ; A36 ; B19 ; D48 | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Organisation Professionnelles Agricole* | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE recommande que le conseil auprès des agriculteurs favorise, sur les zones ciblées, l’infiltration des eaux et la limitation du ruissellement superficiel.  Ces conseils sont à adapter en fonction de la configuration des parcelles. (A titre d’exemple : labours, rotation, intercultures, zone enherbée, etc.)  Il s’agit également de limiter l’effet accélérateur de l’évacuation des eaux de drainage en zone rurale, notamment sur les secteurs concernés pour la mise en culture.  Ces opérations sont ciblées prioritairement sur les zones tampons en amont de l’exutoire de la parcelle.  Ces actions sont menées en partenariat avec les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents en matière de GEMAPI sur les zones d’interface avec le réseau hydrographique.  La CLE souhaite être informée des actions engagées. | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Collectivités territoriales ou leurs groupements compétents, structure porteuse du SAGE, porteurs de programmes d’actions pour la reconquête de la qualité de l’eau | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| *P*érimètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Recommander l’enherbement des fossés et la végétalisation des berges du réseau hydrographique

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article L. 211-14 du CE en vigueur à compter du 1er janvier 2017 :  *« I. - Le long de certains cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau de plus de dix hectares, l'exploitant ou, à défaut, l'occupant ou le propriétaire de la parcelle riveraine est tenu de mettre en place et de maintenir une couverture végétale permanente composée d'espèces adaptées à l'écosystème naturel environnant sur le sol d'une largeur d'au moins cinq mètres à partir de la rive, hors les espaces déjà imperméabilisés ou occupés par des bâtiments, cours, terrains clos de murs, sans préjudice des règles d'urbanisme applicables auxdits espaces.*  *II. - La liste des cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau le long desquels s'applique cette obligation est arrêtée par l'autorité administrative en cohérence avec la désignation des cours d'eau au titre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune, eu égard à l'objectif de bon état écologique et chimique des eaux. L'autorité administrative peut fixer des modalités de gestion de la surface en couvert environnemental, notamment afin d'y éviter la prolifération des adventices. L'utilisation de fertilisants et de produits phytopharmaceutiques y est toutefois interdite, sauf justification de leur innocuité pour l'environnement ou dans les cas prévus par les règles locales d'entretien minimal, ainsi que l'entreposage de produits ou déchets.[…]* »  Article L. 215-7-1 du code de l’environnement | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** |  | | | | | | | | | |
| L’identification des cours d’eau reste partielle sur le bassin de la Charente, notamment sur les têtes de bassin versants ou ils peuvent être considérés et gérés comme des fossés.  Le réseau hydrographique visé dans le SAGE comprend les cours d’eau au sens la loi de la biodiversité (L. 215-7-1 dans le CE), les cours d’eau non encore identifiés et les fossés.  Les dispositifs enherbés sont des surfaces à couvert pérennes, constituées d’une végétation basse, herbacée (graminées), spontanée ou implantée. Parmi les différents types possibles, les bandes enherbées rivulaires sont les mieux connues. Elles ont été rendues obligatoires par l’arrêté du 12 septembre 2006 de manière à dégager une Zone Non Traité (ZNT) d’au moins 5 m de large le long des cours d’eau classés BCAE (Bonnes Conditions Agri-Environnementales définies dans le cadre de l’éco-conditionnalité des aides issues de la PAC).  Nombreux cours d’eau et fossés, non soumis à l’obligation de mise en place de bandes enherbées, collectent les eaux en provenance des versants. Un enherbement étendu sur l’ensemble du réseau hydrographique présente un fort intérêt du point de vue de la maîtrise des processus d’érosion et de transfert des pollutions diffuses. | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | |
| Disposition 12 | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | | |
| Disposition B19 | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *collectivités territoriales ou leurs groupements compétents* | | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents mènent des actions de sensibilisation et d’accompagnement des exploitants agricoles pour étendre l’implantation de bandes végétalisées en bordure du réseau hydrographique (y compris les fossés) et un enherbement des fossés dans les secteurs prioritaires (disposition 16) en termes d’écoulements et de transferts. De plus, afin de favoriser l’infiltration et d’éviter les rejets directs, l’aménagement de zones tampons est recommandé sur les fossés lorsque l’exutoire est une rivière.  Il est recommandé que l’entretien des berges du réseau hydrographique soit adapté aux habitats et aux espèces. Il n’est pas obligatoirement recommandé un entretien annuel. Pour optimiser ses fonctions de filtre, de lutte contre l’érosion et de zone de biodiversité, il est préférable de laisser la végétation spontanée ligneuse ou semi-ligneuse se développer.  La CLE recommande de promouvoir la valorisation économique (bois énergie, co-compostage, litière, revêtement de chemin…) et la valorisation écologique (auxiliaire de culture). | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| OPA, structure porteuse du SAGE, services de l’état, départements, Agence de l’Eau Adour Garonne, porteurs de programmes d’actions pour la reconquête de la qualité de l’eau | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |
| --- |
| 🞳 **Objectif n° 6**: Prévenir et gérer les ruissellements en milieu urbain |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Elaborer et réviser des schémas directeurs des eaux pluviales intégrant des objectifs de gestion alternative à la collecte et au stockage

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article L. 2224-10 du CGCT précise que : « *Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :*  *1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*  *2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;*  *3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*  *4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.* »  **Directive 91/271/CEE du Conseil, du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux urbaines résiduaires**  **Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République s’agissant du transfert de compétence aux EPCI FP à compter du 1er janvier 2020.** | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** |  | | | | | | | | | |
| L’augmentation de l’imperméabilisation des sols en milieu urbain et l’absence de gestion des eaux pluviales à l’échelle des projets d’aménagement impliquent un volume d’eaux pluviales important à gérer par les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents en période d’épisodes pluvieux.  Les schémas directeurs des eaux pluviales résultent d’une analyse poussée du réseau d’assainissement pluvial et permet une gestion globale des eaux pluviales. Cette démarche permet d’intégrer la question des eaux pluviales dans la définition d’un projet urbain et d’apprécier l’adéquation entre le dimensionnement du réseau et les évolutions urbaines à venir.  Il s’agit d’une obligation légale prévue à l’article L.2224-10 du CGCT. Or de nombreux territoires ne sont pas couverts.  De plus**,** face à l’imperméabilisation croissante en zone urbaine, les réseaux unitaires mis en place pour gérer le ruissellement pluvial ne suffisent plus. Ainsi les communes se tournent de plus en plus vers des techniques alternatives. Elles ont pour objectif de réguler les débits, épurer au mieux les eaux de ruissellement et enfin diminuer les volumes s’écoulant vers l’aval. Elles permettent de proposer une solution moins coûteuse au réseau d’assainissement enfoui. De plus, elles limitent les risques d’inondation par répartition des volumes et des flux. Leurs mises en œuvre est généralement facile et s’intègrent parfaitement dans le tissu urbain. | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | |
| Lien disposition 22 ; 74 | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | | |
| Disposition A36 | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *collectivités territoriales ou leurs groupements compétents* | | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que les collectivités territoriales et leurs groupements compétents élaborent ou révisent leur schéma directeur des eaux pluviales en intégrant des objectifs de gestion alternative à la collecte et au stockage afin de favoriser l’infiltration dans les projets d’aménagement urbain.  Les schémas directeurs ont pour vocation de permettre l’évacuation rapide des eaux pluviales hors des secteurs soumis au risque d’inondation. Les dimensionnements des ouvrages de collecte, de transport et de traitement sont établis sur la base d’événements pluvieux de référence en prenant en considération les contextes et enjeux locaux.  Les schémas directeurs intègrent également la réduction des impacts des rejets d’eaux pluviales sur les milieux récepteurs (aspects quantitatifs, qualitatifs, etc.). En premier lieu, les solutions pour favoriser l’infiltration en secteur urbain sont recherchées et mises en avant. Les eaux ruisselantes sont collectées vers des ouvrages de stockage adaptés afin de pouvoir réguler les rejets. Ces derniers font l’objet de traitements adaptés pour une incidence amoindrie sur les milieux aquatiques récepteurs.  Outre l’utilisation des techniques alternatives précisées ci-dessus, la CLE recommande que l’élaboration de ces schémas soit conduite dans une réflexion de bassin versant.  La CLE recommande que ces schémas soient révisés tous les 10 ans. La CLE souhaite que les schémas directeurs des eaux pluviales élaborés et révisés soient transmis à la structure porteuse du SAGE**.** | | | | | | | | | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Acteurs associés** |  | |
| Notamment : structure porteuse du SAGE, service de l’état, départements, Agence de l’Eau Adour Garonne, porteurs de programmes d’actions pour la reconquête de la qualité de l’eau   |  | | --- | | **Territoire concerné par la disposition** | | Périmètre du SAGE | | | | |
| **Estimation financière** | |  |
| - | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Promouvoir les techniques alternatives pour la gestion des eaux pluviales

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| **Directive 91/271/CEE du Conseil, du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux urbaines résiduaires**  **Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République s’agissant du transfert de compétence aux EPCI FT à compter du 1er janvier 2020.**  Article L. 2224-10 du CGCT précise que : « *Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :*  *1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*  *2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;*  *3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*  *4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.* » | |

*Article R. 214-1 du CE nomenclature 2.1.5.0.*

*Article R. 214-6 du CE*

*Article R. 214-32 du CE*

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** |  | | | | | | | | | |
| La technique de stockage provisoire des eaux pluviales est en forte expansion. En effet, l’urbanisation croissante conduit à une insuffisance de la capacité hydraulique des canalisations existantes en cas d’événements pluvieux importants. Le stockage provisoire des eaux pluviales au moyen d’une technique dite alternative permet de restituer dans le réseau ou dans le sol, à faible débit, les volumes ainsi stockés lors des événements pluvieux.  Une gestion durable des eaux de pluie suit généralement la démarche suivante :   * Limiter l’imperméabilisation (revêtement poreux, revêtements non étanches) * Favoriser l’infiltration (fossés, noues, tranchées et puits d’infiltration) * Organiser la rétention à débit limité (fossés, noues, stockage sur toiture, bassin de rétention, collecteurs surdimensionnés…)   Ainsi, les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales reposent sur des démarches durables et intégrées, respectueuses du grand cycle de l’eau. | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Aménageurs publics ou privés* | | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition Afin d’élargir les solutions de régulation au-delà des bassins de rétention classiques et de limiter le ruissellement à la source, dans le cadre des dossiers de demande d’autorisation ou de déclaration portant sur des installations, ouvrages, travaux et activités relevant de la nomenclature 2.1.5.0. soumis aux articles R. 214-1 et suivants du code de l’environnement, les aménageurs publics ou privés sont invités à étudier, dans les documents d’incidences prévus aux articles R. 214-6 et R. 214-32 du même code, la faisabilité de techniques alternatives à la création de bassin tampon (rétention à la parcelle, techniques de construction alternatives type toits terrasse ou chaussée réservoir, tranchée de rétention, noues, bassins d’infiltration, …).  La CLE souhaite que les services instructeurs soient attentifs aux alternatives.  Dès lors qu’il est établi que des solutions alternatives permettent d’atteindre le même résultat et qu’elles ne posent pas de contraintes techniques et économiques, incompatibles avec la réalisation du projet, il est fortement recommandé que ces solutions soient mises en œuvre. | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *A minima* : structure porteuse du SAGE, service de l’état, départements, Agence de l’Eau Adour Garonne, porteurs de programmes d’actions pour la reconquête de la qualité de l’eau | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| Sans objet | |

## Aménagement et gestion des milieux aquatiques

L’aménagement et la gestion des milieux aquatiques **répondent aux objectifs généraux** suivants :

* Préservation et restauration des fonctionnalités des zones tampon et des milieux aquatiques ;
* Réduction durable des risques et de la vulnérabilité aux inondations et submersions ;
* Adéquation entre besoins et ressources disponibles en eau ;
* Bon état des eaux et des milieux aquatiques (quantitatif, chimique, écologique et sanitaire).

Par définition, un réseau hydrographique est « un ensemble des milieux aquatiques (lacs, rivières, eaux souterraines, zones humides, etc.) présents sur un territoire donné, le terme de réseau évoquant explicitement les liens physiques et fonctionnels entre ces milieux » (source : Agence de l’Eau Adour Garonne).

La gestion durable des cours d’eau s’appuie sur la prise en considération des dynamiques hydromorphologiques et écologiques aux échelles du bassin versant, du lit majeur (espaces de mobilité, zone inondable) et du lit mineur. Elle implique notamment le maintien ou la restauration de la continuité écologique, la préservation des têtes de bassins et du chevelu hydrographique, des zones humides du bassin versant et des annexes hydrauliques.

Le fonctionnement hydromorphologique des cours d’eau du bassin de la Charente est déterminé par plusieurs facteurs :

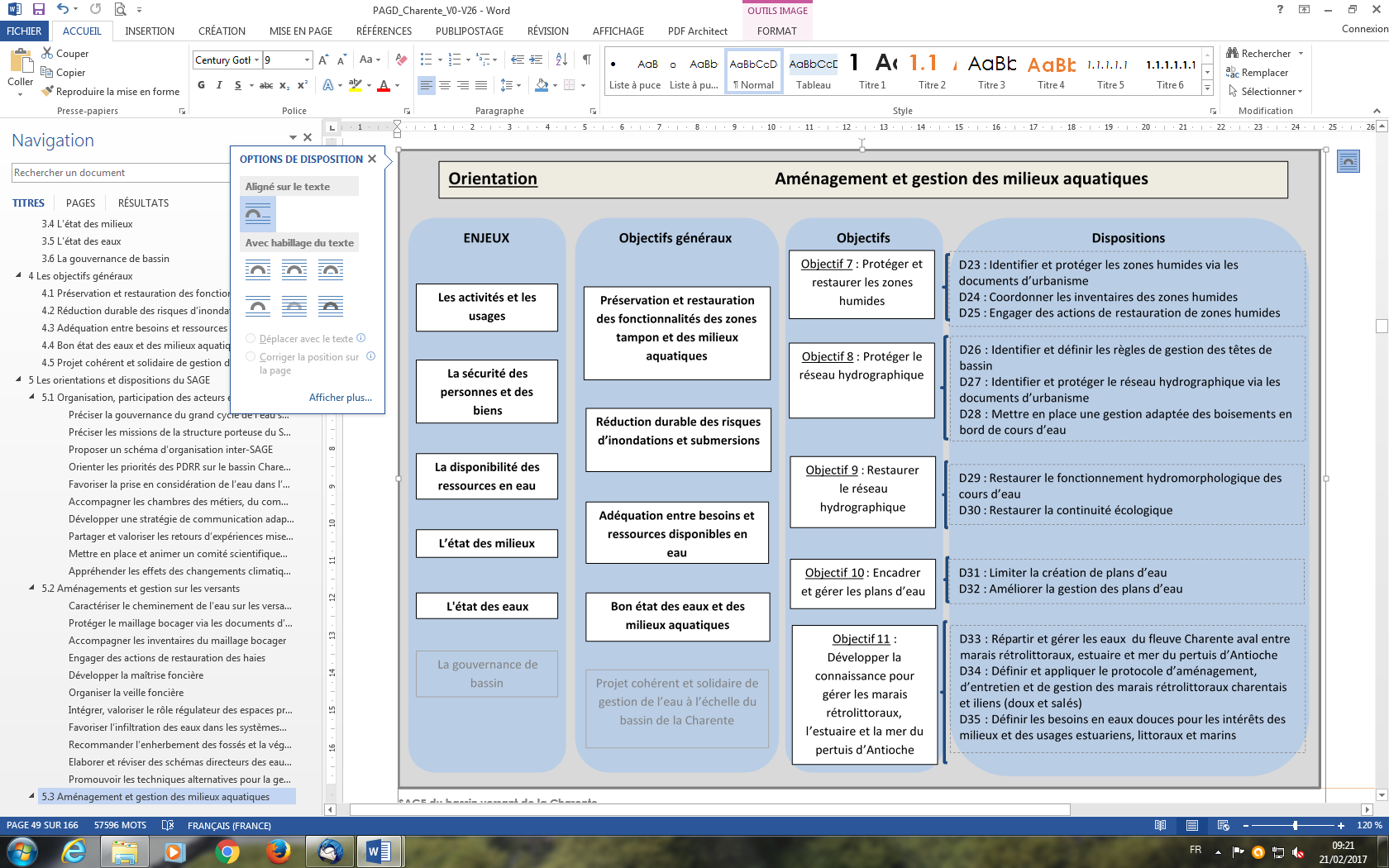
* La plupart des cours d’eau du bassin présente une faible pente et globalement une faible intensité énergétique, ce qui implique une faible dynamique fluviale, même en situation naturelle.
* Un niveau d’aménagement important de seuils en rivière. Ceci a pour conséquence que l’essentiel de l’énergie du cours d’eau est dissipée ponctuellement au droit de chacun des seuils. Le niveau de sédimentation est donc très fort dans les cours d’eau.
* La difficile cicatrisation des travaux de rectification et de recalibrage qui ont touché une partie significative du réseau.

La régression du patrimoine de zones humides, dont les multiples services rendus (régulation hydrologique, autoépuration, biodiversité) sont largement reconnus mais restent à objectiver dans un contexte pédoclimatique charentais, est une tendance nationale. Elle s’explique principalement par l’évolution des systèmes de production agricole et les conséquences sur la gestion de l’espace rural, ainsi que par les aménagements urbains. A l’échelle du bassin Charente, la donnée disponible (prélocalisation des zones humides potentielles, EPTB Charente, 2007 et 2010) indique que :

* L’enveloppe de forte probabilité de présence de zones humides couvre 20% du bassin versant (donnée EPTB Charente)
* Sur 1 à 10% des zones humides potentielles, l’occupation du sol masque ou annule certaines fonctionnalités. Cet indicateur global traduit un niveau (minimal) d’altération des zones humides du bassin.

En complément des dispositions relatives à l’aménagement et la gestion sur les versants le SAGE Charente vise à :

* **Protéger et restaurer les zones humides**
* **Protéger le réseau hydrographique**
* **Restaurer le réseau hydrographique**
* **Encadrer et gérer les plans d’eau**
* **Développer la connaissance pour gérer les marais rétrolittoraux, l’estuaire et la mer du pertuis d’Antioche**



|  |
| --- |
|  **Objectif n° 7** : Protéger et restaurer les zones humides |

Les zones humides assurent de nombreuses fonctionnalités sur le plan qualitatif, quantitatif, biologique, etc.

La connaissance des zones humides est partielle et hétérogène sur le bassin versant, ce qui constitue un des premiers freins à leur préservation. Un inventaire cohérent et harmonisé des zones humides sur le territoire, leur préservation et leur restauration sont essentiels à l’atteinte des objectifs du SAGE.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

**Identifier et protéger les zones humides via les documents d’urbanisme**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Loi n°93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d’enquête publiques:  Loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux a prévu que la définition des zones humides données par la loi sur l’eau soit explicitée par décret. Ainsi, la délimitation des zones humides se base sur le décret du 22 mars 2007, complété par l’arrêté du 1er octobre 2009 modifiant l’arrêté du 24 juin 2008 et précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en appliquant des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l’environnement  Article L. 211-1 du code de l’environnement précise que : « *on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d’eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l’année.* »  Article L. 211-1-1 du Code de l’environnement précise que *« la préservation et la gestion durable des zones humides définies à l’article L. 211-1 sont d’intérêt général. […] A cet effet, l'Etat et ses établissements publics, les régions, les départements, les communes et leurs groupements veillent, chacun dans son domaine de compétence, à la cohérence des diverses politiques publiques sur ces territoires. Pour l’application du X de l’article L. 212-1, l'Etat veille à la prise en compte de cette cohérence dans les schémas d'aménagement et de gestion des eaux.* »  Articles L.121-23 du code de l’urbanisme prévoit que : « Les documents et décisions relatifs à la vocation des zones ou à l’occupation et à l’utilisation des sols préservent les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques. […]..  Article L.123-1-7 du code de l’urbanisme prévoit que *« Le P.L.U. peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre ne valeur ou à requalifier pour des motifs d’ordre culturel, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection* ».  *En application de l’article L.131-1 et L.131-7 du code de l’urbanisme, les SCoT ou en l’absence de SCoT les PLU/PLUi ou les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le SAGE, dans un délai de 3 ans.* | |

La disposition D40 du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 édicte les principes de préservation des zones humides et précise les mesures de compensation. Ainsi les mesures compensatoires doivent correspondent à une contribution équivalente, en termes de biodiversité et de fonctionnalités, à la zone humide détruite. En l’absence de la démonstration que la compensation proposée apporte, pour une surface équivalente supérieure ou inférieure à la surface de zone humide détruite, une contribution équivalente en termes de biodiversité et de fonctionnalités, la compensation sera effectuée à hauteur de 150% de la surface perdue.

La disposition D43 du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 vise à instruire les demandes sur les zones humides en cohérence avec les protections réglementaires. Ainsi il est précisé que dans les zones humides visées à l’article L. 211-3 du CE et dans les zones humides désignées comme stratégiques pour la gestion de l’eau, les projets soumis à autorisation ou à déclaration ayant pour conséquence une atteinte à ces zones par leur assèchement, leur mise en eau ou leur remblaiement, ne sont pas compatibles avec les objectifs du SDAGE et du PGRI. Les documents d’urbanisme, et les PAPI doivent intégrer, dans le zonage et la réglementation des sols qui leur seront applicables, les objectifs de préservation des zones humides.

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Le SDAGE invite l’état, ses établissements publics, les collectivités territoriales ou leurs groupements, les CLE à compléter et actualiser, selon une méthodologie propre au bassin, la cartographie indicative des principaux milieux potentiellement humide du bassin Adour Garonne (disponible dans le SIE). […] Il incite également à ce que ces inventaires soient pris en compte par les documents de planification dans le domaine de l’eau, les documents d’urbanisme et par les dossiers de projets d’ouvrages ou d’aménagement.  La connaissance (cartographie et caractérisation) des zones humides du territoire est très hétérogène. Sur l’amont du bassin, un inventaire précis des zones humides (inventaire de terrain) a été réalisé sur le territoire du PNR, en Dordogne et Haute-Vienne. Sur le reste du bassin versant des études de pré-localisation des zones humides potentielles ont été réalisées par la DREAL Poitou-Charentes et l’EPTB Charente (entre 2007 et 2010). Cependant, il ne s’agit pas d’inventaires de terrain garantissant la présence réelle d’une zone humide mais permettent d’indiquer des zones de vigilance aux gestionnaires, propriétaires, collectivités et aménageurs dans leurs projets d’aménagement. De plus des connaissances ont déjà été acquises par les syndicats de rivière notamment lors d’opération d’entretien et de restauration de cours d’eau et peuvent également servir de base de travail.  Il est ainsi nécessaire d’inventorier les zones humides à l’échelle locale afin d’affiner les connaissances sur leur localisation réelle et leur fonctionnalité. De plus, cette identification est la première étape pour assurer leur préservation, ou le cas échéant leur restauration. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | | |
| ℛ Lien Règle 1  Disposition 24 ; 25 | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition D38 : Cartographier les milieux humides  Disposition D43 | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *collectivités territoriales et leurs groupements compétents* | | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents sont invités à protéger les zones humides dans leurs documents d’urbanisme (SCOT, en l’absence de SCOT PLU et PLUi, cartes communales).  Pour cela, les communes et leurs groupements compétents sont encouragés à mettre en œuvre, sur le territoire, la possibilité offerte par les dispositions de l’article L. 151-23 du code de l’urbanisme, d’identifier, de localiser et de délimiter les sites et secteurs à protéger.  Il est aussi recommandé de réaliser des inventaires des zones humides et de caractériser l’état de conservation et les fonctionnalités des zones humides, ainsi que les connexions entre zones humides.  Deux niveaux de précisions sont préconisés selon les secteurs :   * Sur les secteurs destinés à être ouverts à l’urbanisation, la méthode réglementaire est appliquée (arrêté du 24 juin 2008 modifié par l’arrêté du 1er octobre 2009). * Sur les autres secteurs, une méthode participative s’appuyant sur la fonctionnalité de la zone humide est recommandée (cf. guide méthodologique).   Dans tous les cas, ces inventaires s’appuie sur les connaissances existantes (pré-localisations, carte état-major, etc.).  Il est recommandé d’intégrer ces inventaires dans le rapport de présentation des documents d’urbanisme qui déclinent dans les documents graphiques des mesures de protection. A titre d’exemple, il est possible d’identifier :   * Un classement des zones humides selon des zonages et des règles spécifiques * Des orientations d’aménagement répondant à l’objectif fixé de non dégradation des zones humides.   La CLE souhaite que la structure porteuse du SAGE assure la synthèse et la coordination de ces inventaires et en vérifie la cohérence, notamment à l’échelle des sous bassin versants.  La structure porteuse du SAGE présente, à partir du suivi dans le cadre du tableau de bord du SAGE, un bilan annuel de l’état d’avancement de l’intégration des zones humides dans les documents d’urbanisme à la CLE. | | | | | | | | | | |
|  | | | | | | | | | | | |
| **Acteurs associés** | |  | | | | | | | | | |
| *Notamment* : structure porteuse du SAGE, service de l’état, départements, Agence de l’Eau Adour Garonne, Collectivités territoriales ou leurs groupements compétents, Région Nouvelle-Aquitaine | | | | | | | | | | | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

**Coordonner les inventaires des zones humides**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article L. 211-1 du code de l’environnement précise que : « *on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d’eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l’année.* » | |

Article L. 211-1-1 du Code de l’environnement précise que *« la préservation et la gestion durable des zones humides définies à l’article L. 211-1 sont d’intérêt général. […] A cet effet, l'Etat et ses établissements publics, les régions, les départements, les communes et leurs groupements veillent, chacun dans son domaine de compétence, à la cohérence des diverses politiques publiques sur ces territoires. Pour l’application du X de l’article L. 212-1, l'Etat veille à la prise en compte de cette cohérence dans les schémas d'aménagement et de gestion des eaux.* »

*Circulaire du 19/05/09 relative aux établissements publics territoriaux de bassin après l’adoption de la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’eau et les milieux aquatiques : « […]* *Selon*[*l'article L. 213-12 du code de l'environnement*](http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/lmv1_8545#Article_L._213-12)*, la mission d'un EPTB est de faciliter la gestion équilibrée de la ressource en eau*(1)*à l'échelle d'un bassin hydrographique cohérent. Le concept de gestion équilibrée de la ressource en eau se comprend dans sa globalité, il implique notamment la prévention des inondations, la préservation et la gestion des zones humides ou la contribution à l'atteinte du bon état écologique à l'échelle du bassin hydrographique cohérent. »*

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Confère disposition 23 | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | | |
| ℛ Lien Règle 1  Disposition 23 ; 25 | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition D38 : Cartographier les milieux humides  Disposition D43 | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Structure porteuse du SAGE* | | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que la structure porteuse du SAGE assure la synthèse et la coordination des inventaires des zones humides sur l’ensemble du territoire du SAGE Charente et en vérifie la cohérence, notamment à l’échelle des sous bassin versants.  La structure porteuse du SAGE met à disposition des collectivités territoriales et de leurs groupements compétents, un guide méthodologique définissant les modalités de réalisation de l’inventaire des zones humides. Ce guide comprend *a minima* :   * Une description de la méthode à mettre en place pour identifier, caractériser et hiérarchiser les zones humides à l’échelle du bassin versant ; * L’identification et la description des critères à renseigner pour assurer une homogénéité des données à l’échelle du territoire ; * Le format des données à produire.   La CLE souhaite que les données géo-référencées soient transmises à la structure porteuse du SAGE, afin qu’elle en assure la compilation et la valorisation au sein du tableau de bord du SAGE.  La structure porteuse du SAGE présente, à partir du suivi dans le cadre du tableau de bord du SAGE, un bilan annuel de l’état d’avancement de l’intégration des zones humides dans les documents d’urbanisme à la CLE. | | | | | | | | | | |
|  | | | | | | | | | | | |
| **Acteurs associés** | |  | | | | | | | | | |
| *Notamment* : structure porteuse du SAGE, service de l’état, départements, Agence de l’Eau Adour Garonne, Collectivités territoriales ou leurs groupements compétents | | | | | | | | | | | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Action** |

**Engager des actions de restauration de zones humides**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article L. 211-1 du code de l’environnement | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Au-delà de leur rôle écologique, les milieux humides présentent de nombreux intérêts sociaux et économiques et jouent un rôle important pour l’adaptation de notre société au changement climatique. Différents usages et activités s’y exercent, comme la chasse, l’agriculture, la pisciculture ou encore le tourisme (source : 3éme plan d’action en faveur des milieux humides).  En l’absence d’une gestion appropriée les zones humides s’enfrichent et peuvent perdre leurs fonctionnalités. Leur surface a par ailleurs fortement diminué depuis plusieurs décennies du fait de l’urbanisation, de l’intensification de l’agriculture, ou encore de l’artificialisation des cours d’eau. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | | | | | | | | | |
| Lien disposition 12 ; 16 ; 23 ; 24 ; 29   * Carte du SRCE : zones humides | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | | | |
| Disposition D28: Initier des programmes de gestion ou de restauration des milieux aquatiques et humides à forts enjeux environnementaux  Disposition D42 : Organiser et mettre en œuvre une politique de gestion, de préservation et de restauration des zones humides | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *collectivités territoriales ou leurs groupements compétents* | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que les collectivités territoriales et leurs groupements compétentsengagent et animent des actions de restauration ou de recréation de zones humides.  Il est recommandé que ces actions soient développées en fonction des opportunités, prioritairement sur les secteurs à enjeu en matière d’écoulements et transferts sur les versants (lien disposition 16), et en cohérence avec le SRCE (action 4.2.e « Reconquérir les zones humides par la restauration de ces milieux : regagner le caractère humide, diminuer les pollutions, ouvrir le milieu, gérer les espèces invasives… »).  Lorsque c’est possible, la CLE recommande que ces actions de restauration ou de recréation soient réalisées conjointement avec les travaux d’entretien et de restauration de cours d’eau.  La Commission Locale de l’Eau recommande la mise en place de conventions avec les propriétaires ou gestionnaires afin de préciser les modalités d’aménagement et de gestion des zones humides restaurées.  Il est recommandé que ces mesures comprennent la mise en place d’un entretien durable et adapté permettant de préserver leurs fonctionnalités. Dans ce cadre il est notamment recommandé de mobiliser des actions de maitrise foncière (lien disposition 19). | | | | | | | | | |
|  | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : structure porteuse du SAGE, service de l’état, départements, Agence de l’Eau Adour Garonne, DREAL, Région Nouvelle Aquitaine | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| *Périmètre du SAGE* | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |
| --- |
|  **Objectif n° 8** : Protéger le réseau hydrographique |

La connaissance des petits cours d’eau situés en tête de bassin, dénommés également chevelu hydrographique, est partielle. Les cours d’eau en tête de bassin ont pourtant un rôle essentiel sur le fonctionnement de l’ensemble du réseau hydrographique. Afin de mieux protéger le chevelu des cours d’eau, la Commission Locale de l’Eau a identifié des mesures visant à inventorier les petits cours d’eau (têtes de bassin) et à les protéger par des outils contractuels.

Par ailleurs, la gestion adaptée des milieux associés est indispensable à la préservation des fonctionnalités du réseau hydrographique.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

**Identifier et définir les règles de gestion des têtes de bassin**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Sans objet | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Les têtes de bassins versants constituent des territoires à forte valeur écologique ; elles représentent un enjeu de solidarité amont-aval, en termes de ressource en eau et de biodiversité. La préservation et la reconquête de leurs fonctions naturelles sont essentielles pour assurer le bon état des masses d’eau en aval et contribuer à l’objectif de non détérioration (SDAGE Adour Garonne 2016-2021). Le SDAGE Adour Garonne indique qu’un groupe de travail et de concertation est mis en place au niveau Adour-Garonne pour préciser les critères de définition harmonisés et partagés des têtes de bassin et proposer une méthodologie d’inventaire. Si la délimitation des têtes de bassins (ou chevelu hydrographique) ne fait pas l’objet de critères précis, différents principes relatifs aux critères d’identification existent (classification de Strahler, critère de la pente.  A l’échelle du SAGE Charente il convient de préciser les modalités d’identification et de gestion et de les adapter au contexte local. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | |
| Lien disposition 28 ; 29 ; 31 | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | | |
| Disposition D21 ; Disposition D22 : Renforcer la préservation et la restauration des têtes de bassins et des « chevelus hydrographiques » | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *structure porteuse du SAGE* | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que la structure porteuse du SAGE mette en place un groupe de travail afin de déterminer des critères de délimitation des têtes de bassin adaptés au contexte du bassin de la Charente. Ce groupe de travail regroupe notamment la structure porteuse du SAGE, l’Etat et de ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière de GEMAPI et les Fédérations de pêche.  La CLE recommande de s’appuyer sur le travail réalisé au niveau du district Adour Garonne, ainsi que sur les inventaires du réseau hydrographique et des zones humides existants.  Sur la base des critères définis, la structure porteuse du SAGE réalise une pré-localisation des zones de « têtes de bassin », analyse leurs caractéristiques (notamment écologiques et hydrologiques) et définit des objectifs et des règles de gestion adaptés dans un délai de 4 ans suivant l’approbation du SAGE.  La CLE souhaite que les zones identifiées soit prise en considération dans les programmes d’actions comme des secteurs clés à préserver, gérer, voire restaurer pour l’atteinte des objectifs du SAGE. | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : DDT, DREAL, ONEMA, Agence de l’Eau Adour Garonne, collectivités territoriales ou leurs groupements compétents, Fédérations de pêche | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Estimation financière** |  | | | |
| - | | | | |
| 🡾 Disposition n° | |  | **Gestion** |

**Identifier et protéger le réseau hydrographique via les documents d’urbanisme**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| *En application des articles L.131-1 et L.131-7 du code de l’urbanisme, les SCoT ou en l’absence de SCoT les PLU/PLUi ou les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le SAGE, dans un délai de 3 ans.*  *Instruction gouvernementale du 3 juin 2015 relative à la cartographie et l’identification des cours d’eau et à leur entretien* | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| La connaissance des cours d’eau sur le bassin versant de la Charente n’est que partielle. Le réseau hydrographique n’est réellement connu que sur le linéaire principal. La gestion des cours d’eau et plus spécifiquement des têtes de bassins et réseaux de chevelus nécessite l’acquisition de données plus fines concernant ce réseau. Cependant des connaissances ont déjà été acquises par les syndicats de rivière notamment lors d’opération d’entretien et de restauration de cours d’eau et peuvent servir de base de travail.  De plus, la morphologie des cours d’eau peut être impactée par l’urbanisation. En effet, celle-ci peut conduire à la transformation, l’uniformisation et la dégradation des berges et du lit du cours d’eau.  Un inventaire des cours d’eau est en cours de réalisation par les services de l’Etat. Celui ne prend pas en compte les fossés, les têtes de bassin sur certain secteur, les annexes hydrauliques qui jouent pourtant un rôle essentiel dans la gestion quantitative et qualitative de l’eau. De plus, les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents ont l’obligation en 2018 de mettre en œuvre les actions d’entretien, d’aménagement d’un cours d’eau (GEMA) et de défense contre les inondations (PI). Il est également nécessaire de protéger le réseau hydrographique avant même la finalisation des inventaires cours d’eau (mené par l’Etat). | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | |
| Disposition 23 ; 26 ; 29 | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Collectivités territoriale ou groupements compétents* | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents sont invités à protéger le réseau hydrographique dans leurs documents d'urbanisme (SCOT, en l’absence de SCOT PLU et PLUi, cartes communales).  Pour cela, les communes et leurs groupements compétents sont encouragés à mettre en œuvre, sur le territoire, la possibilité offerte par les dispositions de l’article L. 151-23 du code de l’urbanisme, d’identifier, de localiser et de délimiter les sites et secteurs à protéger.  Il est ainsi recommandé de réaliser des inventaires du réseau hydrographique et de définir des orientations d’aménagement et des règles favorisant leur préservation.  La CLE souhaite que la structure porteuse du SAGE assure la synthèse et la coordination de ces inventaires et en vérifie la cohérence, notamment à l’échelle des sous bassin versants.  La structure porteuse du SAGE présente, à partir du suivi dans le cadre du tableau de bord du SAGE, un bilan annuel de l’état d’avancement de l’intégration du réseau hydrographique dans les documents d’urbanisme à la CLE. | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Structure porteuse du SAGE, service de l’état, départements, Agence de l’Eau Adour Garonne, EPCI ou leurs groupements compétents, DREAL, ONEMA, Fédérations de pêche | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

**Mettre en place une gestion adaptée des boisements en bord de cours d’eau**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article L. 211-7 du Code de l’Environnement  Articles L. 2131-2 et suivants du CGPPP | |

Article L.126-1 du code rural

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Le propriétaire forestier privé peut assurer la gestion seul ou la confier à un tiers (expert forestier ou coopérative). Les forets peuvent également être publiques est soumises à 92% au régime forestier (gérées par l’ONF depuis 1966).  Les gestionnaires eux ont pour rôle de planifier les interventions sylvicoles dans le temps et dans l’espace.  De plus plusieurs organismes de conseils existe, ils sont spécialistes de l’arbre et des boisements et interviennent dans le conseil de plantation et de gestion des haies et ripisylves, de bonne gestion des boisements notamment pour la protection des zones de filtrations et d’alimentation des nappes phréatiques.  Sur le territoire du SAGE, le secteur du PNR est la partie comportant le taux de boisement le plus important : environ 35% du secteur. Ces boisements appartiennent à une multitude de propriétaires privés. Du fait de la structure géologique très mouvementée du secteur, les zones de forte pente sont nombreuses et sont toujours liées à un élément du réseau hydrographique. Ainsi les parcelles forestières sont souvent parcourues par de cours d’eau de tailles variables, et recèlent des mares et zones humides.  Sur le périmètre du SAGE (ex Région Poitou-Charentes), la surface forestière est de l’ordre de 16% (sans la surface des haies, ripisylves et bosquets). Sur ce secteur, 90% de la forêt est privée, 8% sont des forêts domaniales et 2% des forêts communales.  Les parcelles riveraines des cours d’eau et milieux aquatiques peuvent être recouvertes de forêts alluviales et/ou exploitées en sylviculture (peupliers notamment). La gestion forestière peut, si les pratiques ne sont pas adaptées, impacter les cours d’eau et milieux humides associés. De plus sur les secteurs de forte pente, la forêt à un rôle primordial pour la lutte contre l’érosion, il est important d’éviter les coupes à blanc sur ces secteurs. De plus, l’exploitation des forêts en forte pente peut avoir pour conséquence de fort apport de matière dans les rivières en contrebas.  Il est constaté une variété de gestion voire de non gestion notamment en raison du nombre important de propriétaires privées. De plus, il est noté une faible prise en compte des milieux aquatiques dans la gestion forestière (source : Etat initial du SAGE Charente, 2012). Lors de travaux d’exploitation, il existe un risque de voir les engins forestiers traverser les cours d’eau. Ces pratiques déstructurent le lit des ruisseaux, abiment les berges et fonds et introduisent de grandes quantités de sédiments dans l’eau. Les rémanents d’exploitation peuvent être stockés dans les cours d’eau, créant des barrages au bon écoulement de l’eau.  La réglementation ne prévoit pas de modalité de gestion adaptée, ni d’essences particulières pour les boisements en bord de cours d’eau. Les articles L. 2131-12 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques prévoient cependant des distances de plantation à respecter en bord de cours d’eau domaniaux. Il est indispensable d’éviter certaines pratiques qui ne sont pas adaptées (coupe à blanc, action de débardage…) afin de ne pas impacter les cours d’eau et leurs milieux humides associés. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Propriétaires et gestionnaires de forêts riveraines des cours d’eau et milieux aquatiques* | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition Les propriétaires et gestionnaires forestiers, avec l’assistance des structures relais (type CRPF, CETEF, Syndicats des Forestiers Privés, etc.), sont invités à mettre en place des modalités de gestion adaptées des boisements situés en bordure de cours d’eau, prioritairement sur les têtes de bassin versant et les zones de protection de captage pour l’alimentation en eau potable :   * Réaliser des éclaircies fortes en bord de cours d’eau sur une bande minimale de 10m de large afin de favoriser la restauration de la ripisylve et de limiter l’ombrage. Il est important d’éviter les ouvertures trop brutales qui pourraient profiter au développement d’espèces indésirables ; * Veiller au développement d’un peuplement forestier de ripisylve diversifié en essence et en strates, principalement feuillu et étagé résistant aux inondations ; * Privilégier une gestion douce et sélective en favorisant différentes classes d’âges et en maintenant différentes espèces locales ; * Exclure le passage d’engins dans le lit de la rivière ; * Eviter le dessouchage, limiter les ornières et toutes autres atteintes entrainant des départs irréversibles de sol ; * Eviter l’emploi de produits phytosanitaires ; * Utiliser des techniques alternatives de débardage judicieuses en fonction de la pente et de la portance des sols ; * Stocker le bois hors zones de crue ; * Limiter les coupes rases (sur les zones de pente) et privilégier la régénération naturelle ; * Choisir des périodes d’intervention adaptées : période de gel (notamment lorsqu’il y a un passage en zones humides) ou en été durant des épisodes secs. | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Structure porteuse du SAGE, EPCI ou leurs groupements compétents, DREAL, ONEMA, Fédérations de pêche, structure de gestion forestière (CRPF, ONF, CETEF, syndicats de forestiers, organisme de développement forestier…) | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |
| --- |
|  **Objectif n° 9** : Restaurer le réseau hydrographique |

Les cours d’eau du bassin de la Charente ont subi de nombreuses altérations au cours des dernières décennies : travaux de curages, recalibrage… Ces travaux hydrauliques ont altéré l’intégrité physique et la fonctionnalité des cours d’eau : homogénéisation des faciès d’écoulement et des habitats, déconnexion des annexes hydrauliques, accélération de l’érosion des berges… De plus de nombreux ouvrages en rivière ont été aménagés au fil du temps constituant des obstacles à la continuité écologique.

La restauration hydromorphologique des cours d’eau permet de retrouver une dynamique fluviale bénéfique à :

* la qualité des eaux (amélioration de l’autoépuration par la variation des écoulements) ;
* la diversité des habitats biologiques, indispensables pour la réalisation du cycle complet des espèces.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Action** |

**Restaurer le fonctionnement hydromorphologique des cours d’eau**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article R.214-108 du code de l’environnement défini que « *les cours d’eau, parties de cours d’eau ou canaux qui jouent le rôle de réservoir biologique au sens du 1° du I de l’article L.214-17 sont ceux qui comprennent une ou plusieurs zones de reproduction ou d’habitat des espèces de phytoplanctons, de macrophytes et de phytobenthos, de faune benthique invertébrée ou d’ichtyofaune, et permettent leur répartition dans un ou plusieurs cours d’eau du bassin versant.* »  La circulaire DCE 2005/12 relative à la définition du « bon état » précise que : « […] Dans l’attente, quantifier avec précision et/ou de manière générale les mesures à prévoir pour l’amélioration des caractéristiques hydrologiques et morphologiques des cours d’eau n’est pas évident. Ceci étant, dans le cadre des programmes de mesures (d’actions au sens de la DCE), lorsque celles-ci sont pertinentes pour le type de masse d’eau concerné, des actions doivent être engagées dans les domaines suivants :  pour le régime hydrologique :   * respect/rétablissement de débits minimums d’étiage (en général, de l’ordre du dixième du module inter annuel) ; * maintien/restauration de crues morphogènes (débit de plein bord) à des fréquences de retour acceptables (de l’ordre de 1,5 à 2 ans) ; * maintien de la connection avec les eaux souterraines.   pour la continuité de la rivière :   * rétablissement des possibilités de circulation (montaison et dévalaison) des organismes aquatiques à des échelles spatiales compatibles avec leur cycle de développement et de survie durable dans l’écosystème ; * rétablissement des flux de sédiments nécessaires au maintien ou au recouvrement des conditions d’habitat des communautés correspondant au bon état.   pour les conditions morphologiques :   * rétablissement/maintien d’un tracé en plan et de conditions de connectivité latérales du cours d’eau avec ses milieux annexes (prairies inondables, zones humides, bras morts,...) permettant d’assurer à ces communautés les conditions d’habitat nécessaires à leur développement et à leur survie durable (en particulier, granulométrie des fonds, vitesses de courant, hauteur d’eau) ; * rétablissement ou maintien d’un état des berges et de la végétation riveraine compatibles avec le développement et la survie des organismes correspondant au bon état écologique. » | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Le territoire du SAGE Charente est couvert par des syndicats de rivière principalement sur la partie amont du bassin. Les techniciens en place ont une bonne connaissance du fonctionnement de leurs rivières, ainsi que des diagnostics hydromorphologiques locaux. Toutefois les connaissances ne sont pas homogènes sur tout le territoire notamment sur les secteurs orphelins de syndicats de rivière.  Ces syndicats d’aménagement hydraulique (actuellement une vingtaine) ont été créés dans les années 1960-1980, initialement avec pour objectif d’assainir les terres agricoles et de favoriser les écoulements. Leur rôle a largement évolué au cours des dernières décennies, il est notamment de programmer de manière pluriannuelle la restauration, la gestion et l’entretien des cours d’eau de façon durable. Ces démarches s’inscrivent dans des plans pluriannuels de gestion financés par l’Agence de l’Eau Adour Garonne.  Le SAGE souhaite orienter leurs actions vers une gestion intégrée à l’échelle du bassin versant, permettant de mieux appréhender les cours d’eau, depuis les sources jusqu’à son exutoire et cela dans une logique de cohérence de grand bassin Charente. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | | |
| Lien disposition 1 ; 3 ; 4 ; 9 ; 11 ; 23 ; 27 ; 31   * Cartes secteurs prioritaire de restauration hydromorphologique * Carte des secteurs prioritaires des zones sensibles aux piétinements du bétail | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Porteurs de PPG* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition Les porteurs de Plans Pluriannuels de Gestion sont incitées à engager des opérations groupées d'entretien et de restauration des cours d'eau, sur le bassin de la Charente / prioritairement les secteurs définis sur la carte ci-après.  Lors de la formalisation du programme pluriannuel de gestion, il est recommandé que les porteurs de PPG, dans leurs études préalables ou dans la phase de mise en œuvre de leur programme, intègrent un diagnostic en vue de :   * compléter la cartographie des cours d’eau en identifiant le chevelu non référencé par des traits bleus pleins et pointillés sur la carte IGN au 1/25 000ème ; * caractériser précisément les plans d’eau et leurs impacts ; * cartographier les zones humides (cctp en annexe) et identifier les secteurs à restaurer ; * Identifier les espèces invasives (faune et flore) ; * Identifier les zones sensibles aux piétinements du bétail (prioritairement sur les secteurs identifiés sur la carte ci-après) ; * préciser (sur la base des critères définis, disposition 26) les têtes de bassin versant * compléter l’identification des réservoirs biologiques potentiels définis par le SDAGE ; * identifier les secteurs de dépôts excessifs de sédiment ou d’incision ; * identifier les espèces cibles pour la restauration de la continuité écologique : piscicole et faune inféodée au milieu aquatique prioritairement sur les sites Natura 2000.   Sur les cours d’eau ainsi diagnostiqués, en fonction du contexte de chaque sous bassin, les porteurs de PPG sont incités à mettre en œuvre des actions visant notamment à :   * restaurer et renaturer le lit mineur, par exemple via le reméandrage de cours d’eau ; * restaurer les annexes hydrauliques et les connexions entre lit mineur et lit majeur ; * restaurer les habitats piscicoles et zones de frayères ; * aménager l’abreuvement du bétail en bordure de cours d’eau ; * lutter contre les espèces invasives (faune et flore) ; * restaurer les zones de tête de bassin versant au regard des modalités de gestion identifiées dans la disposition 26 * préserver réservoirs biologiques ; * limiter l’impact des plans d’eau sur le fonctionnement du cours d’eau ; * préserver les habitats et espèces visés par les dispositifs SRCE et Natura 2000.   La CLE souhaite que L’EPTB Charente, assure la coordination et veille à la cohérence des actions portées par les structures locales (cf dispo spécifique gouvernance). Elle anime un réseau d’échange et de partage d’expériences à l’échelle du bassin de la Charente qui aura notamment à charge d’élaborer, dans un délai de 1 an après l’approbation du SAGE, un guide méthodologique (ou CCTP) intégrant le lit majeur et les versants et des indicateurs de suivi opérationnel.  Ainsi il est souhaité que les données issues du diagnostic ou de la mise en œuvre des programmes soient transmises à la structure porteuse du SAGE, qui en assure la compilation ainsi que la valorisation. | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : Structure porteuse du SAGE, services de l’état, Agence de l’Eau Adour Garonne, DREAL, ONEMA, Fédérations de pêche, départements, région Nouvelle Aquitaine, la cellule migrateurs Charente-Seudre | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Action** |

**Restaurer la continuité écologique**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| La loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’eau et les milieux aquatiques (LEMA) se dote ou rénove les outils en vue d’atteindre en 2015 l’objectif de « bon état » des eaux. La notion de continuité écologique est introduite dans l’annexe V de la Directive Cadre sur l’Eau comme éléments de qualité pour la classification de l’état écologique des cours d’eau. Le très bon état y est indiqué de la manière suivante : *« La continuité de la rivière n’est pas perturbée par des activités anthropogéniques et permet une migration non perturbée des organismes aquatiques et le transport de sédiments* ».  En application des dispositions de l’article R.214-17 du CE, l’autorité administrative établie :  « *1° Une liste de cours d’eau, parties de cours d’eau ou canaux parmi ceux qui sont en très bon état écologique ou identifiés par les schémas directeurs d’aménagement et de gestion des eaux comme jouant le rôle de réservoir biologique nécessaire au maintien ou à l’atteinte du bon état écologique des cours d’eau d’un bassin versant ou dans lesquels une protection complète des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée est nécessaire, sur lesquels aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s’ils constituent un obstacle à la continuité écologique. […]*  *2° Une liste de cours d’eau, parties de cours d’eau ou canaux dans lesquels il est nécessaire d’assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs. Tout ouvrage doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l’autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l’exploitant. »*  Les arrêtés préfectoraux du 7 octobre 2013 portent sur le classement des cours d’eau du bassin Adour-Garonne en application de l’article L.214-17 du code de l’environnement. Il convient d’assurer ou de rétablir la libre circulation des poissons migrateurs et le transit des sédiments, dans les 5 ans qui suivent la publication de la liste des cours d’eau pour les cours d’eau classés en liste 2 au titre de l’article L.214-17 du CE.  Ainsi la préservation des poissons migrateurs est primordiale. La gestion de ces espèces à l’échelle des grands bassins fluviaux est assurée par les Comités de gestion des poissons migrateurs (CoGePoMi) regroupant l’ensemble des acteurs concernés. Ils mettent en place des PLAns de GEstion des Poissons Migrateurs (PLAGEPOMI) qui fixe pour 5 ans les mesures utiles à la préservation des espèces migratrices. Ainsi le PLAGEPOMI Garonne-Dordogne-Charente-Seudre-Leyre prévoit que « *Le rétablissement de la continuité écologique est appliqué prioritairement sur les cours d’eau classés (art. L214-17 CE), certains projets jugés particulièrement intéressants pourront être accompagnée sur les cours d’eau non classés du bassin de la Charente*» (LC03) | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Comme évoqué dans le contexte de la disposition 29, les connaissances ne sont pas homogènes sur tout le territoire notamment sur les secteurs orphelins de syndicats de rivière ou de techniciens. Il est ainsi constaté un décalage du niveau de connaissance entre les secteurs couverts de syndicat de rivière, où les démarches ont déjà été engagées, et les secteurs orphelins.  La continuité écologique intègre à la fois la continuité sédimentaire (transport des sédiments) et la continuité biologique. Cette dernière est ciblée non seulement sur les poissons (circulation des poissons migrateurs amphihalins), mais aussi sur l’ensemble de la faune inféodée aux milieux aquatiques (notamment celle se déplaçant le long des berges des cours d’eau).  La restauration de la continuité écologique est prioritairement réalisée sur les cours d’eau classés au titre du L.214-17 du code de l’environnement.  Par ailleurs, des objectifs complémentaires sont définis, notamment dans le cadre du SRCE Poitou-Charentes. Ils sont rappelés ci-après :   * Sensibiliser et former pour prendre en compte les continuités écologiques * Faciliter la mise en œuvre des actions en faveur des continuités écologiques * Préserver les milieux humides et aquatiques * Restaurer la connectivité des milieux aquatiques * Préserver et restaurer les connexions entre les milieux aquatiques et terrestres   Ils sont déclinés en plusieurs actions au sein du volet D du SRCE Poitou-Charentes.  Ainsi, les mesures de restauration peuvent s’étendre à d’autres cours d’eau (non classé en liste 2), en particulier dans le cadre des trames bleues. Outre les espèces de poissons migrateurs, certains cours d’eau présentent une diversité d’habitat et de fort potentiel biologique et accueillent des espèces remarquables, effectuant de petites migrations, telles que la truite fario et le brochet. De plus certains cours d’eau peuvent présenter des enjeux sédimentaires ou morphologiques. Les connaissances sont notamment acquises lors des inventaires (zones et espèces à enjeux) réalisés lors des diagnostics locaux (PPG, Natura 2000, fédérations de pêche, etc.).  De plus, la mise en place d’actions de restauration de la continuité écologique nécessite la réalisation de diagnostic préalable afin de prendre en compte les divers enjeux (intérêt piscicole, hydromorphologique…) et usages (pêche, AEP, Irrigation, Canoe Kayak…) sur le secteur concerné. La réalisation de ces diagnostics peut se faire dans le cadre des plans pluriannuels de gestion et peuvent faire l’objet de financement bonifié dans le cas d’actions coordonnées.  La Cellule Migrateurs Charente Seudre, créée pour répondre aux demandes du PLAGEPOMI quant à la sauvegarde des poissons migrateurs de la Charente et de la Seudre, apporte un appui et des conseils aux collectivités territoriales et syndicats de rivière réalisant des actions de restauration de la continuité écologique. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | | |
| Disposition 29   * carte liste 1 et 2 | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition D20 et D33 | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *collectivités territoriales ou leurs groupements compétents* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que la continuité écologique soit restaurée sur la Charente et ses affluents afin d’assurer la transparence migratoire et le transfert des sédiments. Ces actions sont prioritairement menées sur les cours d’eau classés au L. 214-17 et cours d’eau désignées dans le PAGD (carte ci-après) et au cas par cas suivant les opportunités sur le reste du territoire du SAGE.  Au sein des cours d’eau ci-dessus précisés, la CLE incite à ce que les ouvrages à traiter soient identifiés selon les priorités suivantes :   * Les ouvrages les plus limitant pour la continuité écologique et impactant le plus long linéaire de cours d’eau, en cohérence avec les initiatives de continuité écologique formalisées par la SRCE ; * Les ouvrages présentant des risques pour la sécurité publique (vétusté, risques inondations…) ; * Les ouvrages où les propriétaires ont donné un accord et/ou pour lesquels il existe une maitrise d’ouvrage.   Les solutions préconisées par la CLE pour la restauration de la continuité écologique sont par ordre de priorité et d’efficacité :  1/ effacement de l’ouvrage ;  2/ arasement partiel et aménagement d’ouverture ;  3/ ouverture de barrage et transparence par gestion ;  4/ aménagement de dispositif de franchissement en adéquation avec les espèces cibles (prioritairement par contournement).  La solution envisagée veille par une approche multithématique à prendre en compte les impacts socio-économiques et environnementaux à l’échelle du sous bassin concerné.  La CLE souhaite que la Cellule Migrateurs Charente-Seudre lui présente annuellement un bilan de l’état d’avancement des études et travaux engagés en faveur de l’amélioration de la continuité écologique. Ces informations serviront de base de travail à la CLE pour définir des périodes d’ouverture d’ouvrage et/ou des objectifs chiffrés de la restauration écologique dans un délai de 4 ans après l’approbation du SAGE. | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : Structure porteuse du SAGE, services de l’état, Agence de l’Eau Adour Garonne, DREAL, ONEMA, Fédérations de pêche, départements, région Nouvelle Aquitaine, la cellule migrateurs Charente-Seudre, EPCI ou leurs groupements compétents | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |
| --- |
|  **Objectif n° 10** : Encadrer et gérer les plans d’eau |

Le terme « plan d’eau » est un terme générique qui désigne toute surface en eau quelle que soit sa taille. Cette étendue d’eau plus ou moins profonde peut être d’origine naturelle ou anthropique.

4192 plans d’eau sont recensés actuellement sur le périmètre du SAGE (plan d’eau au sens de la nomenclature loi sur l’eau dont la superficie est supérieure à 0.1 ha) (source : Etat initial du SAGE Charente, 2013). La répartition de ces plans d’eau (carte X) montre des secteurs à forte densité, de nature a créer des difficultés notamment sur les têtes de bassin versant. La présence de plans d’eau peut conduire des dysfonctionnements comme la rupture de la continuité écologique, la modification de la qualité de l’eau (réchauffement, eutrophisation…), favorisation de l’introduction d’espèces invasives… De plus, les plans d’eau en dessous des seuils IOTA ne sont pas comptabilisés dans les 4192 plans d’eau, et laisse supposer une plus forte densité sur le territoire du SAGE.

Cette de forte densité de plan d’eau est principalement localisé sur l’amont du bassin (zone de socle) et en moindre mesure sur l’amont du Trèfle et du Né.

Leur multiplication peut avoir des conséquences sur l’équilibre écologique des milieux aquatiques ainsi que sur la gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau.

Ainsi le SAGE concentre ses efforts à limiter la création de plans d’eau sur certains secteurs et à améliorer la gestion mise en place.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

**Limiter la création de plans d’eau**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Articles L. et R. 214-1 du code de l’environnement :  3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non :  1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ;  2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D). | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |

La notion de plan d’eau est ici entendue au sens de la nomenclature loi sur l’eau : 3.2.3.0., plan d’eau permanent ou non dont la superficie est supérieure à 0.1 ha (seuil de déclaration). Bien que, l’exhaustivité ne soit pas la même en fonction des départements, la carte XX, donne une bonne représentation sur la répartition actuelle des plans d’eau.

Une forte concentration est observée sur l’amont du bassin, qui suit de façon très marquée les limites du socle cristallin. L’inventaire de la DDT de la Charente montre que 48% des plans d’eau du département ont une surface comprise entre 1 000 et 3 000 m2. Sur la partie située en Dordogne et Haute-Vienne du périmètre du SAGE, le PNR Périgord-Limousin a également recensé les plans d’eau existants. Cet inventaire montre une concentration particulièrement élevée sur le bassin de la Doue, affluent du Bandiat. Sur ce secteur du territoire, ces étangs ont quasi-totalement été créés directement sur un cours d’eau, ce qui accentue leur impact sur l’environnement.

La présence de ces plans d’eau peut conduire aux dysfonctionnements suivants :

* Rupture de la continuité écologique
* Effet « retenue », se traduisant à leur amont par un remous à l’origine de faciès d’écoulement lentiques et profonds
* Effet « point dur » : en réduisant notamment les processus naturels d’érosion latérale dans l’emprise de la retenue.
* Modification de la qualité de l’eau dans le plan d’eau : désoxygénation du fond, réchauffement de l’eau en étiage, aggravation des phénomènes d’eutrophisation
* Impact potentiel sur la qualité de l’eau aval en cas de vidanges
* Etc..

Le SDAGE Adour Garonne conditionne et encadre la création de nouveaux plans d’eau notamment sur le les bassins versants où des réservoirs biologiques ont été recensés ou encore sur les secteurs où la densité de plans d’eau est déjà importante (disposition D12 et D14).

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | |
| Lien disposition 32   * Carte : répartition des plans d’eau   ℛ Lien Règle 3 | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  |
| Disposition D12 : Identifier les territoires impactés par une forte densité de petits plans d’eau  Disposition D13 : Gérer les plans d’eau existants en vue d’améliorer l’état des milieux aquatiques | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Porteur :*** *Etat* | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE recommande qu’en dehors du périmètre d’application de la règle 3 du SAGE Charente, la mise en place de nouveaux plans d’eau (qu’ils soient en dessus et dessous des seuils soumis à déclaration et autorisation) soit interdit :   * sur les secteurs de forte densité de plan d’eau * sur les bassins versants où il existe des réservoirs biologiques | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : structure porteuse du SAGE, service de l’état, départements, Agence de l’Eau Adour Garonne | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

**Améliorer la gestion des plans d’eau**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Articles L. et R. 214-1 du code de l’environnement :  *« 3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non :*  *1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ;*  *2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D »).* | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Les plans d’eau engendrent, par une gestion défectueuse, des nuisances notoires sur les milieux et les usages, aggravées sur les secteurs à forte densité tels que l’amont du bassin Charente. Ces nuisances peuvent être de plusieurs ordres : risque sanitaires, réchauffement des eaux, obstacle à la continuité écologique, etc.  L’absence de gestion ou une gestion inadaptée peut notamment entrainer une prolifération de cyanobactéries qui rencontrent dans ces plans d’eau des conditions favorables à leur développement (concentration élevée de phosphore dans les sédiments et réchauffement estival des eaux). Cette prolifération peut menacer l’alimentation en eau potable des communes environnantes.  De plus les plans d’eau peuvent également présenter un défaut d’équipement, notamment de dispositif permettant de respecter les débits réservés, avec des impacts cumulés potentiels sur les débits d’étiage.  Ainsi une gestion adaptée des plans d’eau permet de limiter leurs incidences sur les milieux et la ressource en eau. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | | |
| Lien disposition 31 | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition D13 : Gérer les plans d’eau existants en vue d’améliorer l’état des milieux aquatiques | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Etat* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition Afin de gérer efficacement la problématique des plans d’eau soumis à autorisation ou déclaration sur le périmètre du SAGE, la CLE recommande que soient prescrits et mis en place des aménagements nécessaires à l’amélioration de la gestion et à la réduction de leurs impacts :   * pour les plans d’eau implantés sur un cours d’eau, mise en place d’une dérivation de surface franchissable par les espèces piscicoles et équipée d’un répartiteur de débit assurant le respect du débit réservé dans le cours d’eau ; * mise en place d’un système de type moine ou de tout système reconnu équivalent devant permettre l’évacuation des eaux de fond et limiter le départ des sédiments ; * mise en place d’ouvrages de rétention des sédiments permanents ou non ; * mise en place de grille (entrée et sortie) empêchant la libre circulation des poissons entre le plan d’eau et le cours d’eau (concerne les plans d’eau à usage de pisciculture) ; * mise en place d’une pêcherie ; * aménagement d’un déversoir de crue.   De plus, il est recommandé que les bonnes pratiques de gestion concernant notamment les vidanges soient appliquées : vidange lente et régulière, mise en place d’un bassin de décantation ou de systèmes temporaires de rétention de l’eau, précautions particulières lors de la présence avérée d’espèces envahissantes, etc. | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : structure porteuse du SAGE, départements, Agence de l’Eau Adour Garonne, EPCI ou leurs groupements compétents, les services de l’Etat qui auront en charge de réviser les autorisations/déclarations | |
| **Territoire concerné par la disposition** |  |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |
| --- |
|  **Objectif n° 11** : Développer la connaissance pour gérer les marais rétrolittoraux, l’estuaire et la mer du pertuis d’Antioche |

La Charente aval est un milieu à la topographie très plane, au niveau de la mer, qui lui confère une très forte vulnérabilité aux inondations (submersions marine et tempêtes, gestion de l’évacuation des eaux) et une grande sensibilité aux changements globaux (climat, niveau océanique).

Ce secteur a fait l’objet d’aménagements profonds et anciens (marais, barrage de Saint Savinien, …) qui ont notamment conduits à transformer un ancien golfe maritime en marais doux littoraux. Ces aménagements ont conduit à façonner des milieux en équilibre instable très dépendants de la gestion.

Le SAGE constitue un outil privilégié pour développer les échanges et la concertation entre les acteurs concernés par ce territoire, et pour définir des modalités d’usage et de gestion permettant de concilier la coexistence des différents usages et la préservation des milieux. Différents usages sont présents sur ce secteur :

* Les activités industrielles : portuaire et carrières immergées de Cadeuil
* Le tourisme, très développé le long du littoral et sur les îles
* L’alimentation en eau potable
* Les activités agricoles et conchylicoles
* La pêche, présente sous différentes formes sur ce secteur : amateur aux lignes, aux filets et engins, professionnelle fluviale, professionnel aux engins, pêche à pieds…
* La chasse, fortement présente sur ce territoire (mare de tonne)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

**Répartir et gérer les eaux du fleuve Charente aval entre marais rétrolittoraux, estuaire et mer du pertuis d’Antioche**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Articles L. 219-9 et R. 219-5 du code de l’environnement  Arrêté préfectoral n°2015/2471 autorisant au titre du code de l’environnement, un prélèvement sur la Charente par l’UNIMA pour alimenter les marais de Rochefort  Arrêté préfectoral n°2015/2472 autorisant au titre du code de l’environnement, les ouvrages du complexe de Saint Savinien-Le Mung sur les communes de Saint Savinien et le Mung  Arrêté complémentaire n°16EB0547 modifiant l’arrêté n°09-15 DISE-DDE du 24 aout 2009, portant autorisation au titre de l’article L.214-1 à L.214-6 du Code de l’Environnement concernant l’entretien pluriannuel du canal Charente-Seudre sur les communes de Beaugeay, Echillais, Hiers-Brouage et Saint Hippolyte. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| L’estuaire de la Charente, les marais rétrolittoraux, le littoral et la mer du pertuis d’Antioche se trouvent sous la forte dépendance des apports en eau douce de l’amont du bassin. Le complexe des ouvrages hydrauliques de Saint-Savinien – Le Mung permet de prévenir, lors de forts coefficients de marées, d’éventuelles intrusions d’eaux saumâtres en provenance de l’estuaire sur l’amont et ainsi de préserver les prises d’eau en amont du complexe. Celle de Coulonge permet l’alimentation en eau potable de l’agglomération de La Rochelle, tandis que le canal d’amenée de l’UNIMA dessert l’usine d’eau potable de Saint-Hippolyte et la réalimentation estivale des marais rétrolittoraux nord et sud. En période d’étiage, c’est à ce niveau que les débits restreints du fleuve se trouvent répartis d’une part vers la réalimentation des marais et d’autre part vers l’estuaire et la mer du pertuis d’Antioche. Les ouvrages de Saint-Savinien – Le Mung constituent donc un complexe hydraulique majeur structurant de la répartition des eaux douces issues de l’amont et pour la gestion des marais rétrolittoraux, de l’estuaire et de la mer du pertuis d’Antioche.  L’autorisation d’entretien et de gestion de ces ouvrages par le Département de la Charente-Maritime a été renouvelée par arrêté préfectoral en août 2015 et jusqu’en août 2030. Il s’appuie sur le schéma de gestion de la Charente aval élaboré entre 2007 et 2011 par le Département de la Charente-Maritime. Différents objectifs généraux ont été fixés : permettre les prises d’eau pour la production d’eau potable et la réalimentation des marais, réduire le risque d’inondation, permettre la navigation et les usages de loisir, favoriser la remontée et l’évacuation de l’onde de marée à fort coefficient, diminuer le piégeage du bouchon vaseux, favoriser les flux migratoires piscicoles, etc. Un débit réservé de 12 m3/s est à maintenir en période d’étiage pour alimenter l’estuaire et la mer du pertuis d’Antioche et des suivis à mettre en œuvre en vue, notamment de déterminer le débit minimum biologique sur l’aval.  Dans ce contexte, il est nécessaire de compléter, suivre et faire évoluer les modalités de gestion des eaux sur le complexe hydraulique de Saint-Savinien – Le Mung afin de répondre à l’ensemble des objectifs du SAGE Charente sur l’aval du bassin et en cohérence avec l’amont. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition 1 ; 34 ; 35 ; 47 | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | |  | | | | | | | |
| Disposition C7 : Mobiliser les outils concertés de planification et de contractualisation | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Département de la Charente-Maritime* | | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que le Département de la Charente-Maritime mette en place un suivi de la gestion et de l’entretien du complexe d’ouvrages hydrauliques de saint-savinien. Il est ainsi encouragé à :   * évaluer l’impact des modalités d’entretien par dragage notamment par des suivis de bathymétrie ; * évaluer la mise en œuvre des consignes de gestion (règlement d’eau) et de leurs impacts (au niveau de la salinité et de la continuité écologique) ; * déterminer un débit minimum biologique à l’estuaire en vue de réévaluer le débit réservé en aval des installations ; * définir des modalités de restauration de la continuité écologique du complexe.   Il est recommandé que ce travail intègre l’ensemble du cycle annuel vis-à-vis de l’état des eaux et des milieux aquatiques dans les marais rétrolittoraux, les eaux estuariennes et littorales.  La CLE souhaite être associée à la démarche et recommande que soit mise en place une concertation avec les acteurs du territoire. Le cas échéant, la CLE propose une évolution des modalités de gestion du complexe des ouvrages hydrauliques de Saint-Savinien – Le Mung, en cohérence avec les modalités de gestion du fleuve amont, le protocole de gestion des marais et les intérêts estuariens, littoraux et maritimes. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : structure porteuse du SAGE, services de l’état, Agence de l’Eau Adour Garonne, EPCI ou leurs groupements compétents, UNIMA, ASA des marais charentais | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Charente aval entre marais rétrolittoraux, estuaire et mer du pertuis d’Antioche | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

**Définir et appliquer le protocole d’aménagement, d’entretien et de gestion des marais rétrolittoraux charentais et iliens (doux et salés)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | | | |  | | | | | | | |
| Arrêté préfectoral n°2015/2471 autorisant un prélèvement sur la Charente par l’UNIMA pour alimenter les marais de Rochefort (19 août 2015) | | | | | | | | | | | |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| Le maintien des nombreux enjeux socio-économiques et environnementaux sur les marais rétrolittoraux sont dépendants de leur entretien et de leur gestion liés à une exploitation par l’Homme essentiellement extensive : saliculture et conchyliculture en marais salés, élevage en marais doux. A partir d’une prise d’eau en amont du complexe hydraulique de Saint-Savinien et *via* le canal d’amenée (dit « canal de l’UNIMA »), les eaux douces sont réparties par gestion hydraulique entre « marais nord » (au nord de l’estuaire et de l’agglomération de Rochefort, *via* le canal de Charras, également exutoire du bassin de la Gères-Devise) et « marais sud » (sud de l’estuaire, *via* le canal Charente-Seudre, également exutoire du sous-bassin de l’Arnoult et de la course de Blennac). De nombreux usages, dépendants de cette réalimentation, se sont par la suite greffés sur ce système avec une augmentation de la pression sur la ressource en eau dans les marais : productions d’eau potable, activités économiques, usages récréatifs, etc.  En dépit de cette interdépendance des marais nord et sud vis-à-vis de la réalimentation par le fleuve Charente, la gestion des marais charentais, notamment des niveaux d’eau, n’est pas définie de façon globale. Sur les marais nord, globalement issus d’un aménagement de type poldérisation, un protocole de gestion est défini, appliqué et évalué par L’UNIMA (dans la continuité de l’arrêté d’autorisation d’août 2015) par délégation du Département de la Charente-Maritime sur le réseau primaire (canal de Charras, domaine public fluvial) et des ASA du nord sur le réseau secondaire. En revanche, sur les marais sud, globalement issus d’un aménagement en jas et bossis, la gestion reste scindée entre différents acteurs avec un défaut de concertation et de règles de gestion partagées : le Département de la Charente-Maritime sur le réseau primaire (canal Charente-Seudre, domaine public fluvial) et les ASA sur le réseau secondaire. Un projet de contrat territorial du marais de Brouage (majeure partie des marais sud) a pour objectif de définir une stratégie de gestion de ce marais pour la période 2019 -2023. Sur les marais nord comme sur les marais sud, le réseau tertiaire reste du domaine de compétence des riverains, avec une certaine hétérogénéité et une absence de maîtrise cohérente des pratiques. Enfin, la gestion des marais sur les autres périodes du cycle annuel, en particulier sur la période hivernale de ressuyage, sont peu cadrées en dépit d’incidences potentiellement importantes sur les milieux et usages inféodés à l’estuaire de la Charente et en mer du pertuis d’Antioche, exutoires des marais charentais.  Dans ce contexte, il est nécessaire de définir un protocole de gestion cohérent à l’échelle des marais charentais (nord et sud) en lien avec leurs alimentations et leurs fonctions de stockage de l’eau. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition 11 ; 23 ; 26 ; 33 ; 41 ; 42 | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | |  | | | | | | | |
| Disposition B41  Disposition B43 : Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux et les habitats diversifiés qu’ils comprennent | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics compétents* | | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que les collectivités *territoriales et leurs groupements, et les établissements publics compétents*, en partenariat avec l’UNIMA et les ASA des marais charentais, établissent un protocole d’aménagement, d’entretien et de gestion cohérent sur l’ensemble des marais charentais.  La CLE réaffirme la hiérarchie des priorités de répartition de l’eau en période d’étiage entre les usages (1/ usage eau potable ; 2/ usage milieu : alimentation des marais nord et sud ; 3/ usage irrigation et autres activités économiques ; 4/ usage de loisirs).  Il est recommandé que le protocole intègre sur l’ensemble du cycle annuel les fonctionnalités des marais suivantes :   * L’évacuation des eaux pluviales ; * Le ressuyage des crues et le stockage de l’eau douce en période hivernale ; * le tamponnage des submersions marines ; * la rétention d’eau par alimentation des zones humides naturelles et des réserves artificielles ; * l’alimentation en eaux douces de l’estuaire de la Charente et de la mer du pertuis d’Antioche.   Pour optimiser ces fonctionnalités, la CLE souhaite également que le protocole précise des objectifs d’aménagement, d’entretien et de gestion des marais. Pour définir ces objectifs, il est recommandé de s’appuyer sur un réseau de suivis de niveaux d’eau, de qualité des eaux, de manœuvre des ouvrages, de présence d’espèces indésirables, etc.  De plus, la CLE souhaite que le protocole définisse des modalités d’aménagement, d’entretien et de gestion en accord avec ces objectifs. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : structure porteuse du SAGE, services de l’état, Agence de l’Eau Adour Garonne, collectivités territoriales ou leurs groupements compétents, UNIMA, ASA des marais charentais, propriétaires de marais | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Marais rétrolittoraux | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Action** |

**Définir les besoins en eaux douces pour les intérêts des milieux et des usages estuariens, littoraux et marins**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | | | |  | | | | | | | |
| Articles L. 219-9 et R. 219-5 du code de l’environnement | | | | | | | | | | | |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| Des études et références existent aussi bien concernant l’estuaire (modèle de fonctionnement hydro sédimentaire en cours de développement ; études de submersions dans le cadre du PAPI, etc.) que la mer du pertuis d’Antioche (travaux de recherche de l’Ifremer et études du département de la Charente Maritime, etc.).  Néanmoins, ces milieux d’interfaces complexes restent mal connus et relativement peu étudiés au regard d’autres complexes estuariens littoraux et maritimes. Les approches menées, souvent en réponse à des enjeux ciblés, souffrent d’un manque d’approche systémique, globale, intégrée et partagée. *In fine*, les intérêts estuariens, littoraux et marins restent mal précisés et ne permettent pas de définir d’objectifs en termes de besoins d’alimentation en eaux douces (quantité et qualité) de ces secteurs. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition 9 ; 10 ; 11 ; 33 ; 34   * Cartographie de l’estuaire et de la mer du pertuis d’Antioche | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | |  | | | | | | | |
| Disposition B41  Disposition B42 : Prendre en compte les besoins en eaux douces des estuaires pour respecter les exigences de la vie biologique | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Parc Naturel Marin de l’estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis* | | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que le Parc Naturel Marin de l’estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis caractérise les besoins en eaux douces vis-à-vis des intérêts pour les milieux et des usages estuariens, littoraux et marins. Pour ce faire, la CLE recommandé la constitution d’un groupe de travail piloté par le parc, associant la structure porteuse du SAGE, et composé de scientifiques (Université La Rochelle, IRSTEA Bordeaux, Ifremer La Tremblade, INRA Lusignan et Saint-Laurent de la Prée, BRGM Poitiers, etc.) et de gestionnaires du territoire (Département de la Charente Maritime, UNIMA, conservatoire du littoral, etc.).  Ainsi la CLE recommande que ce groupe de travail mobilise et valorise les données et références disponibles et identifie les éventuels manques concernant notamment :   * l’état et la dynamique des eaux douces, saumâtres et marines : aspects quantitatifs (dynamiques des flux d’eau, du bouchon vaseux, du biseau salé, etc.) et qualitatifs (chimique, microbiologique, etc.) ; * les facteurs d’impacts et d’incidences de l’état et la dynamique des eaux et des milieux estuariens et maritimes sur les activités socio-économiques.   La CLE souhaite que les connaissances acquises permettent de :   * préciser les contours de l’estuaire et son fonctionnement ; * cibler les secteurs à enjeux par rapport aux milieux et usages sur l’estuaire et en zone maritime ; * définir et affiner des indicateurs environnementaux du fonctionnement des écosystèmes estuariens, littoraux et maritimes ; * définir les modalités de gestion des milieux estuariens, littoraux et marins.   Les éléments de connaissance acquis permettront d’adapter les modalités de gestion de l’amont sur les bassins hydrologiques les alimentant (lien disposition 14) en intégrant les intérêts estuariens, littoraux et marins. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *A minima* : Naturel Marin de l’estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis, structure porteuse du SAGE, Services de l’état, Agence de l’Eau Adour Garonne, Département de la Charente Maritime, UNIMA, Conservatoire du littoral, Cellule Migrateurs Charente-Seudre, Universités (La Rochelle – LIENS), IRSTEA Bordeaux, Ifremer La Tremblade, INRA Lusignan et Saint-Laurent de la Prée, BRGM Poitiers | |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Charente aval, estuaire et mer du pertuis d’Antioche | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

## Prévention des inondations

La prévention des inondations et des submersions marines **répond à l‘objectif général** suivant :

* Réduction durable des risques et de la vulnérabilité aux inondations et submersions.

L’inondation est définie à l’article L.566-1 du code de l’environnement comme « *une submersion temporaire par l'eau de terres émergées, quelle qu'en soit l'origine, à l'exclusion des inondations dues aux réseaux de collecte des eaux usées, y compris les réseaux unitaires.*

*Sur le littoral, l'inondation par submersion marine s'étend au-delà des limites du rivage de la mer définies à* [l'article L. 2111-4](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070299&idArticle=LEGIARTI000006361181&dateTexte=&categorieLien=cid) *du code général de la propriété des personnes publiques. Le risque d'inondation est la combinaison de la probabilité de survenue d'une inondation et de ses conséquences négatives potentielles pour la santé humaine, l'environnement, les biens, dont le patrimoine culturel, et l'activité économique. »*

Les inondations d’origine continentale peuvent intervenir en conséquence des crues du fleuve et de ses affluents. La crue est un phénomène du cycle hydrologique saisonnier annuel des cours d’eau se traduisant par une augmentation des débits, des vitesses d’écoulement et des hauteurs d’eau. Les crues se manifestent par ruissellements urbains ou agricoles, remontées de nappes, débordements de cours d’eau, ruptures ou défaillances d’ouvrages hydrauliques…Néanmoins, il est à rappeler que les crues sur lit majeur du réseau hydrographique sont au cœur des dynamiques des milieux aquatiques pour lesquels elles jouent des rôles majeurs de régulation et d’épuration notamment.

Les inondations d’origine marine peuvent intervenir à la suite d’événements climatiques tels que des tempêtes provoquant des submersions sur le littoral.

Dans la suite du document, la terminologie « inondation », si elle n’est pas précisée, concernera aussi bien la problématique d’inondation d’origine terrestre que la problématique d’inondation d’origine marine.

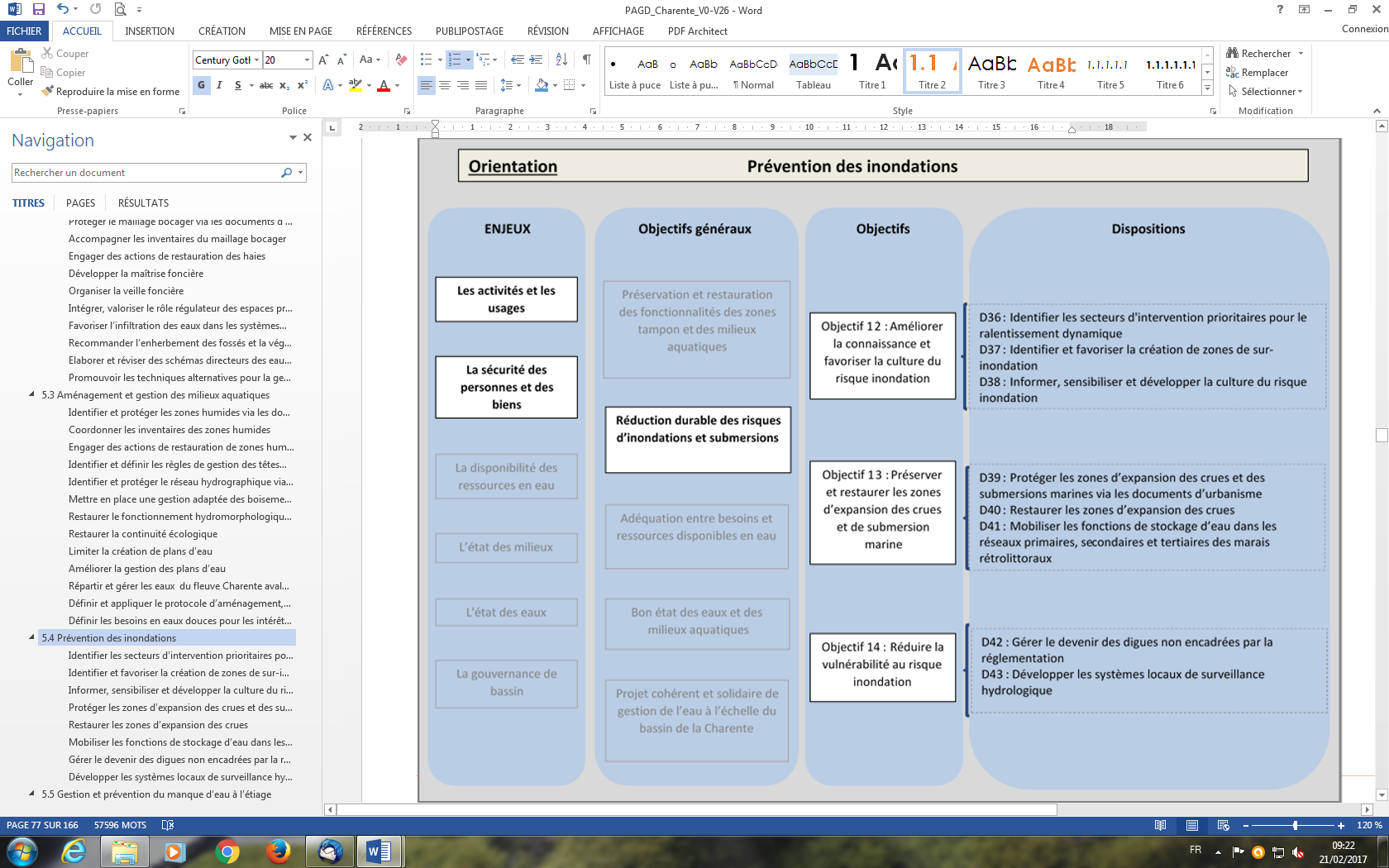
Une politique globale de réduction des risques s’intéresse d’une part aux aléas et d’autres parts aux vulnérabilités. Le SAGE s’inscrit en complémentarité avec les démarches de type PPRI (réglementaire), PAPI (programme d’actions contractuel) et SLGRI (planification).

La SLGRI (Stratégie Locale de Gestion du Risque d’Inondation) doit être spécifiquement adaptée de manière à réduire les conséquences négatives des inondations au niveau de chacun des TRI (Territoire à Risque Important d’inondation) en déclinaison du cadre fixé par la SNGRI à l’échelle nationale (Stratégie Nationale de gestion des Risques d’Inondation) et le PGRI à l’échelle du district hydrographique (Plan de Gestion des Risques d’Inondation). Ainsi, la Commission Locale de l’eau réaffirme l’intérêt des PAPI et autres programmes d’actions opérationnels et concertés qui pourront s’engager dans le cadre de la mise en œuvre des SLGRI.

Il convient pour le SAGE de s’impliquer sur des dispositions transversales contribuant à la prévention des inondations et à l’atteinte des objectifs de reconquête de la qualité de l’eau et des milieux, d’analyser les interférences possibles des aménagements de prévention des inondations avec les enjeux quantitatifs, les enjeux qualitatifs et les enjeux de biodiversité et d’identifier les incidences en matière de gouvernance.

En complément des dispositions relatives à l’aménagement et la gestion sur les versants et les milieux aquatiques le SAGE Charente vise à :

* **Améliorer la connaissance et favoriser la culture du risque inondation;**
* **Préserver et restaurer les zones d’expansion des crues et de submersion marine ;**
* **Réduire la vulnérabilité au risque inondation.**



|  |
| --- |
|  **Objectif n° 12** : Améliorer la connaissance et favoriser la culture du risque inondation |

En préalable à toute intervention pour gérer l’aléa inondation ou réduire la vulnérabilité des biens et des personnes exposés, il est impératif de mieux connaître la genèse des crues (horloge des crues, contribution des secteurs générateurs : sous bassins versants…), les systèmes d’endiguement (essentiellement situés dans les zones exposées à la submersion marine) et d’identifier les secteurs prioritaires d’intervention (zones à enjeux, zones de gestion de l’aléa, zones à protéger). La prévention des risques d’inondation doit également s’appuyer sur une amélioration de la culture du risque des populations et des acteurs institutionnels.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Action** |

#### Identifier les secteurs d'intervention prioritaires pour le ralentissement dynamique

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | |  |
| Article L. 213-12 : *« I.- Un établissement public territorial de bassin est un groupement de collectivités territoriales constitué en application des articles*[*L. 5711-1 à L. 5721-9*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070633&idArticle=LEGIARTI000006393397&dateTexte=&categorieLien=cid)*du code général des collectivités territoriales en vue de faciliter, à l'échelle d'un bassin ou d'un groupement de sous-bassins hydrographiques, la prévention des inondations et la défense contre la mer, la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, ainsi que la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides et de contribuer, s'il y a lieu, à l'élaboration et au suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.*  *Il assure la cohérence de l'activité de maîtrise d'ouvrage des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau. Son action s'inscrit dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation. […]* » | | |
| **Contexte** |  | |
| Les secteurs qui participent à la genèse des crues ne sont pas forcément les secteurs les plus vulnérables au risque d’inondation. Pour renforcer la prévention et la gestion du risque inondation sur le Bassin Charente, y compris en dehors des territoires concernés par la SLGRI (Stratégie Locale de Gestion du Risque d’Inondation) du Territoire à Risque Important d’Inondation Saintes-Cognac-Angoulême, il est important de relayer vers chaque sous bassin une implication solidaire quant à la réduction de l'aléa. La prise en compte des secteurs prioritaires devra se traduire demain dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle de la compétence GEMAPI (carte).  Cette disposition s’appuie sur le concept de ralentissement qui recouvre l’atténuation de leur accélération dans les lits des cours d’eau, l’amélioration de la connexion avec le lit majeur et les annexes fluviales, l’aménagement d’ouvrages spécifiques visant à écrêter l’onde de crue (en particulier l’aménagement d’ouvrages de sur-inondation) et le ralentissement des eaux s’écoulant sur les versants.  En raison d’un manque de connaissance des secteurs de ralentissement dynamique, la mise en œuvre d’une étude pour combler ce manque est nécessaire. Cette étude devrait également permettre de favoriser la solidarité amont/aval (l’éloignement du projet et du secteur d’intervention). | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | | | | | | | |
| Disposition 11   * Carte précisant les territoires couverts par les différents documents de planification (SLGRI, TRI…) | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | |
| Disposition D48 | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *EPTB Charente* | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
|  Enoncé de la disposition Afin de bâtir une stratégie efficiente au regard des territoires à enjeux les plus vulnérables, l’EPTB Charente est invité à identifier les secteurs prioritaires pour la mise en place d'actions de ralentissement dynamique.  La cartographie des secteurs prioritaires pour la mise en place d’actions de ralentissement dynamique (reconquête de zones d’expansion de crues, , hydraulique douce,…) s’appuie notamment sur :   * l’identification des zones d’expansion des crues et des zones à enjeux (sur la base des connaissances existantes : PPRI, AZI, enveloppes de pré-localisation issues de la mise en œuvre de la Directive Inondation et si nécessaire par des éléments de connaissances locaux) * l’analyse de la contribution des sous-bassins à la genèse du risque inondation, pour différentes gammes d’évènements. * l’analyse de l’horloge des crues de la Charente et de ses affluents et les risques de concomitance.   La CLE souhaite que le zonage des secteurs prioritaires pour la mise en place d'actions de ralentissement dynamique lui soit présenté. | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : Services de l’état, l’agence de l’eau Adour Garonne, le conservatoire du littoral, les départements, les collectivités, les EPCI ou leurs groupements compétents. | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |  |
| Périmètre du SAGE | | |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Action** |

#### Identifier et favoriser la création de zones de sur-inondation

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | |  |
| *Les zones définies à l'article 48 de la loi du 31 juillet 2003 sur les risques, codifiées à l'article L. 211-12 du code de l'environnement, sont des zones permettant le surstockage des crues, appelées aussi zones de « surinondation », qui comme leur nom l'indique, ne doivent pas être confondues avec les zones naturelles d'expansion de crues.*  Article L. 211-12 du CE prévoit : « *I.- Des servitudes d'utilité publique peuvent être instituées à la demande de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs groupements sur des terrains riverains d'un cours d'eau ou de la dérivation d'un cours d'eau, ou situés dans leur bassin versant, ou dans une zone estuarienne.*  *II.- Ces servitudes peuvent avoir un ou plusieurs des objets suivants :*  *1° Créer des zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement, par des aménagements permettant d'accroître artificiellement leur capacité de stockage de ces eaux, afin de réduire les crues ou les ruissellements dans des secteurs situés en aval ;*  *2° Créer ou restaurer des zones de mobilité du lit mineur d'un cours d'eau en amont des zones urbanisées dans des zones dites " zones de mobilité d'un cours d'eau ", afin de préserver ou de restaurer ses caractères hydrologiques et géomorphologiques essentiels ;*  *3° Préserver ou restaurer des zones humides dites " zones stratégiques pour la gestion de l'eau " délimitées en application de l'article* [*L. 212-5-1*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006833023&dateTexte=&categorieLien=cid)*.*  *III.- Les zones soumises aux servitudes visées aux 1° et 2° du II sont délimitées par arrêté préfectoral. Celui-ci est pris après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du présent code. Les zones soumises aux servitudes visées au 3° du II sont délimitées conformément à l'article L. 212-5-1.*  *IV.- Dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement mentionnées au 1° du II, l'arrêté préfectoral peut obliger les propriétaires et les exploitants à s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages destinés à permettre l'inondation de la zone. A cet effet, l'arrêté préfectoral peut soumettre à déclaration préalable, auprès des autorités compétentes en matière d'urbanisme, les travaux qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur localisation, sont susceptibles de faire obstacle au stockage ou à l'écoulement des eaux et n'entrent pas dans le champ d'application des autorisations ou déclarations instituées par le code de l'urbanisme.* »  Article L. 213-12 prévoit que : « *I.- Un établissement public territorial de bassin est un groupement de collectivités territoriales constitué en application des articles*[*L. 5711-1 à L. 5721-9*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070633&idArticle=LEGIARTI000006393397&dateTexte=&categorieLien=cid)*du code général des collectivités territoriales en vue de faciliter, à l'échelle d'un bassin ou d'un groupement de sous-bassins hydrographiques, la prévention des inondations et la défense contre la mer, la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, ainsi que la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides et de contribuer, s'il y a lieu, à l'élaboration et au suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.*  *Il assure la cohérence de l'activité de maîtrise d'ouvrage des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau. Son action s'inscrit dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation. […]* » | | |
| **Contexte** |  | |
| Pour augmenter la capacité d’écrêtement des crues des lits majeurs de la Charente et de ses affluents, le SAGE incite à développer des projets de ralentissement dynamique par sur-inondation à l’échelle du bassin versant de la Charente. La sur-inondation (comme définie à l’article L. 211-12 du CE) ou sur-stockage est l’augmentation artificielle du volume de rétention d’un champ d’expansion des crues au moyen d’un aménagement situé en aval.  Cette stratégie de sur-inondation doit être établie de manière concertée : solidarité opérationnelle amont / aval et solidarité financière aval / amont. Les enjeux et objectifs du dispositif doivent être collectivement partagés. Une attention particulière devra être portée pour préserver l’hydromorphologie des cours d’eau et notamment le régime des crues morphogènes et pour garantir la meilleure intégration environnementale des projets.  Cette réflexion pourra se baser sur l’étude menée sur le grand bassin par l’EPTB Charente lors de l’élaboration du PAPI Charente. Elle portait sur 16 sites de surstockage, répartis tout au long du fleuve Charente et ses affluents (dont la Boutonne). Cette étude permettra de mener des actions sur le territoire du SAGE Charente en lien avec l’interSAGE (Boutonne). | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | | | | | | | | |
| Disposition 4 (interSAGE) | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *EPTB Charente* | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
|  Enoncé de la disposition La CLE souhaite que l’EPTB Charente mène une réflexion sur l’aménagement de zones de sur-inondation (sites de sur-stockage) à l’échelle du territoire du SAGE Charente et en lien avec l’interSAGE. Il identifie les sites pertinents et les caractéristiques générales des aménagements projetés. Les études de préfiguration déjà menées notamment dans le cadre des PAPI, constituent une base à la réflexion. Les projets élaborés sur ces sites doivent permettre de concilier les différents objectifs du SAGE et notamment le bon état de l’eau et des milieux (maintien des crues morphogènes, préservation des enjeux environnementaux…). Les modalités de gestion adaptées des zones de sur-inondation sont définies en lien avec les acteurs et usages locaux. | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : Services de l’état, Agence de l’Eau Adour Garonne, EPCI ou groupements compétents, départements | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |  |
| Périmètre du SAGE | |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Informer, sensibiliser et développer la culture du risque inondation

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | |  |
| Directive 2007/60/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l’évaluation et à la gestion des risques d’inondation  [Article L. 125-2 du code de l’environnement](http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/1759#Article_L._125-2) relatif à l’information du citoyen sur les risques majeur  [Articles L. 566.6](http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/1767#Article_L._566-6) [à L. 566-12](http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/1767#Article_L._566-12)-2 et [R. 566-](http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/1797#Article_R_566_10)1 [à R. 566-1](http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/1797#Article_R_566_13)8 du CE  Articles L. 731-3 et R. 731-1 à R. 731-10 du code de la sécurité intérieur relatif au plan communal de sauvegarde  Articles L. 741-1 à L. 741-5 et R. 741- à R. 741-6 du code de la sécurité intérieur relatif au plan Orsec  Arrêté du 1er décembre 2015 portant approbation du plan de gestion des risques d'inondation 2016-2021 du bassin Adour Garonne  [Circulaire du 5 juillet 2011](http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/6937) relative à la mise en œuvre de la politique de gestion des risques d’inondation  [Circulaire du 27 juillet 2011](http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/6925) relative à la prise en compte du risque de submersion marine dans les plans de prévention des risques naturels littoraux | | |
| **Contexte** |  | |
| L’inondation devient risque quand elle met en danger la population ou qu’elle entraine des dommages pour les personnes et les biens et la biodiversité. C’est la combinaison entre la probabilité d’occurrence d’un phénomène d’inondation sur un territoire donné (« l’aléa ») et la présence sur ce territoire d’enjeux qui peuvent en subir les conséquences (population, enjeux économiques, patrimoine culturel et environnemental). Il est essentiel de communiquer sur les démarches de réduction des risques engagées ou à venir pour permettre aux populations de se les approprier mais il est également indispensable de sensibiliser sur l’absence de risque « zéro ». Quelles que soient les aménagements entrepris, le risque n’est jamais pour autant totalement écarté. Collectivement, il est impératif de développer la culture du risque d’inondation : maintenir la vigilance et savoir réagir de manière appropriée et anticipée. | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | |
| Disposition A9 | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *EPTB Charente* | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
|  Enoncé de la disposition La CLE souhaite que l’EPTB Charente assure un rôle de coordination des collectivités ou leurs groupements compétents en matière de prévention des inondations et de défense contre la mer.  L’EPTB Charente est également invité à coordonner et impulser des actions à l’échelle du bassin Charente, notamment diffuser l’information sur l’ensemble du bassin versant afin d’instaurer une prise de conscience du risque d’inondation et de tendre vers une culture du risque.  Il est recommandé de mener des opérations d’information et de sensibilisation envers tous les acteurs du bassin (les populations, les décideurs, les gestionnaires, les acteurs économiques) afin notamment de leur permettre :   * de prendre connaissance des risques ; * d’appréhender les mesures de prévention et l’échelle de gestion du risque ; * de se préparer au risque en anticipant les mesures de réduction de vulnérabilité et de gestion de crise.   L’échange et la compréhension mutuelle entre les acteurs amont/aval du bassin versant doit être privilégiée. | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Les services de l’état et les collectivités territoriales et leurs groupements compétents | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |  |
| Périmètre du SAGE | |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |
| --- |
|  **Objectif n° 13** : Préserver et restaurer les zones d’expansion des crues et de submersion marine |

La prévention des risques d’inondation doit allier gestion de l’aléa et réduction de la vulnérabilité. Bien que l’aléa inondation soit avant tout d’origine naturelle, l’aménagement anthropique des lits majeurs et des marais a pu contribuer à l’aggraver : il est donc essentiel de préserver les zones « naturelles » d’expansion des crues et des submersions dans une vision d’aménagement durable et de reconquérir les zones déconnectées partiellement ou totalement de cet usage d’étalement des eaux.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Mise en compatibilité** |

#### Protéger les zones d’expansion des crues et des submersions marines via les documents d’urbanisme

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | |  |
| Article R. 151-24 du code de l’urbanisme prévoit : « *Les zones naturelles et forestières sont dites " zones N ". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :*  *5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.* »  Articles L. 131-1, L. 131-3 et L. 131-7 du code de l’urbanisme  *En application de ces textes, les SCOT ou en l’absence de SCOT les PLU/PLUI ou les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le SAGE, dans un délai de 3 ans.* | | |
| **Contexte** |  | |
| Les zones d’expansion des cures proprement dites sont des zones subissant des inondations naturelles qui ne sont pas indemnisables hormis, le cas échéant, dans le cadre du dispositif d’indemnisation des catastrophes naturelles, pour les biens assurés. Elles ne doivent pas être confondues avec les zones de « surinondation » définis par l’article L .211-12 du CE (disposition 40).  Elles font toujours partie, par définition, du lit majeur d’un cours d’eau délimité dans l’atlas des zones inondables. Elles correspondent en général à des secteurs très peu urbanisés, qualifiés de zones ou champs d’expansion des crues en raison des faibles dommages qu’ils sont susceptibles de subir en cas d’inondation et de l’intérêt que présente leur préservation dans le cadre de la gestion du risque inondation à l’échelle du cours d’eau. Ce sont des zones qui assurent un stockage transitoire de l'eau et retarde les écoulements lorsque les débits sont les plus importants. Les zones d’expansion des eaux forment donc des zones tampons entre le milieu aquatique et le milieu terrestre (écrêtement des débits, soutien d’étiages, recharge de la nappe). Elles constituent également des écosystèmes originaux, qui abritent de nombreuses espèces animales et végétales. La protection de ces espaces et de leurs usages doit être au cœur des préoccupations.  Leur caractère inondable peut être préservé par classement en zone inconstructible dans le plan locale d’urbanisme ou encore dans le plan de prévention des risques inondation s’il existe. Ces classements établis dans des documents d’urbanisme ne donnent lieu à aucune indemnisation. | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | | | | | | | |
| Lien disposition 16 ; 17 ; 25 ; 36 ; 40 | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | |
| Disposition D48 ; D50 | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *collectivités territoriales ou leurs groupements compétents* | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
|  Enoncé de la disposition Les documents de planification relatifs à l'urbanisme (SCOT, en l’absence de SCOT, les PLU et PLUi, cartes communales) doivent être compatibles ou, si nécessaire, rendus compatibles avec l’objectif de préservation des champs d’expansion de crues.  les collectivités territoriales et leurs groupements compétents, lorsqu’ils élaborent ou révisent leur document d’urbanisme, sont invités à réaliser un inventaire des zones d’expansion de crues et de submersions marines dans le cadre de l’état initial de l’environnement, selon une méthode participative qui associe tous les acteurs et partenaires concernés. La CLE souhaite que sa structure porteuse accompagne les démarches d’inventaire.  Pour atteindre cet objectif, les collectivités territoriales et leurs groupements compétents sont notamment encouragés à :   * classer ces zones en zone naturelle comme le permet l’article R. 151-24 du code de l’urbanisme ou prévoir un zonage non constructible ; * Adopter des règles de protections particulières dans les règlements des plans locaux d’urbanisme.   Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents sont invités à transmettre ces inventaires à la structure porteuse du SAGE qui assure la compilation des données et informe ensuite la CLE. | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Structure porteuse du SAGE, services de l’état, collectivités territoriales ou leurs groupements compétents | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |  | |
| Périmètre du SAGE | | |
| **Estimation financière** |  | |
| - | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Action** |

#### Restaurer les zones d’expansion des crues

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article L. 211-7 du code de l’environnement prévoit que : *« I.-Les collectivités territoriales et leurs groupements ainsi que les syndicats mixtes créés en application de l'*[*article L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070633&idArticle=LEGIARTI000006393408&dateTexte=&categorieLien=cid)*sont habilités à utiliser les articles L. 151-36 à L. 151-40 du code rural et de la pêche maritime pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe, et visant :*  *1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;*  *2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;*  *3° L'approvisionnement en eau ;*  *4° La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ;*  *5° La défense contre les inondations et contre la mer ;*  *6° La lutte contre la pollution ;*  *7° La protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines ;*  *8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;*  *9° Les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile ;*  *10° L'exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques existants ;*  *11° La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;*  *12° L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique*. […]» | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** |  | | | | | | | | | |
| L’urbanisation, l’intensification de certaines pratiques agricoles, les travaux de drainage, de recalibrage, de rectification des cours d’eau et d’entretien des chenaux ont conduit à déconnecter des zones d’expansion des crues ou à en réduire leur volume tampon. Les mesures de gestion, d’aménagement ou de restauration des zones d’expansion des crues peuvent contribuer à réduire les phénomènes d’inondation en redonnant une capacité de laminage aux espaces déconnectés du lit majeur par la main de l’homme. | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | |
| Lien disposition 39 | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | | |
| Disposition D48 ; D50 | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *collectivités territoriales ou leurs groupements compétents* | | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
|  Enoncé de la disposition Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents au titre du L. 212-7 du CE alinéa 1, 2, 8 sont invités dans le cadre des opérations groupées d’entretien et de restauration des cours d’eau, réalisées notamment dans le cadre de programme pluriannuel de gestion, à intégrer, dans leurs études préalables ou dans la phase de mise en œuvre de leur programme :   * l’identification des zones d’expansion de crues et annexes hydrauliques déconnectées du cours d’eau ; * l’évaluation de la contribution des méandres, des boisements de bordure de cours d’eau, la capacité de stockage des lits mineurs et majeurs des cours d’eau, au ralentissement des vitesses d’écoulement et à la bonne fonctionnalité des zones d’expansion de crues ; * la définition d’une programmation d’actions de remobilisation du lit majeur (enlèvement de merlons de curage, reconnexion des bras morts, densification de la ripisylve, réduction du gabarit etc.), notamment par mobilisation des outils de maîtrise foncière ; * les modalités de gestion. | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : Structure porteuse du SAGE, services de l’état, Agence de l’Eau Adour Garonne | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |  |
| Périmètre du SAGE | |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Mobiliser les fonctions de stockage d’eau dans les réseaux primaires, secondaires et tertiaires des marais rétrolittoraux

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Sans objet | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Les marais, qu’ils soient rétro-littoraux ou fluviaux, jouent un rôle important d’atténuation des ondes de submersion marines et des ondes de crues. Leur capacité de rétention est en partie liée à leur mode de gestion et à leur niveau de remplissage au moment des épisodes d’inondation. La gestion pré-inondation et post-inondation, et en particulier le ressuyage (évacuation des eaux après une inondation) accéléré des eaux, doivent tenir compte de la sensibilité du milieu récepteur et des usages aval. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | | | | | | | | |
| Disposition 35 | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | | |
| Disposition B43 : Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux et les habitats diversifiés qu’ils comprennent | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *collectivités territoriales et leurs groupements compétents, associations de marais* | | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
|  Enoncé de la disposition Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents, les associations de marais et autres gestionnaires compétents sont encouragés à mobiliser les fonctions de stockage d’eau dans les marais en exploitant au mieux des zones inondables de ces derniers au regard de l’ensemble des enjeux locaux (sécurité des biens et des personnes, activités et usages en marais et sur le littoral, biodiversité…), de façon à diminuer les risques d’inondation pour des secteurs urbanisés plus vulnérables.  La CLE recommande que la mobilisation de stockage d’eau dans les marais et la gestion du ressuyage concilient la préservation des milieux (biodiversité) et des usages (élevage, conchyliculture, pisciculture, saliculture, chasse, pêche…). | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *A minima* : DDTM 17, Agence de l’Eau Adour Garonne, EPTB Charente | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |  |
| Marais rétrolittoraux | |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |
| --- |
|  **Objectif n° 14** : Réduire la vulnérabilité au risque inondation |

En présence d’enjeux implantés (population, bâti, emplois, sites industrielles, patrimoine) en zone inondable qu’il s’agisse de crues fluviales ou de submersions marines, il convient d’adapter des mesures de réduction de vulnérabilité visant à limiter l’impact de l’inondation et à favoriser le retour à la normale. La réduction de la vulnérabilité passe par la valorisation d’usages compatibles avec le risque d’inondation ou encore la prévision des crues.

Afin de mieux intégrer le risque inondation dans l’aménagement du territoire, la Commission Locale de l’Eau recommande la réorientation des usages des vals inondables vers des occupations moins vulnérables ou résilientes dans les zones inondables. A titre d’exemple :

* systèmes culturaux moins sensibles à l’inondation (herbages, saisonnalité, type de culture).
* activités et usages urbains ou péri-urbains peuvent dans certaines mesures être moins vulnérables au risque d’inondation : zones de loisir, jardin public, bâti adapté au risque (sur pilotis, sur vide-sanitaire…), zone de stationnement avec évacuation préventive.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Action** |

#### Gérer le devenir des digues non encadrées par la réglementation

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | |  |
| **Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles (Maptam), publiée au JO du 28 janvier 2014 et le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques apportent de profondes modifications dans la gestion des systèmes de protection des biens et des personnes contre les inondations.**  **Article R. 214-113-I. *« La classe d’un système d’endiguement au sens de l’article R.562-13 ou celle d’un aménagement hydraulique au sens de l’article R.562-18 est déterminée conformément au tableau ci-dessous :***   |  |  | | --- | --- | | **CLASSE** | **POPULATION PROTEGEE par le système d’endiguement ou par l’aménagement hydraulique** | | **A** | **Population > 30 000 personnes** | | **B** | **3 000 personnes < population ≤ 30 000 personnes** | | **C** | **30 personnes ≤ population ≤ 3 000 personnes** |   ***La population protégée correspond à la population maximale exprimée en nombre d’habitants qui résident et travaillent dans la zone protégée, en incluant notamment les populations saisonnières.***  ***II.- La classe d’une digue est celle du système d’endiguement dans lequel elle est comprise. N’est toutefois pas classée la digue dont la hauteur, mesurée verticalement entre le sommet, est inférieure à 1.5 mètre, à moins que la commune ou l’établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent pour la prévention des inondations le demande. »*** | | |
| **Contexte** |  | |
| Dans ce nouveau contexte législatif un certain nombre d’ouvrages seront exclus potentiellement du système de protection et n’auront plus d’encadrement réglementaire lié aux inondations et à la sécurité des populations. Sur le territoire du SAGE, ils sont principalement situés en bord de marais rétro-littoraux. Pour ces ouvrages, c’est le code civil qui s’applique. Leur entretien ne peut pas être financé sur le fond Barnier puisqu’ils n’entrent plus dans le champ de système de protection des populations. Cependant, ces digues permettent de maintenir certaines activités ou ont un intérêt annexe. Il est donc important aujourd’hui de se poser la question du devenir de ces ouvrages et de leurs modalités de gestion s’ils devaient être maintenus. | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | |  | | | | | | | |
| *Sans objet* | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
|  Enoncé de la disposition Les ouvrages de protection existant non reconnus au titre de l’article R.562-13 du code de l’environnement feront l’objet d’une étude concertée visant à minima à identifier leur gestionnaire, étudier l’opportunité de leur préservation, les modalités de leur entretien et de leur financement.  Pour cela le porteur de l’étude pourra s’appuyer sur les travaux en cours menés dans le cadre du projet LIFE Ad’APTO | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : Services de l’état, le conservatoire du littoral, LPO, CREN, EPTB Charente | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |  |
| Périmètre du SAGE | |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Développer les systèmes locaux de surveillance hydrologique

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels  Arrêté du 04 aout 2014 portant approbation du règlement de surveillance, de prévision et de transmission de l’information sur les crues (RIC) du service de prévision des crues Vienne-Charente-Atlantique | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Le Service de Prévision des Crues (SPC) Vienne-Charente-Atlantique de la DREAL Nouvelle-Aquitaine, assurent au nom de l’Etat (schéma directeur de prévision des crues du bassin Loire-Bretagne et bassins Charente et Seudre : SDPC), la prévision des crues sur le bassin versant de la Charente au niveau des cours d’eau suivants :   * La Charente depuis Charroux jusque dans l’estuaire * Le Bandiat et la Tardoire depuis Eymouthiers et Souffrignac jusqu’à la confluence avec la Charente * La Boutonne depuis Dampierre-sur-Boutonne jusqu’à la confluence avec la Charente. La Seugne depuis Jonzac jusqu’au delta de sa confluence avec la Charente   Sur le bassin de l’Antenne, le syndicat mixte des bassins Antenne, Soloire, Romède, Coran et Bourru (SYMBA) a développé avec l’appui du SPC un dispositif local de prévision des débits de crues.  D’autres secteurs du bassin versant de la Charente, à enjeux importants face au risque d’inondation, ne sont aujourd’hui pas couverts par un dispositif de vigilance hydrologique : il s’agit essentiellement du bassin de l’Aume-Couture (couvert dans sa partie aval par un PPRI approuvé justifiant les enjeux de ce secteur).  Sur le littoral, un dispositif de vigilance vague-submersion, fruit d’une collaboration entre Météo-France et le SHOM (service hydrographique et océanographique de la Marine) a été mis en service fin 2011. Les prévisions se font à l’échelle du littoral départemental. Une interprétation de ces prévisions et des conséquences locales à l’échelle des bassins de risque maritime mériterait d’être développée pour mieux anticiper les évènements météorologiques. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | |
| * Carte prévision des crues du bassin versant de la Charente * Carte des secteurs prioritaires pour la mise en œuvre de systèmes de prévision locaux des phénomènes de crues et de submersions marines | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | |  | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Collectivités ou groupements compétents* | | ***Calendrier prévisionnel (année)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
|  Enoncé de la disposition La CLE encourage les collectivités territoriales et leurs groupements compétents à mettre en œuvre des systèmes de prévision locaux des phénomènes de crues et de submersions marines. Les territoires prioritaires sont les bassins de l’Aume-Couture, de l’Antenne (système existant à développer) et le littoral.  Ces outils permettent :   * d’évaluer le niveau d’aléa de manière anticipée ; * d’estimer les conséquences prévisibles (enveloppe d’aléa, enjeux concernés…) ; * d’informer les élus des communes concernées, responsables de l’alerte auprès des populations. | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment : Service de l’état, départements, EPTB Charente* | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE, prioritairement : Aume-Couture, Antenne et littoral. | |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

## Gestion et prévention du manque d’eau à l’étiage

La gestion et prévention du manque d’eau à l’étiage **répond principalement aux objectifs généraux** suivants :

* Préservation et restauration des fonctionnalités des zones tampon et des milieux aquatiques ;
* Adéquation entre besoins et ressources disponibles en eau ;
* Bon état des eaux et des milieux aquatiques (quantitatif, chimique, écologique et sanitaire).

Le bassin de la Charente apparait en déséquilibre quantitatif important en étiage, aussi bien concernant les eaux superficielles que les eaux souterraines. Ce déséquilibre participe à l’altération de l’état des eaux et des milieux aquatiques et compromet le développement d’activités et usages qui en dépendent sur le bassin. La gestion et la prévention du manque d’eau à l’étiage répond donc à un des enjeux forts du SAGE Charente : assurer une disponibilité des ressources en eau, en qualité et quantité suffisante pour l’ensemble du bassin.

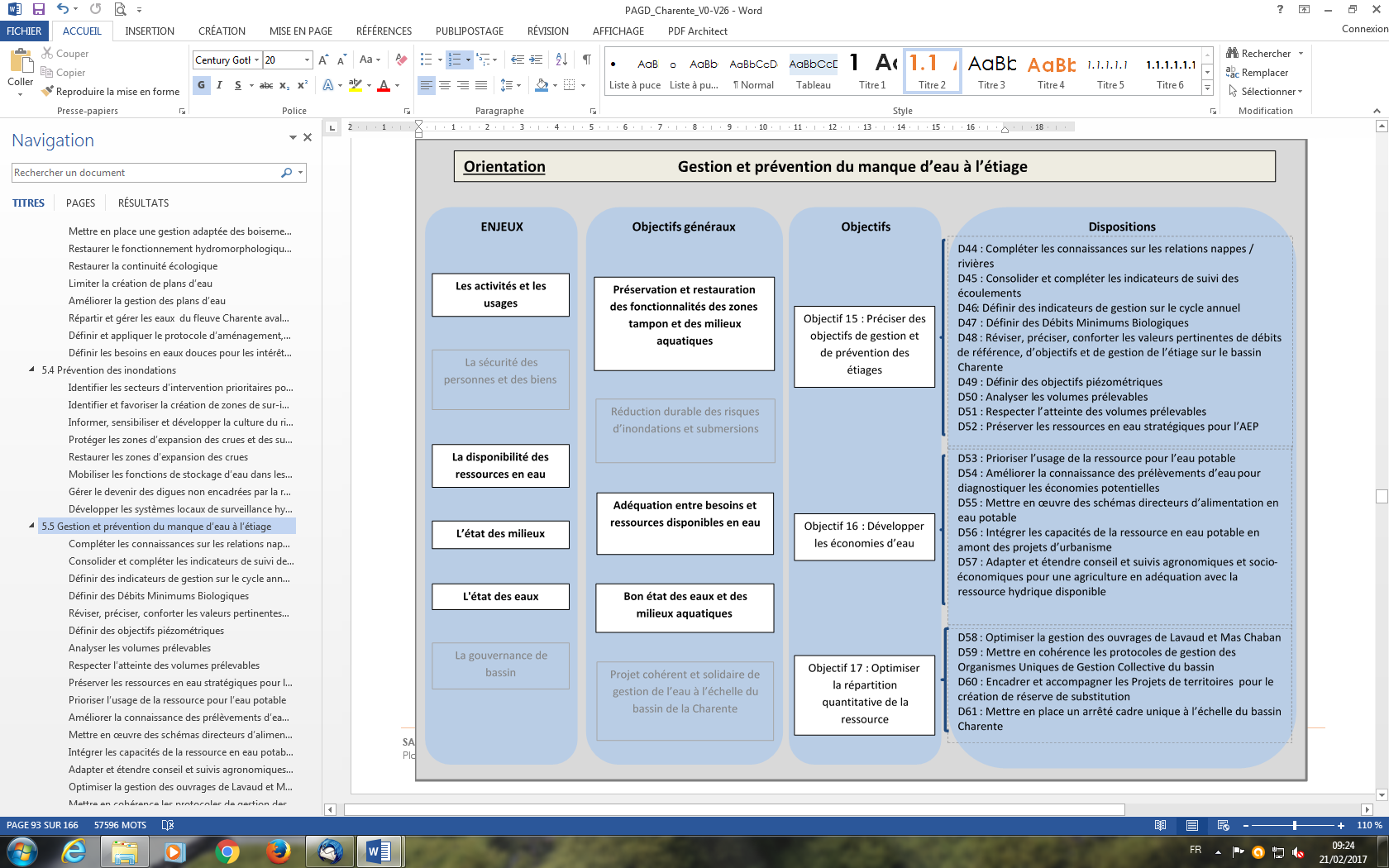
Depuis les années 1970, la gestion des étiages est au cœur des préoccupations de gestion à l’échelle du bassin. Celle-ci s’est d’abord traduite par une politique d’aménagement de grands barrages ayant conduit à la mise en eau des retenues de soutien d’étiage de Lavaud (1989) et de Mas-Chaban (2000). Dès 1992, un premier protocole de gestion établit les grands principes fondateurs de la gestion de l’eau en période d’étiage sur le bassin Charente. Par la suite, le classement de la totalité du bassin Charente en zone de répartition des eaux (1994), la mise en place d’un tableau de bord de la ressource en eau (1995) ont notamment contribué à forger une culture commune de gestion aboutissant à l’approbation du Plan de Gestion des Etiages (2004-2014). Prolongé par avenant en 2015, ce protocole a pour objectif d’organiser le partage concerté et équitable de la ressource en eau pour en améliorer la gestion.

Le bilan du PGE fait apparaitre d’indéniables avancées dans la gestion de l’eau en période d’étiage. Pour autant, l’atteinte des objectifs reste très inégale, notamment hors secteurs réalimentés. De plus, les tendances de changements climatiques font craindre un déséquilibre persistant, en dépit de réflexions et d’actions correctrices déjà engagées, entre les demandes en eau et la recharge hydrologique annuelle potentielle du bassin Charente en période d’étiage.

Dans la continuité des acquis du PGE, le SAGE doit anticiper les risques supplémentaires liés aux changements climatiques pour retrouver un équilibre quantitatif entre ressources hydriques et besoins des usages.

Les dispositions du SAGE Charente concernant la gestion et la prévention du manque d’eau à l’étiage répondent à trois objectifs :

* **Préciser des objectifs de gestion et de prévention des étiages**
* **Développer les économies d’eau**
* **Optimiser la répartition quantitative de la ressource**



|  |
| --- |
|  **Objectif n° 15 :** Préciser des modalités de gestion et de prévention des étiages |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Action** |

#### Compléter les connaissances sur les relations nappes / rivières

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | |  |
| [Arrêté du 27 janvier 2009 modifiant l’arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d’aménagement et de gestion des eaux ;](http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20090214&numTexte=7&pageDebut=02682&pageFin=02683) | | |
| **Contexte** |  | |
| Mieux connaitre et mieux comprendre le fonctionnement de l’hydrosystème de la Charente et de ses affluents est essentiel pour répondre aux problèmes du manque d’eau à l’étiage sur le périmètre du SAGE Charente. Pour connaitre ce fonctionnement hydrologique et ses incidences sur la biologie, plusieurs aspects doivent être étudiés, notamment vis-à-vis des impacts des changements climatiques : circulation des eaux souterraines et des eaux superficielles, cours d’eau karstiques, liens avec les nappes, etc. | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  |
| Disposition 10 ; 11 ; 12 et 27 | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** |  |
| Disposition D6 : Analyser les régimes hydrologiques à l’échelle du bassin et actualiser les règlements d’eau ;  Disposition D21  Disposition C1 : Connaitre le fonctionnement des nappes et des cours d’eau  Disposition A13 : Développer des outils de synthèse et de diffusion de l’information sur les eaux souterraines | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Porteur :*** *EPTB Charente* | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition Sur la base des connaissances et outils existants, l’EPTB Charente est invité à préciser par la réalisation d’une étude le fonctionnement hydrologique et les relations nappes / rivières sur les secteurs prioritaires : Seugne, Antenne et Karst. Des compléments pourront être apportés en intégrant notamment les effets du changement climatique.  Il s’agit plus particulièrement de préciser :   * les apports du réseau hydrographique superficiel du socle granitique vers les tables sédimentaires, * les contributions depuis les nappes profondes ; * les relations entre cours d’eau superficiels sédimentaires et nappe du jurassique.   La CLE souhaite que les résultats de l’étude lui soient présentés. | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : Service de l’état, départements, BRGM, EPCI ou leurs groupement compétent | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Territoire concerné par la disposition** | |
| Périmètre du SAGE | | |
| **Estimation financière** |  | |
| Sans objet | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Consolider et compléter les indicateurs de suivi des écoulements

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| [Circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/circulaire_18_mai_2011_mesures_en_periode_de_secheresse-pdf.pdf). | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| La gestion des étiages implique des indicateurs de suivis fiables et cohérents des écoulements à l’échelle du bassin Charente, tel que les préconise le PGE. Les indicateurs sont identifiés à partir des dispositifs de suivi.  Le dispositif de suivi des écoulements porté par l’ONEMA (réseau ONDE (Observatoire National Des Etiages), harmonise les pratiques entre les départements et permet de mieux valoriser les résultats aux échelles bassin/régionale/nationale. Il caractérise les étiages estivaux par l’observation visuelle du niveau d’écoulement de cours d’eau.  En parallèle, les fédérations de pêche et certains syndicats de rivière réalisent annuellement un suivi des linéaires de ruptures d’écoulement afin de compléter le réseau ONDE. Ces dispositifs sont déployés sur les cours d’eau soumis aux pressions d’irrigation, mais aussi sur des cours d’eau « sentinelle », peu influencés par les prélèvements ou soutien d’étiage.  La valorisation et la fiabilisation de ces données permettent d’approfondir et de préciser les impacts des modalités de gestion (prélèvements en pointe, manœuvres d’ouvrages, artificialisation du lit mineur, etc.) sur le régime hydrologique (ruptures d’écoulements, survenue des assecs, etc.) en conditions hydrogéologiques connues. | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  |
| Sans objet | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** |  |
| Disposition C21 ; A15 ; A25 | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Porteur :*** *Structure porteuse du SAGE* | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition La structure porteuse du SAGE réalise une analyse des différents dispositifs de suivis des écoulements menés sur le bassin Charente. Pour chaque dispositif, sont notamment caractérisés leur intérêt, leur robustesse, les protocoles de suivis. L’efficience des dispositifs entre eux est également évaluée de manière à faire apparaitre les lacunes et manques de données.  Le bilan de cette analyse est présenté en CLE. La CLE pourra alors définir des préconisations adaptées en vue de fiabiliser et pérenniser ces indicateurs pertinents. En complément, la CLE souligne la nécessité de poursuivre le suivi de cours d’eau « sentinelles » afin de prendre en considération les impacts du changement climatique. | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : Service de l’état, départements, BRGM, EPCI ou leurs groupement compétent | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Territoire concerné par la disposition** | |
| Périmètre du SAGE | | |
| **Estimation financière** |  | |
| Sans objet | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Action** |

#### Définir des indicateurs de gestion sur le cycle annuel

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article L. 211-1 et L. 211-3 du code de l’environnement | |

Article R. 211-71 du code de l’environnement

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Le changement climatique, à l’origine d’étiages plus sévères et plus fréquents sur le bassin Charente, implique une anticipation plus importante sur l’ensemble du cycle hydrologique annuel de la gestion et de la prévention des étiages. Aussi, en complément des objectifs d’étiage (DOE, POE) et de crise (DCR, PCR) cadrant spécifiquement les restrictions d’usages en période déficitaire, la gestion de l’étiage doit faire l’objet d’un élargissement, notamment sur les périodes printanières et hivernales.  Ainsi, intégrer les périodes de hautes eaux dans l’anticipation des étiages permet de mieux valoriser la recharge des nappes et des milieux humides ou d’envisager de stocker l’eau dans des retenues artificielles.  L’EPTB Charente anime depuis 2004, les actions inscrites au PGE Charente et coordonne les acteurs concernés par la gestion de l’étiage à l’échelle du bassin de la Charente. Il participe notamment aux réflexions stratégiques avec les partenaires institutionnels telles que : l’émergence des organismes uniques et la mise en cohérence à l’échelle du bassin, la révision des DOE/DCR… | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  |
| Sans objet | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** |  |
| Disposition C3 : Définition de débit de référence et Disposition C4 : Réviser les débits de référence | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Porteur :*** *EPTB Charente* | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition L’EPTB Charente est invité, en partenariat avec les services de l’Etat et les acteurs agricoles à définir des indicateurs de gestion saisonniers sur le cycle hydrologique annuel afin de cadrer des mesures d’anticipation de gestion de l’étiage.  Sur les cours d’eau structurellement soumis aux assecs des descripteurs sont définis : linéaire, durée et précocité des assecs. Les tendances évolutives de ces descripteurs permettront d’appréhender l’impact du changement climatique.  Une analyse statistique des cycles hydrologiques (débits printaniers et hivernaux notamment) en lien avec la pluviométrie et certains descripteurs suivis est menée.  A partir des analyses précitées, des indicateurs saisonniers (seuils débimétriques ou piézométriques notamment) sont définis, prioritairement sur les bassins versant suivants : Aume-Couture, Touvre, Antenne, Né, Seugne, Gère Devise et Arnoult, afin d’adapter les modalités de gestion et d’anticiper les périodes critiques.  Les indicateurs de gestion hivernale sont utilisés pour cadrer le remplissage des réserves de substitution.  La CLE souhaite être destinataire des indicateurs et modalités de gestion définis. | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : Service de l’état, OPA, EPCI ou leurs groupement compétent | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Territoire concerné par la disposition** | |
| Périmètre du SAGE, prioritairement : Aume-Couture, Touvre, Antenne, Né, Seugne, Gère Devise et Arnoult | | |
| **Estimation financière** |  | |
| Sans objet | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Action** |

#### Définir des Débits Minimums Biologiques

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article L. 214-18 du code de l’environnement prévoit :  « *I- Tout ouvrage à construire dans le lit d’un cours d’eau doit comporter des dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux au moment de l’installation de l’ouvrage ainsi que, le cas échéant, des dispositifs empêchant la pénétration du poisson dans les canaux d’amenée et de fuite. […]*  *II- Les actes d’autorisation ou de concession peuvent fixer des valeurs de débit minimal différentes selon les périodes de l’année, sous réserve que la moyenne annuelle de ces valeurs ne soit pas inférieure aux débits minimaux fixés en application du I. En outre, le débit le plus bas doit rester supérieur à la moitié des débits minimaux précités.* »  Article R. 214-111-1 du code de l’environnement | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Plusieurs seuils sont utilisés dans la gestion de la ressource en eau (Débit Objectif d’Etiage (DOE), Débit Seuil Alerte (DSA) et Débit de Crise (DC)). Ils sont fixés sur un ensemble de points nodaux définis dans le SDAGE, des points nodaux complémentaires pouvant être ajoutés sur certains bassins par les SAGE concernés.  Sur le bassin de la Charente, les DOE et les débits de crise (DSA, DCR) s’appuient en général sur la connaissance de l’hydrologie naturelle du cours d’eau et des niveaux de prélèvements actuels. Le plus souvent, la détermination des valeurs de ces débits de gestion se fait à partir des débits caractéristiques d’étiages aux points nodaux.  Dans ce contexte, il peut être pertinent en certains points représentatifs pour l’enjeu piscicole de vérifier l’impact de la valeur du DOE ou des débits de crise sur les écosystèmes.  Garantir la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux passe par la préservation de l’habitat des espèces présentes dans le milieu aquatique : maintien des hauteurs d’eau, des vitesses d’écoulement et des substrats adaptés aux exigences ou préférences des espèces (voire de leurs différents stades de développement). Le débit minimal permettant de satisfaire ces exigences d’habitat peut être considéré comme le débit minimum biologique adapté aux espèces vivant dans le tronçon de cours d’eau concerné. Le DMB peut être défini comme « la quantité, la saisonnalité et la qualité des débits nécessaires à la durabilité des écosystèmes d'eau douce et estuariens ainsi qu'aux besoins et au bien-être des hommes qui dépendent de ces écosystèmes » (Lamouroux et al. Soumis). | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  |
| Sans objet | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** |  |
| Sans objet | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Porteur :*** *EPTB Charente* | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition L’EPTB Charente est invité à conduire une étude afin de définir les débits minimum biologiques (DMB) des cours d’eau à l’étiage. Ces débits minimums biologiques sont étudiés sur les sous-bassins prioritaires suivants : Aume-Couture, Antenne, Né, Seugne.  Les résultats de l’étude sont soumis à validation de la CLE avant d’être portés à la connaissance du Préfet coordonnateur de bassin Charente. | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment*: Service de l’état, fédérations de pêche, ONEMA, EPCI ou leurs groupements compétents | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Aume-Couture, Antenne, Né, Seugne | |
| **Estimation financière** |  |
| Sans objet | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Action** |

#### Réviser, préciser, conforter les valeurs pertinentes de débits de référence, d’objectifs et de gestion de l’étiage sur le bassin Charente

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article L. 211-1 du code de l’environnement | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| L’un des objectifs du SDAGE Adour-Garonne sur le bassin de la Charente est de rétablir durablement l’équilibre quantitatif en période d’étiage. Celui-ci est évalué au travers d’indicateurs de mesure de débits, en certains points nodaux, comparés à des niveaux de référence induisant des mesures de gestion ou restriction des usages :   * Débit objectif à l’étiage (DOE) : débit moyen mensuel au-dessus duquel il est considéré que, dans la zone d’influence du point nodal, l’ensemble des usages est possible en équilibre avec le bon fonctionnement du milieu aquatique. * Débit de crise (DCR) : débit moyen journalier qui, lorsqu’il est atteint, implique que l’ensemble des prélèvements situés dans la zone d’influence du point nodal sont suspendus à l’exception de ceux correspondant aux exigences de santé, de salubrité publique, de sécurité civile et d’alimentation en eau potable.   Le PGE Charente fixe comme objectif de satisfaire les débits objectifs d’étiage (DOE) en moyenne 8 années sur 10 et de limiter la fréquence des restrictions d’usage sur les principales rivières du bassin. Il s’agit en effet d’assurer la coexistence « normale » des usages (prélèvements, rejets) et le bon fonctionnement des milieux aquatiques sur le bassin Charente.  Afin d’affiner la gestion sur le territoire et les sous-bassins, des Débits d’Objectifs Complémentaires (DOC) sont définis en appoint des DOE priorisés notamment sur les sous-bassins les plus déficitaires. Les DOE, DCR et DOC intègrent donc dans leur définition en un point l’ensemble des enjeux liés aux milieux et activités et usages qui leur sont liés.  En secteur eaux de transition et en mer du pertuis d’Antioche, la gestion quantitative doit s’appuyer sur des indicateurs environnementaux pertinents de ces écosystèmes comme il est préconisé dans le PGE. Mais la mesure des débits sur le fleuve Charente à l’approche de l’estuaire apparait particulièrement délicate en raison notamment d’influences maritimes, de manœuvres du barrage de St Savinien et des apports de nappes à l’aval. | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  |
| Disposition 11 ; 47 ; 49 ; 50 | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** |  |
| Disposition C3 : Définition des débits de référence | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Porteur :*** *EPTB Charente* | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition L’EPTB Charente est invité à établir un diagnostic hydrologique à partir des suivis des milieux aquatiques et des prélèvements en vue de :   * analyser les DOE, DCR et DOC existants et proposer le cas échéant leur évolution, notamment sur les sous-bassins suivants : Aume-Couture, Touvre, Antenne, Né, Seugne, Gère Devise et Arnoult. * étudier l’opportunité de nouveaux DOC, notamment sur les cours d’eau structurellement soumis aux assecs. * définir un débit d’objectif complémentaire à l’estuaire, en s’appuyant notamment sur des suivis de salinité, d’oxygène ou de dynamique du bouchon vaseux.   Les nouveaux objectifs proposés et les seuils de gestion associés sont portés en concertation puis soumis à la validation à la CLE avant transmission au Préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne, en vue de leur inscription au prochain SDAGE. | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : Service de l’état, fédérations de pêche, ONEMA, EPCI ou leurs groupements compétents, OPA, Agence de l’Eau Adour Garonne | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE, prioritairement : Aume-Couture, Touvre, Antenne, Né, Seugne, Gère Devise et Arnoult | | |
| **Estimation financière** |  |
| Sans objet | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Action** |

#### Définir des objectifs piézométriques

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d’évaluation et les modalités de détermination de l’état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l’état chimique des eaux souterraines. | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| L’hydrologie des cours d’eau du bassin Charente en période d’étiage dépend particulièrement des apports des nappes, en particulier des nappes d’accompagnement.  Le principe de valeurs de POE (Piézomètres Objectifs d’Etiage) est proposé dans le cadre du SDAGE : *« elles fixent la côte du niveau de la nappe au-dessus de laquelle sont assurés la coexistence normale des usages et le bon fonctionnement quantitatif et qualitatif de la ressource souterraine et des cours d’eau qu’elle alimente. Elle doit en conséquence être maintenue par une gestion à long terme des autorisations et des programmes relatifs aux prélèvements et aux autres usages. »*  Sur le même principe, des valeurs de POC (Piézomètre Objectifs Complémentaires) et de PCR (Piézomètre de Crise) peuvent être définis par analogie avec les DOC (Débits d’Objectifs Complémentaires) et les DCR (débits de Crise).  ZPF-ZOSLe périmètre du SAGE Charente est classé à XX % en Zones à Protéger dans le Futur (ZPF) dont YY% en Zones à Objectifs plus Stricts (ZOS) définies dans le SDAGE (préciser). L’Infratoarcien nord aquitain est particulièrement concerné…………….. Les ZPF sont des secteurs stratégiques qui doivent faire l’objet d’une politique publique prioritaire de préservation des ressources en eau utilisées aujourd’hui et dans le futur pour l’alimentation en eau potable. A l’intérieur de ces zones, des ZOS peuvent être définies. Dans ces zones où la ressource est utilisée aujourd’hui pour l’alimentation en eau potable, les objectifs de qualité plus stricts peuvent être définis afin de réduire le niveau de traitement pour produire de l’eau potable. | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  |
| Dispositions 48 et 54 | |

* Carte des ZPF et ZOS sur le bassin Charente

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** |  |
| Disposition C3 : Définition des débits de référence | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Porteur :*** *EPTB Charente* | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition Sur la base de l’état des lieux de l’ensemble des réseaux de suivi piézométriques existants, l’EPTB Charente est invité à définir des objectifs piézométriques en lien avec les objectifs débimétriques (DOE, DCR et DOC) des eaux superficielles. Des niveaux de gestion et des niveaux de coupure sont également précisés.  Ces objectifs et modalités de gestion sont soumis à validation de la CLE et proposés comme POE, POC et PCR au préfet coordonnateur de bassin.  Ils peuvent être utilisés pour suivre l’évolution des niveaux des nappes captives dans le cadre des ZOS et ZPF (*Cf.* carte avec ME concernées). | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *A minima* : Service de l’état, fédérations de pêche, ONEMA, EPCI ou leurs groupements compétents, Agence de l’Eau Adour Garonne, structures compétentes sur les eaux souterraines, BRGM | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Territoire concerné par la disposition** | |
| Périmètre du SAGE | | | |
| **Estimation financière** |  | |
| Sans objet | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Action** |

#### Analyser les volumes prélevables

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Protocole d’accord Chambres d’agriculture/Préfet de Région du 21/06/2011. | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Contexte** |  | |
| Les volumes prélevables sont définis afin de respecter le DOE en moyenne 8 années sur 10. Le bilan du PGE montre que cet objectif, couvrant ressources superficielles et souterraines, n’est globalement pas atteint, notamment hors secteurs réalimentés du fleuve. En effet, sur certains secteurs, les volumes autorisés restent supérieurs aux volumes prélevables.  Sur le bassin Charente Amont, le volume prélevable eaux superficielles acté est de 33,8 Mm3, sur Touvre-Karst de 9,16Mm3 et sur Charente-Aval 37,38 Mm3. Il existe une forte variabilité des objectifs entre les bassins avec des baisses de volumes attendues entre 0 (bassins à l’équilibre) et >50% (par exemple en Charente-Maritime). Les VP devaient être respectés en 2015 mais cette échéance a été jugée inatteignable pour plusieurs sous-bassins. Des délais ont été accordés jusqu’à 2017 voire 2021 pour les bassins ultra déficitaires avec des projets de retenues de substitution. (source : avenant PGE, 2015)  Néanmoins, même sur les cours d’eau où les volumes prélevables sont atteints, les premières années de suivis d’impacts sur les milieux font craindre le non-respect des objectifs quantitatifs en étiage. | | |
| **Lien interne SAGE** | |  |
| Disposition 11 ; 51 | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** |  |
| Sans objet | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Porteur :*** *EPTB Charente* | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition L’EPTB Charente est invité à réaliser une analyse du respect des DOE et l’évaluation de l’atteinte des volumes prélevables et de leurs incidences sur les milieux :   * sur les sous-bassins où des difficultés persistent pour atteindre les volumes prélevables aux échéances fixées : ils font l’objet d’une analyse approfondie pour en déterminer les origines. * sur les sous-bassins où les volumes prélevables sont atteints mais ne permettent pas de respecter les objectifs quantitatifs débimétriques ou piézométriques : ils sont identifiés et font l’objet d’une analyse présentée en CLE qui pourra statuer sur la nécessité de réviser ces volumes.   Les résultats de cette analyse sont présentés en CLE en vue le cas échéant de faire évoluer les volumes prélevables. | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : Service de l’état, fédérations de pêche, ONEMA, EPCI ou leurs groupements compétents, Agence de l’Eau Adour Garonne, structures compétentes sur les eaux souterraines, BRGM | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Respecter l’atteinte des volumes prélevables

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Sans objet | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Contexte** |  | |
| L’échéance pour que les volumes autorisés correspondent aux volumes prélevables était fixée à 2015, mais un report de délai a été accordé jusqu’en 2017 ou 2021 pour les sous-bassins ultra déficitaires de l’Antenne et de la Seugne. | | |
| **Lien interne SAGE** | |  | |
| Lien disposition 50 | | | |

* Tableau récapitulatif des volumes prélevables (bassin, VP, échéances)
* Carte d’objectif d’atteinte des volumes prélevables

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Etat* | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE confirme les objectifs de calendrier pour l’atteinte des volumes prélevables, précisé dans le tableau ci-dessous :   |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | | Bassin versant | Volume prélevable 2015 | Volume prélevable 2017 | Volume prélevable 2021 | | Antenne Rouzille |  | 4 200 000 | 2 150 000 | | Arnoult | 7 050 000 |  |  | | Bruant | 1 650 000 |  |  | | Charente aval | 14 280 000 |  |  | | Gère Devise | 2 750 000 |  |  | | Seugne |  | 9 600 000 | 5 700 000 | | Aume-Couture |  | 2 570 000 |  | | Né | 300 000 |  |  |   De plus elle souhaite que les volumes prélevables soient respectés dans les autorisations sur l’ensemble du bassin. Pour autant, les impacts du respect des volumes prélevables sur les objectifs quantitatifs en étiage doivent être suivis et évalués sur les cours d’eau et milieux aquatiques. | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : Service de l’état, fédérations de pêche, ONEMA, EPCI ou leurs groupements compétents, Agence de l’Eau Adour Garonne, structures compétentes sur les eaux souterraines, BRGM | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Préserver les ressources en eau stratégiques pour l’AEP

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | |  |
| Transposition du moratoire, CDH du 01 avril 1999 | | |
| **Contexte** |  | | |
| L'aquifère de l'Infra-Toarcien s'étend de part et d'autre du Seuil du Poitou, en s'enfonçant très vite sous le Bassin Parisien en direction du Nord-Est, et sous le Bassin Aquitain en direction du Sud-Ouest. Dans sa petite partie libre, il est fortement exploité. En devenant captif sous les marnes toarciennes et en s'approfondissant, son exploitation diminue fortement du fait de ces caractéristiques qui ne permettent de l'exploiter qu'à des fins géothermiques (en Charente-Maritime). Malgré ses fortes concentrations en fluor, il reste une ressource importante et un aquifère stratégique pour l'Alimentation en Eau Potable (seule ressource pour le département des Deux-Sèvres, une des 2 ressources les plus importantes avec le Turonien-Coniacien pour la Vienne et la Charente). Du fait de l'augmentation des forages agricoles, souvent de mauvaise qualité, et du contexte structural du Seuil du Poitou, l'Infra-Toarcien est mis en relation avec l'aquifère sus-jacent, le Dogger, qui présente souvent des teneurs élevées en nitrates (et pesticides), ce qui peut entraîner une dégradation de la qualité des eaux de l'aquifère.  En Charente, le département applique depuis 1999 un moratoire sur les nappes du Turonien et de l’Infra-Toarcien, afin de les réserver exclusivement à l’alimentation en eau potable. Toute autorisation de création de nouveaux forages autres que pour ces besoins est provisoirement suspendue. Une démarche similaire est engagée depuis 2000 en Deux-Sèvres et en Vienne, sur l’Infratoarcien.  En plus du moratoire, et conformément aux SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) des Agences de l'Eau des Bassins Loire Bretagne et Adour - Garonne, diverses études en vue d'établir un modèle de gestion sont entreprises actuellement afin de préserver les nappes de l'Infra-Toarcien et du Turonien-Coniacien, notamment pour l'eau potable. | | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Etat* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition Faute d’une connaissance suffisante du fonctionnement des nappes profondes du Turonien et de l’infra-toarcien et afin de préserver cette ressource stratégique pour l’alimentation en eau potable, la CLE recommande d’appliquer un principe de précaution conformément au moratoire acté en 1999. Le moratoire s’applique à toute nouvelle autorisation de forage ou de prélèvement dans cette ressource à l’exception des ouvrages destinés à l’observation ou l’eau potable. | | | | | | | | | |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Acteurs associés** |  | | |
| - | | | |
| **Territoire concerné par la disposition** | |
| Périmètre du SAGE | | | |
| **Estimation financière** | |  |
| - | | |

|  |
| --- |
|  **Objectif n° 16** : Développer les économies d’eau |

Les économies d’eau constituent une des orientations pour prévenir le manque d’eau en étiage. Les usages domestiques, particulièrement la production d’eau potable et l’irrigation pour l’agriculture constituent les deux cibles prioritaires pour développer les économies d’eau.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Prioriser l’usage de la ressource pour l’eau potable

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | | | |  | | | | | | | | | |
| Article R. 214-6 et suivants et R. 214-32 et suivants du code de l’environnement  Article L. 211-1 du CE prévoit que :  *« II- la gestion équilibrée doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l’alimentation en eau potable de la population. Elle doit également permettre de satisfaire ou concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences :*  *1° De la vie biologique du milieu récepteur, et spécialement de la faune piscicole et conchylicole ;*  *2° De la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations ;*  *3° De l’agriculture, des pêches et des cultures marines, de la pêche en eau douce, de l’industrie, de la production d’énergie, en particulier pour assurer la sécurité électrique, des transports, du tourisme, de la protection des sites, des loisirs et des sports nautiques ainsi que de toutes autres activités humaines légalement exercées*. » | | | | | | | | | | | | | |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | | |
| La ressource en eau pouvant être exploitée pour l’alimentation en eau potable est limitée à l’échelle du bassin versant et fait par ailleurs l’objet de problématiques en termes de qualité et de quantité. Elle est en effet également concernée par d’autres usages : agricoles (majoritaire), industriels, etc. qui peuvent l’impacter quantitativement et qualitativement et, avec elle, l’usage d’alimentation en eau potable. | | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | |  | | | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Etat* | | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition Sur le territoire du SAGE, la priorité d’usage de la ressource en eau est donnée à l’alimentation en eau potable. Toute augmentation des besoins pour l’alimentation en eau potable nécessite un ajustement des prélèvements des autres usages.  La CLE rappelle que dans le cadre d’autorisation ou renouvellements d’autorisation de prélèvements pour l’irrigation, et notamment celles dans l’Infra-toarcien, doivent tenir en compte des volumes substitués, conformément à la demande du SDAGE Adour Garonne.  Dans l’objectif d’assurer la satisfaction de l’usage AEP et la préservation de la qualité et de la quantité de la ressource en eau, l’OUGC et les syndicats d’eau potable mettent en place des échanges réguliers en associant les services de l’Etat et la structure porteuse du SAGE. La structure porteuse du SAGE est invitée à présenter annuellement en CLE un bilan de ces échanges. | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment :* Les services de l’état, la structure porteuse du SAGE, les OUGC, les syndicats d’eau potable, l’Agence de l’Eau Adour Garonne | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |
| **Estimation financière** |  |
|  | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Améliorer la connaissance des prélèvements d’eau pour diagnostiquer les économies potentielles

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Sans objet | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| La politique d’économies d’eau commence dans les milieux naturels où elle est prélevée : ressources superficielles (rivières, milieux aquatiques, etc.) et souterraines (nappes libres, nappes captives, etc.). Les préleveurs peuvent être classés selon trois catégories : les industriels (prélèvements directs en milieux peu importants sur le bassin Charente), les gestionnaires des réseaux pour l’eau potable et les irrigants agricoles. Ceci implique des opérations de communication et de sensibilisation ciblées vers ces différentes catégories de préleveurs d’eau dans les milieux naturels. Cependant les connaissances sont encore incomplètes sur le territoire du SAGE quant à l’ensemble des prélèvements (tous usages) réalisés qui nécessiterait une fiabilisation de la métrologie. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | | |
| Dispositions 9, 11, 53, 59, 61, | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | |  | | | | | | | |
| Disposition A9 ; C15  Disposition C14 : Généraliser l’utilisation rationnelle et économe de l’eau et quantifier les économies d’eau | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Structure porteuse du SAGE* | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition La structure porteuse du SAGE réalise un diagnostic global des prélèvements en priorité sur les secteurs concernés par les projets de territoire afin de mettre en évidence les potentialités d’économies par les différents préleveurs.  Les possibilités d’économies de prélèvements à la source (en puits, forage, cours d’eau, autres milieux aquatiques, etc.) sont évaluées. Les pertes en lignes dans les réseaux (distribution d’eau potable, etc…) constituent également des pistes d’économies d’eau à étudier.  Sur la base des retours d’expérience sur ces territoires prioritaires, des diagnostics complémentaires peuvent être menés sur les autres bassins déficitaires (notamment, Argence, Bonnieure et Nouère). | | | | | | | | | |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Acteurs associés** |  | | |
| - | | | |
| **Territoire concerné par la disposition** | | |
| Périmètre du SAGE | | | |
| **Estimation financière** | |  | |
| - | | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Mettre en œuvre des schémas directeurs d’alimentation en eau potable

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article L. 2224-7-1 du CGCT | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Contexte** |  | |
| Les réseaux d’alimentation en eau potable sur le périmètre du SAGE sont alimentés par des ressources (eaux brutes) en grande partie issues d’eaux souterraines et d’eaux superficielles du bassin Charente. Afin de satisfaire les demandes en termes de quantité et de qualité des usages, variables suivant les secteurs et les saisons, des mélanges d’eaux de différentes origines et des interconnexions sont mises en place. La planification de ces réseaux et des ressources exploitées s’appuie sur des schémas départementaux qui ne sont pas mis en cohérence à l’échelle du bassin versant. | | |
| **Lien interne SAGE** | |  | |
| Sans objet | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** |  |
| Disposition A15 ; A18 ; A36  Disposition A19 : Intégrer des scénarios prospectifs dans les outils de gestion | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Porteur :*** *Collectivités territoriales et leurs groupements compétents pour l’alimentation en eau potable* | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que les schémas directeurs pour l’Alimentation en Eau Potable soient mis en place et actualisés sur le bassin Charente de manière à assurer un partage cohérent de la ressource entre les territoires et d’anticiper l’effet des évolutions climatiques et démographiques.  Les schémas directeurs AEP mettent en évidence les ressources stratégiques à l’échelle du bassin versant, en tenant compte des aspects quantité, qualité et sécurité.  Les nappes captives du crétacé et du jurassique inférieur doivent être préservées vis-à-vis de l’enjeu d’alimentation en eau potable.  Des actions visant la sécurisation des réseaux d’adduction, la limitation des pertes et des surconsommations et la mise en place de systèmes d’économies existants sont notamment encouragées dans ces schémas.  La CLE souhaite suivre la mise en œuvre des schémas directeurs afin de pouvoir veiller à leur cohérence dans la prise en compte des objectifs du SAGE. | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| - | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Intégrer les capacités de la ressource en eau potable en amont des projets d’urbanisme

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | |  | |
| *En application de ces textes, les SCOT ou en l’absence de SCOT les PLU/PLUI ou les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le SAGE, dans un délai de 3 ans.* | | | |
| **Contexte** |  | |
|  | | |

Sur le littoral, la perspective d’un territoire peuplé d’1 million d’habitants à l’horizon 2030 et la gestion des pics de fréquentations touristiques interrogent les ressources disponibles. La pression quantitative sur le littoral a été aujourd’hui principalement anticipée, par l’appui sur différentes ressources de Charente maritime (fleuve Charente et nappes). Toutefois leur approvisionnement reste toujours pour partie dépendant de la sécurisation de la qualité des eaux brutes. Sur le reste du territoire du SAGE, les volumes prélevés pour l’alimentation en eau potable resteront stables en Charente et augmenteront en Charente – Maritime (tendance). De plus, les incidences du changement climatique à moyen et long terme sur les ressources mobilisables estiment une diminution de l’ordre de 6,5% des volumes disponibles sur l’année en Charente-Maritime.

Dans ce contexte d’augmentation des besoins en eau potable et de changement climatique, les documents de planification de l’urbanisme doivent anticiper les exigences futures et les difficultés potentielles d’approvisionnement en eau potable.

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  |
| Disposition 55 | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | |
| Disposition A15 ; A18 ; A36  Disposition A19 : Intégrer des scénarios prospectifs dans les outils de gestion | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Les collectivités compétentes pour la planification de l’urbanisme* | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition Les documents de planification de l’urbanisme (SCoT, PLUi, PLU…) intègrent la capacité d’alimentation en eau potable de leur territoire dans les projets d’aménagement et de développement durable du territoire. Pour ce faire, les services compétents sont invités à concerter les structures en charge de l’alimentation en eau potable sur leur territoire lors de l’élaboration ou de la révision de ces documents. Ils détailleront notamment :   * la disponibilité quantitative de long terme et en étiage (risque vis-à-vis de la continuité de l’approvisionnement) ; * la tendance sur la qualité de la ressource ; * la présence d’usages concurrents ; * la vulnérabilité climatique. | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| - | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Adapter et étendre conseil et suivis agronomiques et socio-économiques pour une agriculture en adéquation avec la ressource hydrique disponible

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Sans objet | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Le Plan de Gestion des Etiages (PGE) de la Charente indique la nécessité de soutenir la faisabilité d’évolution des systèmes de production agricole vers des systèmes plus économes en eau. Il prévoit en outre qu’au terme de chaque campagne, un diagnostic personnalisé soit proposé par les Chambres d’Agriculture aux irrigants présentant les consommations unitaires les plus élevées.  Dans la continuité de cette démarche et dans un contexte de changement climatique, la Commission Locale de l’Eau souhaite soutenir le développement de références agronomiques et socio-économiques adaptés et valorisés à l’échelle régionale ou interdépartementale, une extension et une meilleure efficience du conseil et des suivis dans l’ajustement des usages agricoles locaux à la ressource en eau disponible. | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  |
| Sans objet | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | |
| Disposition C14 : Généraliser l’utilisation rationnelle et économe de l’eau et quantifier les économies d’eau | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Organisations professionnelles agricoles* | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que les organisations professionnelles agricoles, en partenariat avec la structure porteuse du SAGE, pérennisent, développent et actualisent le suivi des pratiques agricoles en intégrant les enjeux du bassin Charente actuels et à venir, notamment vis-à-vis du changement climatique.  Dans cette optique, des travaux de recherche sont à développer et valoriser en tant que références (régionales ou interdépartementales) concernant l’adaptation de pratiques aux contextes hydrologique, agronomique et socio-économique du bassin Charente. Ces références sont à mobiliser dans le cadre du conseil pratiqué auprès de l’ensemble des irrigants par les OPA. De plus, des expérimentations (évolution des pratiques culturales et techniques d’irrigation) permettant de réaliser des économies d’eau et de limiter les prélèvements dans le milieu sont menées en priorité sur les secteurs concernés par les projets de territoire.  La CLE organise annuellement des instances d’échanges et de travail avec les OPA et les organismes de recherche. Ces rencontres ont notamment pour objectifs de rendre compte des avancées scientifiques, des retours d’expériences, des bonnes pratiques à valoriser, des potentialités de développement de filières adaptées sur le bassin Charente, etc. Elles ont aussi pour vocation de mettre en évidence des pistes de recherches appliquées transversales sur le bassin Charente, en réponse à des préoccupations de gestion locale. | | | | | | | | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Acteurs associés** |  | |
| - | | |
| **Territoire concerné par la disposition** | |
| Périmètre du SAGE | | |
| **Estimation financière** | |  |
|  | | |

|  |
| --- |
|  **Objectif n° 17** : Optimiser la répartition quantitative de la ressource |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Optimiser la gestion des ouvrages de Lavaud et Mas Chaban

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques et modifiant le code de l’environnement  Décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques | |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | |
| Les barrages de Lavaud (propriété de l’EPTB Charente) et de Mas Chaban (propriété du Département de la Charente) sont aménagés sur l’amont du bassin directement sur le cours de la Charente et de la Moulde, son affluent. L’EPTB Charente, en partenariat avec le Département de la Charente, assure la gestion et le suivi opérationnel du soutien d’étiage du fleuve Charente par les lâchers d’eau des ouvrages de Lavaud et Mas-Chaban. Ils ont pour fonction de soutenir les débits du fleuve en période d’étiage jusqu’au mois d’octobre. La gestion coordonnée des deux retenues permet de :   * Satisfaire en permanence l’alimentation en eau potable ; * Garantir un débit minimum de la Charente en amont d’Angoulême ; * Compenser les besoins en irrigation des 8 000 ha équipés autorisés par les services de l’Etat (en amont de Vindelle).   Ils sécurisent donc les différentes activités qu’elles soient économiques ou environnementales et contribuent à l’attractivité de l’axe Charente.  L’objectif principal inscrit dans le PGE est de satisfaire l’objectif sur les débits à Vindelle et à Beillant, permettant également de sécuriser le cours d’eau aval du fleuve ou du moins de ne pas exporter de déséquilibre vers l’aval. L’état des connaissances actuel démontre que les lâchés des barrages sont effectifs au-delà Vindelle, qui sert de point de référence pour la gestion des ouvertures (Etude de récupération des coûts durables, Eaucea 2016). | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | |
| Disposition n°11 | | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | |
|  | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *EPTB Charente* | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE réaffirme la nécessité d’un modèle global de bassin fiable et entretenu afin d’optimiser la gestion des barrages permettant aujourd’hui de satisfaire le DOE de Vindelle.  Les gestionnaires et propriétaires des barrages sont invités à mener une réflexion afin d’étendre la gestion actuelle avec des objectifs complémentaires plus en aval sur le fleuve et à mener une étude sur la récupération des coûts liés aux barrages afin d’assurer la pérennité et une gestion financière équilibrée des barrages de Lavaud et Mas-Chaban. De plus, les règles et modalités de gestion des lâchers d’eau intègrent également leurs impacts en aval immédiat des barrages vis-à-vis des milieux (phénomène d’incision du lit, …).  Le suivi de l’efficience et de l’ensemble des impacts de la gestion des barrages de Lavaud et Mas-Chaban sont valorisés au sein d’un tableau de bord global. Des bilans annuels et interannuels ainsi que des analyses prospectives sont présentés et débattus en CLE. | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : Département de la Charente, OUGC, services de l’état | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Mettre en cohérence les protocoles de gestion des Organismes Uniques de Gestion Collective du bassin

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article L. 211-3 du code de l’environnement  [Décret n°2007-1381 du 24 septembre 2007 relatif à l'organisme unique chargé de la gestion collective des prélèvements d'eau pour l'irrigation et modifiant le code de l'environnement](http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVO0751677D) | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Les Organismes Uniques de Gestion Collective (OUGC), conformément à l’article L. 211-3 du code de l’environnement, sont mis en place sur l’ensemble des secteurs en Zone de Répartition des Eaux du SDAGE Adour Garonne. Ces organismes contribuent à mettre en œuvre une gestion locale, opérationnelle et équilibrée de la ressource en eau. Ils doivent accompagner la baisse des volumes autorisés et produire une déclaration d’autorisation unique de prélèvement pour l’ensemble des volumes d’irrigation de leurs membres.  L’ensemble du bassin de la Charente est compris en ZRE. Trois OUGC sont en place :   * + Cogest’eau sur Charente amont   + L’association des irrigants du grand karst de La Rochefoucauld sur la Tardoire et ses affluents   + Saintonge sur Charente aval   Il est nécessaire d’assurer la coordination des prélèvements pour l’irrigation afin de réduire les probabilités de franchir les débits de crise et d’assurer des prélèvements en adéquation avec la dynamique fluviale et les différentes phases des cycles de vie des organismes aquatiques qui en dépendent | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  | | | | | | | | |
| * Carte n°XX : Les OUGC du bassin de la Charente | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | |  | | | | | | |
| Disposition C2 : Connaitre les prélèvements réels  Disposition C9 | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Structure porteuse du SAGE* | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que les Organismes Uniques de Gestion Collective de l'eau pour l'irrigation agricole du bassin Charente définissent des modalités de gestion qui intègrent le changement climatique et des mesures d’économies d’eau, dans le cadre d’une démarche cohérente à l’échelle du bassin.  La CLE recommande que les règles de gestion quantitative sur leur territoire intègrent l’ensemble des connaissances acquises dans le cadre du SAGE. La cohérence des modalités de gestion entre les différents OUGC et avec les objectifs du SAGE est recherchée. Des indicateurs de bassin sont définis et font l’objet de déclinaisons à l’échelle de chaque OUGC. Les mesures d’accompagnement associées à la gestion quantitative peuvent intégrer des outils de modélisation, des aménagements de versants et milieux aquatiques, etc.)  La CLE conseille que les plans de répartition annuels établis par les OUGC prennent en considération les zones sensibles définies dans le cadre des projets de territoire et souhaite que les synthèses annuelles lui soient transmises. L’analyse de ces plans de répartition doit permettre d’évaluer leurs impacts, y compris cumulatifs, sur la réduction des déficits quantitatifs et sur les milieux et les usages qui en dépendent. Dans la perspective du changement climatique, une approche interannuelle doit également permettre d’envisager les adaptations vis-à-vis de l’évolution des ressources à moyen et plus long terme. | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| - | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Encadrer et accompagner les Projets de territoires pour la création de réserve de substitution

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Instruction du Gouvernement du 04 juin 2015 relative au financement par les agences de l’eau des retenues de substitution | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte** |  |
| Les Projets de territoire, définis par instruction gouvernementale (4 juin 2015), ont pour objectif une gestion équilibrée de la ressource en eau, sans détériorer la qualité chimique et écologique des milieux aquatiques. Ils sont le fruit d’une concertation associant tous les acteurs du territoire. Ils ont pour objet de cadrer le financement par l’Agence de l’eau de la substitution de volumes prélevés dans les milieux en période d’étiage par des prélèvements en période de hautes eaux (hiver) pour alimenter des réserves dites « réserves de substitution ».  La création de ces dernières doit donc avant tout être affectée à la résorption des déficits et la compensation des prélèvements existants. Elle devra s’accompagner de mesures d’encadrement, de contrôle et d’animation importantes. Il s’agit de favoriser l’efficience de la substitution et permettre la préservation des milieux et la satisfaction de l’ensemble des usages de l’eau qui en dépendent. En outre, la préservation de la capacité de recharge des nappes souterraines et les effets du changement climatique sont à prendre en compte.  L’instruction gouvernementale du 4 juin 2015 prévoit que la CLE, étendue aux parties intéressées non membres de la CLE, constitue le comité de pilotage. Ainsi, la CLE Charente a décidé le 5 novembre 2015 d’être le cœur des comités de pilotage des projets de territoire. | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien interne SAGE** |  |
| Disposition 11 ; 12 ; 15 ; 25 ; 29 ; 54 ; 59 ; 61 | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | |  | | | | | | |
| Disposition D14 ; D15 ; C18  Disposition D13 : Connaitre et gérer les plans d’eau existants en vue d’améliorer l’état des milieux aquatiques | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Structures porteuses des projets de territoire* | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE, étendue aux parties intéressées non membres de la CLE, constitue le comité de pilotage des projets de territoire nécessaires à la création de réserves de substitution en complément des autres mesures d’amélioration de la quantité d’eau en période d’étiage.  La CLE délègue à des comités de territoire locaux comprenant des membres de la CLE et des acteurs de territoires concernés le soin d’assurer la concertation, l’évaluation et le suivi.  Les objectifs des projets de territoire doivent *a minima* préciser les niveaux d’ambition en termes de :   * Identifier les zones à enjeu dans lesquels la pression de prélèvement doit diminuer en priorité ; * Déterminer les secteurs qui doivent être substitués en priorité afin de maximiser l’impact positif sur les milieux ; * efficience hydraulique collective des réserves de substitution (partage de la ressource) ; * cohérence du périmètre hydrographique ou hydrogéologique avec les autres outils de gestion équilibrée de la ressource en eau ; * implication des usagers bénéficiaires dans les autres outils de gestion équilibrée de la ressource en eau ; * adaptation des modalités d’intégration / révision vis-à-vis d’éventuels nouveaux objectifs de gestion (révision des DOE, DOC, changement climatique) ;   Les mesures prévues dans le cadre des projets de territoire précisent également les modalités de :   * concertation de l’ensemble des acteurs du territoire potentiellement concernés en amont des projets ; * intégration des mesures menées sur le territoire dans le cadre de contrats multithématiques de bassin ou programmes de d’actions spécifiques (reconquête de la qualité de l’eau, de l’état des milieux aquatiques, etc.) * définition des mesures et secteurs pertinents complémentaires pour les économies d’eau ; * définition des mesures et secteurs pertinents complémentaires pour l’aménagement et la gestion des versants (éléments naturels : haies, zones boisées, zones tampon…,) participant au soutien d’étiage ; * définition des mesures et secteurs pertinents complémentaires pour la reconquête des milieux aquatiques (ripisylve, zones humides, bandes enherbées, zones tampon…) * remplissage des réserves prenant en compte les impacts cumulés sur les cours d’eau, notamment sur les secteurs à enjeux (captage pour l’AEP, risque d’assèchement local de cours d’eau, etc.)   In fine, les projets de territoire sont présentés à la CLE dont l’avis est motivé à partir des critères d’évaluation suivants :   * respect de l’ensemble des objectifs du SAGE Charente ; * transparence dans la gestion des prélèvements pour remplissage des réserves de substitution (bilan annuel du remplissage, suivi des indicateurs d’état des cours d’eau, etc.) ; * organisation solidaire du portage de l’ensemble des actions : aspects techniques et financiers (investissement et le fonctionnement) ; * suivi d’indicateurs de réalisation et d’efficacité. * Dans le cadre de la mise en œuvre des projets de territoire, la CLE assure le suivi et l’évaluation des actions engagées et des économies d’eau réalisées. | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : Agence de l’Eau Adour Garonne, services de l’état, OPA, collectivités territoriales ou leurs groupements compétents, association de protection de la nature, Fédérations de pêche, porteurs de programmes d’actions | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | | |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Mettre en place un arrêté cadre unique à l’échelle du bassin Charente

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l’eau en période de sécheresse | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Contexte** |  | |
| Le PGE précise que l’impact sur l’hydrologie des mesures de restriction issues des arrêtés sécheresse, se traduit par une réduction effective du déficit constaté en année sèche. Cependant, les mesures de police ne sont pas retenues comme moyen de gestion « normale ». Elles n’ont pas vocation à être utilisées systématiquement (moins d’une année sur cinq).  L’arrêté cadre actualisé chaque année, définit à l’échelle du bassin et pour chaque département les mesures de limitation ou de suspension des usages de l’eau. Il fixe les seuils d’alertes (débit ou niveau piézométrique) ainsi que les modalités et les mesures de restrictions associées. C’est pourquoi, la PGE Charente (interSAGE avec Boutonne) intègre un objectif d’harmonisation des modalités de gestion de crise à l’échelle du bassin versant (comprenant la Boutonne). | | |
| **Lien interne SAGE** | |  | |
| Sans objet | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** |  |
| Disposition A25 ; C21 | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Porteur :*** *Etat* | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite la mise en place d’un unique arrêté cadre sur le bassin versant de la Charente précisant les seuils et règles de mise en œuvre des mesures de limitation des usages, afin de garantir la cohérence et l’harmonisation des décisions entre départements. | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| OPA | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | | |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

## Gestion et prévention des intrants et rejets polluants

La gestion et la prévention des intrants et rejets polluants répondent principalement aux objectifs généraux suivants :

* Adéquation entre besoins et ressources disponibles en eau ;
* Bon état des eaux et des milieux aquatiques (quantitatif, chimique, écologique et sanitaire).

Le bassin de la Charente apparait au niveau national parmi les plus éloignés de l’objectif européen de bon état des masses d’eau. L’état des eaux est altéré par la présence de différents types de polluants. Les apports excessifs de nutriments et/ou de matières organiques déséquilibrent les milieux aquatiques et compromettent leur biodiversité et leur potentiel d’autoépuration. Des substances chimiques compromettent également le bon état de certaines masses d’eau. Ces différentes pollutions menacent de plus la qualité de ressources en eau dont dépend la pérennité de certains usages tels que production d’eau potable, pêches, aquaculture, loisirs nautiques, etc.

Différents types de pollutions peuvent être distingués en fonction des modalités d’apport dans l’eau et les milieux aquatiques :

* Les pollutions diffuses proviennent de toute la surface d'un territoire et sont transmises, par percolation à travers le sol ou ruissellement en surface, vers les nappes souterraines et les rivières et milieux aquatiques en surface. Les intrants (substances apportés aux terres et aux cultures) constituent des sources de pollutions diffuses pour les eaux et les milieux aquatiques (engrais, amendements, pesticides, activateurs ou retardateurs de croissance, etc.). Ils peuvent être d’origine agricole ou non agricole.
* Les pollutions ponctuelles proviennent de points de rejets identifiés (ou identifiables) de substances polluantes vers les nappes souterraines, rivières et milieux aquatiques en surface. Elles peuvent elles-mêmes être :
  + chroniques : permanentes ou épisodiques, connues ou prévisibles, susceptibles d’être très variables dans le temps ; c’est le cas des pollutions organiques, chimiques et microbiologiques liés aux eaux usées de différentes origines (domestique, industrielle, artisanale, portuaire, etc.) ;
  + accidentelles : imprévisibles (quant aux moments, aux lieux, aux circonstances, aux conséquences de l'accident, aux types de polluants et aux quantités déversées…).

Depuis les années 1970 :

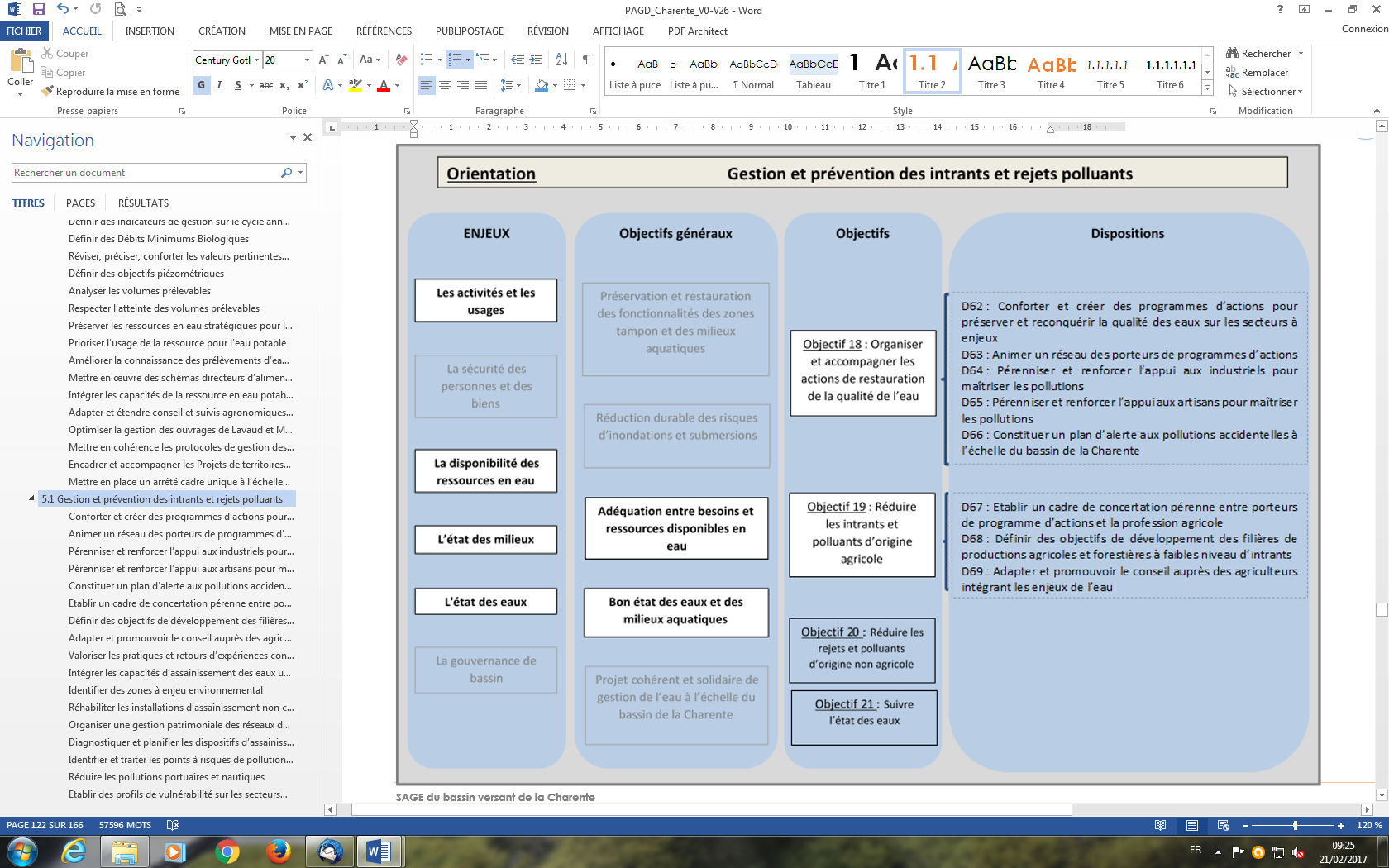
* une amélioration des rejets industriels et domestiques a globalement été observée, même si des pollutions chroniques peuvent encore être recensées ;
* les pollutions diffuses par les intrants (nitrates issus des engrais, pesticides, etc.) sont apparues, principalement sur les secteurs en grandes cultures du bassin ;

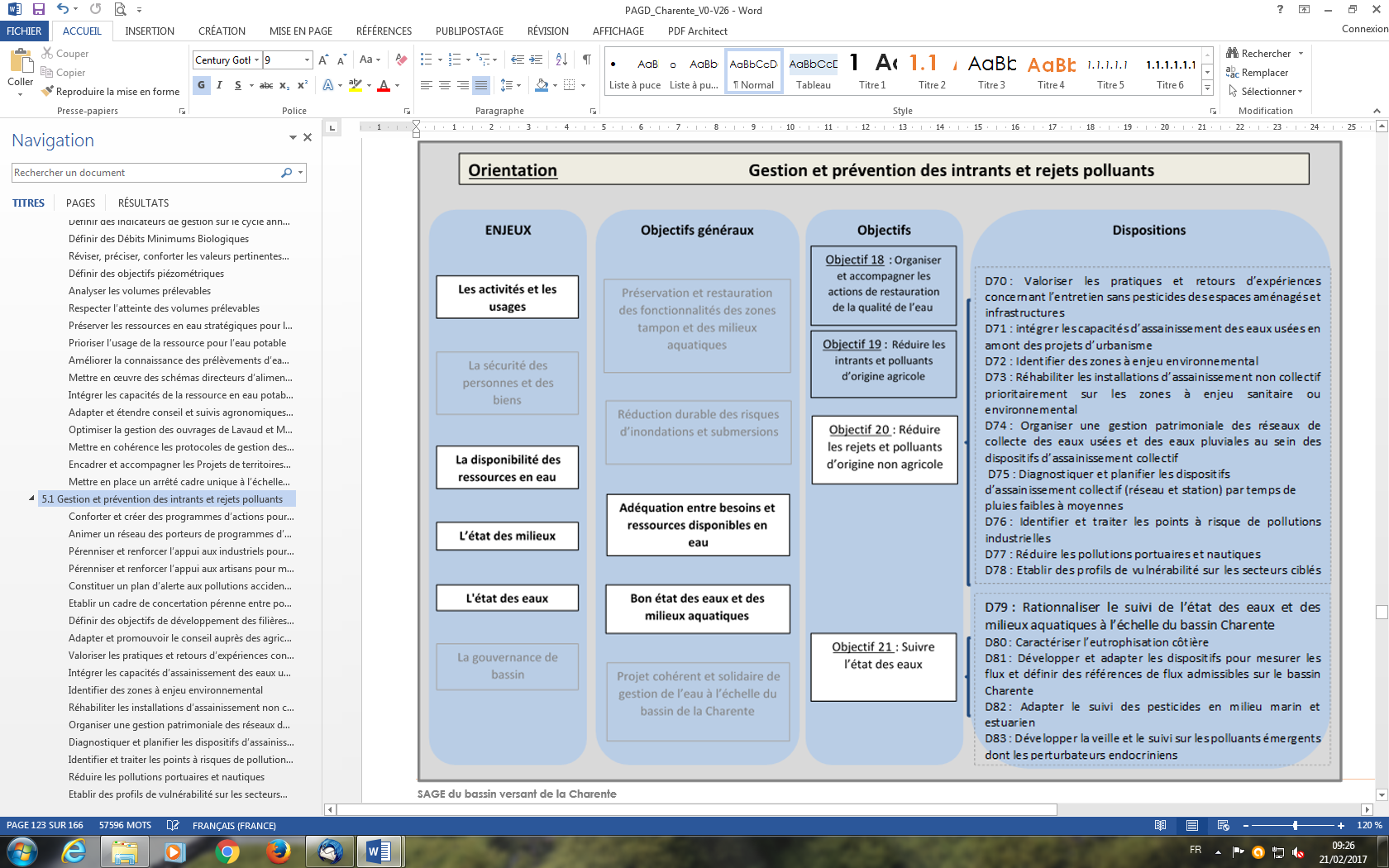
Les éléments de tendance montrent :

* un niveau de pressions polluantes suivies qui semble plus stable depuis les années 1990, en rivières et milieux aquatiques de surface comme en nappes souterraines ;
* le développement de démarches préventives avec une animation locale de programmes volontaires, en alternative aux couteux traitements curatifs ; ces démarches restent néanmoins souvent limitées géographiquement aux bassins d’alimentation de captages prioritaires pour la production d’eau potable ;
* une diversification des pressions de polluants potentiels dans les eaux et les milieux aquatiques, notamment concernant :
  + les pesticides : avec un cortège de molécules en constantes évolutions et des temps de rémanence importants dans les milieux ;
  + d’autres polluants émergeants potentiels : substances médicamenteuses, perturbateurs endocriniens, etc. ;
* les dispositifs de suivis de la qualité de l’eau en nappes souterraines, rivières et milieux aquatiques, ont été fortement développés au cours de ces dernières décennies avec l’évaluation des plans et programmes d’actions ; pour autant, certains paramètres restent appréhendés de façon partielle et avec peu de recul sur des chroniques récentes (pesticides) et d’autres ne sont actuellement pas ou très peu suivis (polluants émergents) ; de plus, la cohérence et la valorisation d’ensemble des suivis n’est pas systématique sur le bassin ;
* des impacts probables des changements climatiques sur les pressions et les transferts de polluants vis-à-vis des nappes souterraines, rivières et milieux aquatiques en surface.

Les dispositions du SAGE Charente concernant la gestion et la prévention des intrants et rejets polluants répondent à quatre objectifs :

* **Organiser et accompagner les actions de restauration de la qualité de l’eau**
* **Réduire les intrants et polluants d’origine agricole**
* **Réduire les rejets et polluants d’origine non agricole**
* **Suivre l’état des eaux et des milieux aquatiques**





|  |
| --- |
| 🞳 **Objectif n° 18**: Organiser et accompagner les actions de restauration de la qualité de l’eau |

La CLE souhaite que les territoires soient organisés de façon opérationnelle afin de diminuer l’usage et les transferts des intrants et polluants et prévenir des pollutions sur le bassin Charente.

Pour cela, elle réaffirme notamment l’intérêt des programmes d’actions volontaires pour la reconquête de la qualité de l’eau de type Programmes d’Actions Territoriaux – PAT, contrats territoriaux mono ou multithématiques, etc. Elle souhaite que ces outils opérationnels sur les territoires soient mobilisés pour l’atteinte des objectifs du SAGE Charente d’amélioration de l’état de l’eau et des milieux aquatiques, en lien avec les usages qui en dépendent. En s’appuyant sur les programmes de reconquête de la qualité de l’eau existants qu’elle entend consolider, elle souhaite favoriser le développement de ce type de dispositifs sur de nouveaux territoires. En développant une animation de réseau associant les porteurs de ces programmes sur le bassin Charente, elle ambitionne une cohérence d’ensemble pour une efficacité optimisée des programmes d’actions sur les territoires au regard des objectifs du SAGE Charente. De plus, la CLE souhaite également pérenniser et renforcer l’appui aux professionnels par les organismes consulaires et professionnels pour maîtriser le plus en amont possible les risques de pollutions. Enfin, complémentairement à l’organisation et à l’accompagnement des programmes préventifs, la CLE souhaite la constitution d’un plan d’alerte aux pollutions accidentelles sur le bassin Charente.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Conforter et créer des programmes d’actions pour préserver et reconquérir la qualité des eaux sur les secteurs à enjeux

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Directive européenne 91/676/CEE du 12 décembre 1991 : « Directive Nitrates »  Article L212-1 du Code de l’environnement  Articles R211-107 à 112 du Code de l’environnement  Article R114-1 à 9 du Code rural  Décret n° 2015-126 du 5 février 2015 relatif à la désignation et à la délimitation des zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole  Arrêté du 11 octobre 2016 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | |
| En complément du respect d’obligations réglementaires, des programmes d’actions volontaires de préservation et de restauration pérenne de la qualité de l’eau sont développés sur le bassin de la Charente, principalement sur les territoires à enjeu pour la production d’eau potable à partir de ressources stratégiques (captages prioritaires « Grenelle » ou territoires « Re-Sources ») et dans le cadre de certains contrats de bassin. Sur ces territoires, les avancées dans la lutte contre les pollutions, sont tangibles.  Néanmoins, les périmètres géographiques d’action de ces programmes seraient dans certains cas à préciser ou élargir sur des entités hydrographiquement cohérentes. En effet, ces programmes ne couvrent aujourd’hui qu’une part minoritaire du bassin de la Charente où la qualité de l’eau est dégradée. D’autres secteurs à enjeux impactés par des pollutions nécessiteraient également la mise en place de tels dispositifs sur le bassin de la Charente. C’est le cas sur les Zones à Préserver pour l'alimentation en eau potable dans le Futur (ZPF) et parmi elles, les ZOS (Zones à objectifs plus stricts) identifiées comme nécessitant des programmes pour réduire les coûts de traitement de l'eau potable [Agence de l’eau Adour-Garonne]. C’est également le cas sur d’autres secteurs à enjeux stratégiques soumis à de fortes incidences des pollutions sur les milieux et l’ensemble des usages qui en dépendent (pêche, aquaculture, biodiversité, etc.) :   * sous-bassins en zone vulnérable aux nitrates ; * sous-bassins les plus contributeurs aux risques d’eutrophisation des milieux aquatiques en eaux douces, eaux de transition ou eaux côtières ; * secteurs à enjeux stratégiques soumis à de fortes incidences des pollutions sur les milieux et l’ensemble des usages (hors production d’eau potable) qui en dépendent (pêche, aquaculture, biodiversité…). | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | |
| * Carte des programmes d’actions volontaires de préservation et de restauration pérenne de la qualité de l’eau sur le bassin de la Charente * Carte des ZOS et ZPF du bassin de la Charente * Carte des secteurs à enjeux stratégiques soumis à de fortes incidences des pollutions sur les milieux et l’ensemble des usages (hors production d’eau potable) qui en dépendent (pêche, aquaculture, biodiversité…) * Carte de la zone vulnérable aux nitrates du bassin de la Charente * Carte des sous-bassins les plus contributeurs aux risques d’eutrophisation des milieux aquatiques du bassin de la Charente * Tableau de synthèse des objectifs de qualité des eaux en fonction des enjeux vis-à-vis des usages stratégiques ciblés | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | |  | | | | | | |
| Dispositions B25 et B23  Disposition B24 : Préserver les ressources stratégiques pour le futur (ZPF) | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Collectivités territoriales et leurs groupements compétents* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE soutien la mise en œuvre de programmes d’actions de reconquête de la qualité des eaux engagés sur des secteurs à enjeux, notamment pour l’alimentation en eau potable.  La CLE encourage les collectivités territoriales et leurs groupements compétents, à initier la mise en place de tels programmes sur l’ensemble des secteurs à enjeux tels que les ZPF et les ZOS vis-à-vis de l’alimentation en eau potable, sur les autres secteurs à enjeux stratégiques (pêche, aquaculture, biodiversité, etc.), sur les sous-bassins en zone vulnérable aux nitrates et sur les sous-bassins les plus contributeurs aux risques d’eutrophisation des milieux aquatiques en eaux douces, eaux de transition ou eaux côtières.,  Il est recommandé que ces programmes soient définis ou révisés sur des périmètres d’actions hydrologiquement cohérents.  La CLE souhaite que les objectifs de qualité des eaux visés dans ces programmes soient *a minima* conformes aux seuils du bon état des masses d’eau, en application des objectifs de la DCE. Sur les territoires à enjeux spécifiques (AEP, eutrophisation, baignade, aquaculture, etc.), la CLE souhaite que les seuils de qualité des eaux définis réglementairement pour ces usages soient également respectés (*Cf.* Tableau de synthèse des objectifs de qualité des eaux en fonction des enjeux vis-à-vis des usages stratégiques ciblé)**.**  La CLE souhaite être consultée sur le contenu des programmes d’actions avant leur mise en œuvre et que des bilans mis en place lui soient présentés. | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : porteurs programme d’action de reconquête de la qualité de l’eau, Agence de la Biodiversité | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Animer un réseau des porteurs de programmes d’actions

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte règlementaire et législatif** |  |
| Sans objet | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | |
| Les programmes d’actions volontaires de préservation et de reconquête de la qualité de l’eau font l’objet de rapprochements fonctionnels et structurels par la mise en réseau de leurs animateurs. Ces réseaux permettent des mutualisations d’actions entre eux par le biais d’échanges et de retours d’expériences. Il s’agit de démarches le plus souvent informelles, dans le cadre de différents réseaux techniques et partenariaux.  Le réseau des animateurs du bassin Charente, notamment, animé par l’EPTB Charente, permet d’initier un rapprochement et une valorisation des actions menées sur cette thématique à l’échelle du bassin Charente et des sous-bassins concernés. Les travaux menés dans ce dernier restent informels et ne permettent pas d’assurer en l’état, une coordination optimisée et valorisée à l’échelle du bassin Charente et des sous-bassins.  L’animation des programmes d’actions et contrats territoriaux pour la gestion des intrants et rejets polluants doit être évaluée et partagée avec l’ensemble des porteurs. Ceci doit permettre de favoriser la cohérence d’ensemble pour une efficacité globale optimale au regard des objectifs du SAGE Charente. | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | |
| Disposition « Organisation » : réseaux d’échanges | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | |  | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Structure porteuse du SAGE* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que la structure porteuse du SAGE initie et accompagne la mise en œuvre des programmes d’actions de préservation et de reconquête de la qualité des eaux par la structuration et l’animation d’un réseau d’échanges à l’échelle du bassin Charente.  Pour répondre aux besoins sur le terrain, cette animation en réseau a vocation à permettre d’élaborer conjointement des outils et des démarches cohérents à l’échelle du bassin, pertinents et adaptables sur chaque sous-bassin. Sur la base de bilans croisés et partagés des programmes, les retours d’expérience positifs sont à valoriser dans ce cadre et des pistes d’amélioration peuvent être proposées. La CLE souhaite que celles-ci soient partagées et discutées au sein du réseau en vue d’ouvrir de nouvelles possibilités de mises en application localement. Des démarches de mutualisation sont également à développer, pour favoriser les économies d’échelle, la cohérence et l’efficience des actions menées sur le bassin Charente et ses sous-bassins. | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : les services de l’état, le Région, l’Agence de l’Eau Adour Garonne, les porteurs de programmes d’action | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Pérenniser et renforcer l’appui aux industriels pour maîtriser les pollutions

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article L. 512-11 du code de l’environnement | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| Les entreprises industrielles peuvent être à l’origine d’émission de rejets de polluants sur le bassin de la Charente.  La modélisation de l’impact des rejets industriels sur le bassin Charente fait apparaitre, à partir des données de 2007, l’impact des rejets industriels comme la 3ème origine principale du phosphore sur le grand bassin Charente (14%) derrière les effluents agricoles et d’eaux usées domestiques. Néanmoins, les performances épuratoires de l’industrie et des collectivités ont probablement évolué de façon significative depuis 2007. L’essentiel des rejets recensés correspond en nombre :   * pour l’essentiel, aux établissements vinicoles de l’aire d’appellation du Cognac :   + à 60% collectés traités et valorisés en unité de méthanisation de Saint-Laurent-de-Cognac ;   + à 40% épandus, le plus souvent après un stockage supérieur à 5 jours, et valorisés sur le plan agricole *via* des plans faisant l’objet d’autorisations administratives ; * dans une moindre mesure, à l’industrie angoumoisine (papeterie, électromécanique, explosifs, armement).   Toutefois, ces rejets restent pour l’instant très mal connus, notamment vis-à-vis d’impacts saisonniers et/ou cumulés des gestionnaires de l’eau [Diagnostic du SAGE Charente].  Certaines industries sont soumises à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l’Environnement (ICPE). Une prise en charge spécifique de ces effluents est souvent à envisager au cas par cas en amont des filières classiques d’assainissement. Leur mise en œuvre, dans le cadre d’approches préventives volontaires, implique un accompagnement au plus près des professionnels tel que celui proposé par certains organismes consulaires tels que les Chambres du Commerce et de l’Industrie (CCI) sur le bassin de la Charente. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Organisations professionnelles industrielles* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE encourage les organisations professionnelles et notamment les chambres du commerce et de l’industrie, à assurer auprès des professionnels qui leur sont affiliés et par secteur d’activité, un accompagnement technique et des conseils en vue de :   * sensibiliser aux enjeux du bassin de la Charente et sur l’impact des rejets des entreprises industrielles ; * rappeler les obligations législatives et réglementaires concernant les rejets industriels et artisanaux et leurs cycles de traitement via les filières d’assainissement ; * établir un diagnostic individuel avec les professionnels pour identifier les améliorations possibles ; * accompagner techniquement la mise en place de prétraitements et/ou raccordements aux réseaux de collecte adaptés ; * assister à la mise en place et la gestion de systèmes qualité (de type DTQS) ; * développer et animer une charte de bonnes pratiques. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : les services de l’Etat instructeurs des ICPE (DREAL) | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Pérenniser et renforcer l’appui aux artisans pour maîtriser les pollutions

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte règlementaire et législatif** |  |
| Article L. 512-11 du code de l’environnement | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| En dépit d’absence de références spécifiques en la matière sur le bassin, des entreprises artisanales peuvent, également être à l’origine d’émission de rejets de polluants sur le bassin de la Charente.  Certaines sont soumises à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l’Environnement (ICPE). Une prise en charge spécifique de ces effluents est souvent à envisager, passant notamment par la récupération pour traitement des effluents. Leur mise en œuvre, dans le cadre d’approches préventives volontaires, implique un accompagnement au plus près des professionnels tel que celui proposé par certains organismes consulaires tels que les Chambres des Métiers sur le bassin de la Charente. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Organisations professionnelles artisanales* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| **🡾 Enoncé de la disposition**  La CLE encourage les organisations professionnelles, et notamment les chambres des métiers, à assurer auprès des professionnels qui leur sont affiliés, et par secteur d’activité, un accompagnement technique et des conseils en vue de :   * sensibiliser aux enjeux du bassin de la Charente et sur l’impact des rejets artisanaux ; * rappeler les obligations législatives et réglementaires concernant les artisanaux et leurs cycles de traitement *via* les filières d’assainissement ; * établir un diagnostic individuel avec les professionnels pour identifier les améliorations possibles ; * accompagner techniquement la mise en place de prétraitements et/ou raccordements aux réseaux de collecte adaptés ; * assister à la mise en place et la gestion de systèmes qualité (de type DTQS) ; * développer et animer une charte de bonnes pratiques. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| *Notamment* : les services de l’Etat instructeurs des ICPE (DREAL) | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Constituer un plan d’alerte aux pollutions accidentelles à l’échelle du bassin de la Charente

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article L. 731-3 du code de la sécurité intérieure voir également articles R. 731-1 et suivants  Articles L. 741-1 et L. 741-2 du code de la sécurité intérieure  Article R. 125-11 du code de l’environnement  Articles L 218.42 à L 218.58 et article L 218.72 du code de l'environnement  Articles L 218.10 à L 218.31 du code de l'environnement  Décret n° 86-38 du 7 janvier 1986 relatif aux mesures de police à l'égard des navires pouvant causer une pollution marine accidentelle. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** |  | | | | | | | | | |
| Par définition, les pollutions accidentelles sont caractérisées par l'imprévisibilité sur : le moment, le lieu et les circonstances de l'accident, le type de polluant, la quantité déversée, ses conséquences à l’échelle du bassin de la Charente et de ses sous-secteurs. Lorsqu’elles surviennent une anticipation de tous les cas de figure prévus à l’avance et s’appuyant sur des dispositifs d’alerte pré-organisés et éprouvés peut permettre d’en limiter les impacts négatifs sur l’eau, les milieux aquatiques et les usages qui en dépendent.  L’organisation des secours, la prise en charge des populations, la sauvegarde des personnes, des biens et de l’environnement nécessitent une préparation en amont pour apporter la réponse opérationnelle la plus efficace possible en situation d’urgence (accident, catastrophes, sinistres, etc.) La planification de l’organisation de la réponse de sécurité civile (ORSEC) a pour objet de secourir les personnes, de protéger les biens et l’environnement en situation d’urgence [Ministère de l’Intérieur]. Il est décliné aux niveaux :   * Maritime : en mer, c’est le Préfet maritime qui assure la direction des opérations de secours et commande le dispositif ORSEC maritime au sein duquel un volet spécifique est dédié à la pollution maritime [Ministère de l’Intérieur] ; le secteur maritime du bassin de la Charente est intégralement situé en zone maritime Atlantique dont le siège est situé à Brest (29) ; * Zonal : lorsque les conséquences risquent de dépasser les limites ou les capacités d’un département, le préfet de zone de défense, voire le gouvernement, interviennent dans la conduite des opérations et coordonnent le dispositif ORSEC lorsque c’est nécessaire [Ministère de l’Intérieur] ; le bassin de la Charente est intégralement situé en zone Sud-Ouest dont le préfet coordonnateur est celui de la Gironde (33) ; * Départemental ; lorsque le problème concerne plusieurs communes, le préfet de département commande le dispositif ORSEC ; c’est également au niveau départemental que sont consignées les informations essentielles sur les risques naturels et technologiques majeurs (les risques liés aux pollutions n’y sont pas spécifiquement ciblés) au sein des Dossiers Départementaux sur les Risques Majeurs (DDRM) [Ministère de l’Intérieur] ; sur le bassin de la Charente, 6 plans ORSEC et 6 DDRM coexistent donc, sous l’égide des Préfets respectifs des départements de Charente (16), Charente-Maritime (17), Dordogne (24), Deux-Sèvres (79), Vienne (86) et Haute-Vienne (87).   Au niveau communal, le maire, acteur de la gestion d’un événement de sécurité civile, institue un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) pour organiser la mobilisation de la réponse de proximité. Le PCS peut éventuellement être complété par une Réserve Communale de Sécurité Civile(RCSC). C’est également au niveau communal que sont recensées les mesures de sauvegarde répondant aux risques naturels et technologiques majeurs sur le territoire de la commune (les risques liés aux pollutions n’y sont pas spécifiquement ciblés) au sein des documents d’information communaux sur les risques majeurs (DICRIM) [Ministère de l’Intérieur]. Le bassin de la Charente n’est que partiellement couvert par des PCS. De plus, comme pour le plan ORSEC (hormis au niveau maritime) ou dans le cadre des DDRM, les risques de pollutions n’apparaissent pas spécifiquement ciblés au sein des risques majeurs. Ils peuvent néanmoins être identifiés en phase d’enquête initiale sur la connaissance des risques locaux. Dès lors, le plan d’actions du PCS peut intégrer le traitement des pollutions accidentelles : alerte et information des populations, recensement des besoins, organisation communale, outils opérationnels, maintien du dispositif dans le temps, etc. Néanmoins les risques liés aux pollutions accidentelles sont généralement peu développés au sein des PCS sur le bassin de la Charente.    https://www.pigma.org/public/visualiseur/cartoreglementaire/  BD Gaspar (Gestion Assistée des Procédures Administratives relatives aux Risques naturels et technologiques) de la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR).  Des plans d’alerte spécifiques aux pollutions accidentelles ont été développés par des collectivités territoriales ou leurs groupements compétents sur les secteurs de l’agglomération d’Angoulême et les captages de Coulonge et de Saint-Hippolyte. L’ensemble de ces points de prélèvements sont directement sous la dépendance du fleuve Charente, qu’il s’agisse de sa nappe d’accompagnement ou de ses écoulements superficiels. Bien qu’il existe une continuité hydrologique dans la diffusion des pollutions d’amont en aval, ces dispositifs restent à l’heure actuelle indépendants les uns des autres, ne sont pas structurellement connectés ni coordonnés entre eux. De tels dispositifs sont préconisés par l’ARS concernant d’autres collectivités territoriales ou leurs groupements compétents en production d’eau potable, dont la ressource apparait fortement influencée par le fleuve, ses affluents et la nappe d’accompagnement. | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | |  | | | | | | | | |
| * Carte des PCS sur le bassin de la Charente * Carte : Carte des différents plans d’alerte vis-à-vis de la production d’eau potable recensés sur le bassin de la Charente | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | |  | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Collectivités territoriales et leurs groupements compétents* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que les risques de pollutions accidentelles fassent l’objet d’un plan d’alerte global, cohérent et coordonné à l’échelle du fleuve et du bassin de la Charente, associant les différents territoires interconnectés, notamment ceux à enjeux sanitaires : alimentation en eau potable, aquaculture (dont notamment la conchyliculture), baignade, etc. Sur les bases des plans locaux existants, l’EPTB Charente est invité à animer un groupe de travail avec les services de l’Etat en charge de la gestion des risques sanitaires et des risques majeurs, et les autres collectivités territoriales et leurs groupements compétents, en vue d’organiser un dispositif d’alerte et de gestion de crise des pollutions accidentelles cohérent à l’échelle du bassin Charente.  Ce dispositif a pour objet de :   * capitaliser les retours d'expérience (type de pollution, origines, gestion, impacts…) : * mutualiser les protocoles d’alerte et de gestion de crise existants à l’échelle du bassin dans le domaine de l’eau potable ; * organiser une alerte coordonnée à destination des services de l’Etat, des collectivités territoriales et leurs groupements :   + définition et modalités de mise en place (entretien d’un réseau d'alerte à l'échelle du bassin Charente, etc.) ;   + information et sensibilisation des habitants et partenaires de terrain pour émettre et diffuser au mieux et au plus vite l'alerte. * former des agents ciblés par les protocoles d’alerte.   Le plan d’alerte aux pollutions accidentelles a également vocation à être articulé avec les différents dispositifs ORSEC (niveaux départemental, zonal, maritime) et PCS (niveau communal). A cette fin, la CLE souhaite que les risques de pollutions accidentelles soient intégrés au sein des DDRM et des DICRIM concernés sur le bassin Charente. | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : Dreal Nouvelle-Aquitaine, Onema, ARS, SDIS, producteurs d’eau potable | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |
| --- |
| 🞳 **Objectif n° 19** : Réduire les intrants et polluants d’origine agricoles |

Les pollutions diffuses, importantes sur le bassin de la Charente, sont caractérisées par des origines généralement connues, dont une majeure partie est liée aux activités agricoles, mais pour lesquelles il est impossible de localiser des points de rejets. Pour limiter l’émission des substances polluantes (réduction des pollutions « à la source »), la stratégie du SAGE s’appuie notamment sur des mesures de diminution de l’emploi d’intrants polluants par les activités agricoles.

Pour cela, la CLE privilégie la concertation afin de créer des liens entre les opérateurs de la gestion de l’eau et les acteurs des filières agricoles. Dans ce cadre, la CLE soutient en particulier le développement de filières de production régionales à faible niveau d’intrants (élevage, biologique, de conservation, etc.), en lien avec une politique d’économie d’eau (*cf.* chapitre *5.5 gestion et prévention du manque d’eau à l’étiage*) pour développer et optimiser à large échelle des filières qui préservent la ressource en eau (*cf.* chapitre *5.1 Organisation, participation, communication des acteurs*).

Certaines Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) intègrent déjà en partie sur le bassin de la Charente, dédiés ces orientations dans leur conseil auprès des agriculteurs. Les retours sont positifs, notamment sur les territoires couverts de programmes d’actions volontaires de préservation et de restauration pérenne de la qualité de l’eau. Néanmoins, ces considérations restent hétérogènes en fonction des organisations et des secteurs couverts, avec des niveaux d’objectifs et de moyens inégaux vis-à-vis de la réduction de l’emploi des intrants et polluants d’origine agricole.

La CLE incite à mieux cerner les perspectives, les débouchés et les conditions de mise en œuvre en contexte charentais La valorisation des modalités de conseil adaptées aux différents cas de figure sur le bassin Charente doit s’appuyer non seulement sur le suivi des pratiques, mais aussi la poursuite des expérimentations permettant, entre autres, de mieux anticiper les effets des changements climatiques sur l’utilisation d’intrants et polluants d’origine agricole et leurs conséquence sur la qualité des eaux, des milieux aquatiques et des usages qui en dépendent sur le bassin de la Charente.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Etablir un cadre de concertation pérenne entre porteurs de programmes d’actions et la profession agricole

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Directive européenne 91/676/CEE du 12 décembre 1991 : « Directive Nitrates »  Article L. 211-2 du code de l’environnement  Articles R. 211-75 à R.211-85 du code de l’environnement | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| La limitation de l’usage des intrants à l’origine des pollutions diffuses implique des adaptations ou modifications structurelles des exploitations agricoles qui les utilisent. Cela nécessite un partenariat fort entre gestionnaires de l’eau et des milieux aquatiques et la profession agricole autour d’objectifs qui conjuguent performance environnementale (limitation d’emploi des intrants) et performance agronomique et économique des productions.  Des rapprochements ont été initiés entre porteurs de programmes d’actions volontaires de préservation et de reconquête de la qualité de l’eau (dits programmes « eau ») et porteurs de programmes d’actions sur les sites Natura 2000 (dits programmes « biodiversité »). En effet, les enjeux fondateurs de ces différents types de programmes apparaissent imbriqués et convergents entre eux : la qualité de l’eau servant la biodiversité des milieux aquatiques. Sur le modèle de ces territoires pionniers, la valorisation et l’extension de ce type de partenariat entre programmes « eau » et programmes « biodiversité » en termes d’ambitions, modalités d’actions et de territoires couverts est souhaitable. Elle doit permettre plus de cohérence et d’efficience des actions menées pour la limitation de l’emploi des intrants et polluants d’origine agricole sur le bassin de la Charente.  Cette animation convergente sur les territoires entre programmes « eau » et « biodiversité » doit permettre d’accompagner plus efficacement la profession agricole, *via* les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA), vers des évolutions structurelles des systèmes agricoles vers des modèles économiquement viables qui préservent la qualité de l’eau.  Le bassin de la Charente constitue non seulement une échelle cohérente d’un point de vue hydrographique, mais aussi pertinente de par son niveau interdépartemental pour valoriser, mettre en réseau et créer des partenariats fonctionnels et efficaces entre les professionnels agricoles et les acteurs de la gestion de l’eau. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition 6 : « Faciliter les coopérations avec les professionnels agricoles pour une meilleure intégration des enjeux de l’eau et des milieux aquatiques » | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Disposition B9 | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *structure porteuse du SAGE Charente* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que soit favorisée l’appropriation par la profession agricole des enjeux liés à la qualité de l’eau induisant l’objectif de réduire les intrants et polluants d’origine agricole sur le bassin Charente et de ses sous-bassins concernés.  Pour ce faire, la structure porteuse du SAGE établit et anime une concertation structurée et régulière associant :   * des référents parmi les agriculteurs et leurs représentants consulaires ou au sein d’organisations professionnelles du bassin ; * les porteurs de programmes d’actions volontaires locaux sur le bassin :   + de préservation et de reconquête de la qualité de l’eau ;   + de protection de la biodiversité ; * des référents parmi les autres acteurs socio-économiques dépendants de la qualité de l’eau sur le bassin.   La CLE recommande que cette concertation s’appuie en particulier sur les réseaux d’échanges actifs, notamment à l’échelle des départements.  Cette concertation a pour but de développer des projets partenariaux opérationnels à bénéfices réciproques permettant notamment de réduire significativement l’usage d’intrants et polluants d’origine agricole. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : Organisations consulaires et professionnelles forestières et agricoles, Porteurs de programmes d’actions, représentants d’autres activités économiques (Cognac, conchyliculture, etc.), Associations de consommateurs, Associations de protection de la nature | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

#### Définir des objectifs de développement des filières de productions agricoles et forestières à faibles niveau d’intrants

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Sans objet | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| La plupart des modes d’exploitation forestière et d’élevage extensif sur le bassin sont à l’origine de très faibles niveaux d’intrants épandus. De plus, les zones de forêt et de prairies sont à l’origine de piégeage, de dégradation et d’épuration des polluants dans les transferts vers les milieux aquatiques.  Parmi les productions agricoles et viticoles, certaines sont plus économes dans l’emploi d’intrants, comme par exemple, certaines formes d’agriculture biologique, d’agriculture de conservation, d’agriculture raisonnée, etc. Par ailleurs, ces modalités de culture permettent généralement de diminuer les transferts des intrants vers les milieux aquatiques.  Le développement des productions forestières, de l’élevage extensif et des cultures à faible niveau d’intrants, pour être économiquement viable, nécessite une valorisation économique *via* des filières de transformation et de commercialisation adaptées aux potentialités sur le bassin de la Charente. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition 67 « Etablir un cadre de concertation pérenne entre porteurs de programmes d’actions et la profession agricole »   * Carte des secteurs à enjeux vis-à-vis de la qualité des eaux | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Disposition B9 et B14 | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *organisations consulaires, professionnelles forestières et agricoles* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que les organisations consulaires et professionnelles forestières et agricoles accompagnent le développement de filières agricoles à faibles niveaux d’intrants (notamment amendements azotés et traitements pesticides) prioritairement sur les secteurs à enjeux vis-à-vis de la qualité des eaux (carte X).  Cette démarche a pour objectifs :   * l’évaluation des débouchés économiques potentiels, notamment en local, avec le développement et la valorisation de productions du « terroir » sur le bassin de la Charente ; * la mise en évidence des besoins structurels et organisationnels nécessaires pour la valorisation économiques et la création de débouchés ; * la définition d’objectifs chiffrés de développement de filières, assortis de programmes d’actions identifiant les mesures d’accompagnement nécessaires. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : Structure porteuse du SAGE, Porteurs de programmes d’actions, représentants d’autres activités économiques (Cognac, conchyliculture, etc.), Associations de consommateurs, Associations de protection de la nature | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 🡾 Disposition n° |  | **Gestion** |

**Adapter et promouvoir le conseil auprès des agriculteurs intégrant les enjeux de l’eau**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Sans objet | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| Les pratiques agricoles sur le bassin Charente s’appuient en grande partie sur les soutiens et conseils apportés individuellement aux agriculteurs par les organismes consulaires et organisations professionnelles agricoles (OPA).  Le conseil agricole vise notamment à aider l’exploitant agricole à améliorer la quantité et la qualité de ses productions dans le cadre de l’ensemble de son environnement d’exploitation (ergonomie de son exploitation, conditions de travail, etc.). Le conseiller agricole réalise auprès de l’agriculteur une analyse de l’exploitation et un diagnostic des avantages et des difficultés afin de personnaliser ses conseils sur les plans technique, économique, juridique, comptable, social, etc. Le projet de développement présenté à l’agriculteur comprend également une estimation du coût, les objectifs à atteindre, le calendrier des opérations dont le conseiller agricole assure le suivi.  La stratégie développée par les OPA apparait déterminante vis-à-vis du type de conseil pratiqué pour répondre aux objectifs de rendement et de sécurisation des productions agricoles. Une stratégie privilégiant la vente de produits oriente vers un conseil minimal avec comme réponse « systématique » l’emploi d’intrants (fertilisation, pesticides, etc.). Au contraire, une stratégie privilégiant une approche globale combinant notamment agronomie et économie à l’échelle de chaque exploitation, oriente vers un conseil important différencié où l’emploi d’intrants sera diminué et dans certains cas supprimé au profit d’une valorisation du potentiel des sols à la parcelle par une technicité agricole plus adaptée. Ce second type de stratégie orientera donc *in fine* vers la diminution de l’emploi d’intrants et de polluants d’origine agricole et, plus globalement, répond de façon plus adaptée aux enjeux de l’eau.  Les programmes d’actions volontaires de préservation et de restauration pérenne de la qualité de l’eau sur les sous-bassins couverts, appuient déjà en grande partie leurs actions agricoles sur la valorisation de stratégies de conseil agricole global adapté aux enjeux de l’eau. Certaines OPA se positionnent déjà clairement dans cette évolution stratégique. Elles constituent sur le terrain un réseau efficace de diffusion des bonnes pratiques et retours d’expérience auprès des agriculteurs, notamment en matière de fertilisation et de protection des cultures, tout en limitant l’emploi d’intrants et de polluants d’origine agricole.  Des retours d’expérience ont permis de produire des documents de référence, supports de valorisation sur « les bonnes pratiques ». A titre d’exemple, sur le vignoble du Cognac, un guide « viticulture durable » a été rédigé par le Bureau National Interprofessionnel du Cognac (BNIC). D’autres actions en ce sens ont été menées par certains organismes consulaires et organisations professionnelles agricoles. La mise à jour, le renforcement et l’élargissement de ces éléments à l’ensemble des pratiques et territoires concernés devrait permettre d’établir des références de bonnes pratiques, et de déploiement sur le bassin de la Charente et ses secteurs sensibles.  Néanmoins, les initiatives en matière d’adaptation (y compris vis-à-vis des changements climatiques), valorisation et déploiement de modalités de conseil agronomique adapté aux enjeux de l’eau restent inégales, disparates et à valoriser globalement sur le bassin Charente. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition 69 | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Disposition B9 | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *porteurs de programmes d’actions* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| 🡾 Enoncé de la disposition La CLE souhaite que les porteurs de programmes d’actions volontaires de préservation et de reconquête de la qualité de l’eau, en lien avec la structure porteuse du SAGE, s’associent aux chambres d’agriculture et aux organisations professionnelles agricoles pour développer des stratégies de conseil auprès des agriculteurs adapté aux enjeux de l’eau et à la réduction de l’usage d’intrants (fertilisants et pesticides notamment) sur le bassin de la Charente.  La CLE recommande en particulier aux porteurs de ces programmes d’actions, en lien avec la structure porteuse du SAGE, sur les territoires concernés, de :   * sensibiliser, accompagner, former des opérateurs de conseil auprès des agriculteurs aux enjeux de l’eau (hydropédologie, mécanismes de transfert…) ; * produire et fournir aux opérateurs des supports techniques génériques pour une intégration dans le conseil auprès des agriculteurs des enjeux liés à l’eau sur le bassin et adaptés à chaque territoire de programme d’actions ; * diffuser et vulgariser auprès des opérateurs de conseil auprès des agriculteurs les conclusions des recherches, innovations et retours d’expérimentations agro-écologiques valorisables ; * préciser et adapter avec les opérateurs les modalités de conseil auprès des agriculteurs en fonction des cas et spécificités, tout en intégrant les contraintes réglementaires et les réalités techniques et économiques pour l’agriculteur ; * initier et accompagner les opérateurs du conseil auprès des agriculteurs dans l’organisation de démarches de progression du raisonnement des pratiques internalisées par les agriculteurs ; * inciter les opérateurs de conseil auprès des agriculteurs à produire des études de marché à l’échelon local pour identifier les débouchés des exploitations ; * suivre et évaluer la mise en œuvre des modalités de conseil agronomique et ses conséquences vis-à-vis notamment des enjeux de l’eau et de la réduction de l’emploi des intrants et polluants d’origine agricole.   La structure porteuse du SAGE anime les échanges entre territoires, valorise les retours d’expérience, mutualise les références et favorise l’extension des stratégies de conseil global auprès des agriculteurs sur l’ensemble des sous-bassins sensibles aux pollutions par les intrants et polluants agricoles du bassin Charente (carte X). | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Structure porteuse du SAGE, organisations consulaires et professionnelles et agricoles | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |
| --- |
| 🞳 **Objectif n° 20** : Réduire les rejets et polluants d’origine non agricoles |

Une partie des problèmes de qualité des eaux affectant le bassin de la Charente ne sont pas liées aux activités agricoles. Différents risques de pollutions non agricole sur le bassin de la Charente peuvent être identifiés :

* L’utilisation des pesticides pour l’entretien des espaces aménagés, des infrastructures, etc.

La loi Labbé interdisant l’utilisation des pesticides pour l’entretien de ces espaces, la plus-value du SAGE consiste à valoriser les pratiques et retours d’expériences concernant l’entretien sans pesticides des espaces aménagés et infrastructures les rejets issus de l’assainissement des eaux usées et des eaux pluviales.

* Les rejets issus de l’assainissement des eaux usées et des eaux pluviales

La question du choix du type de filière d’assainissement intervient souvent à la suite des choix et évolutions d’aménagement du territoire, notamment sur les secteurs de périurbanisation actuelle. Une partie des pollutions potentielles liées aux eaux usées pourrait être évités par cette intégration de cette question en amont de la planification de l’urbanisme.

Sur les secteurs ciblés en Assainissement Non Collectif (ANC), les zones à enjeu environnemental ne sont pas définies en dépit d’impacts potentiels des rejets sur les milieux qui restent à préciser. L’identification de ces zones, complémentairement aux zones à enjeu sanitaire, permettrait de prioriser et adapter les contrôles des installations ANC.

Sur les secteurs ciblés en assainissement collectif, les réseaux d’eaux usées peuvent faire l’objet de fuites, pertes ou débordements (par temps de pluie notamment) par les eaux pluviales, et ainsi engendrer des pollutions des milieux. Une gestion patrimoniale de ces systèmes de collecte permettrait de limiter les risques à ce niveau.

* Les impacts des activités industrielles et artisanales ;

Les eaux usées d’origine industrielle, artisanale, portuaire ou liées à la navigation, constituent des facteurs de risque de pollutions chroniques sur le bassin de la Charente.

Afin de consolider, pérenniser et parfaire les importantes avancées quantitatives et qualitatives de ces dernières décennies en termes de traitement, les systèmes d’assainissement sont à entretenir et à moderniser au regard de l’amélioration des connaissances sur les pollutions chimiques résiduelles et/ou émergentes. Cette démarche implique une connaissance à parfaire des rejets et de leurs exutoires, notamment industriels et artisanaux afin d’en améliorer le traitement.

* les incidences des installations et des activités portuaires et nautiques.

Enfin, les pollutions portuaires et nautiques peuvent également être à l’origine de pollutions chroniques sur le bassin de la Charente, et plus particulièrement la partie navigable du fleuve, et sur le littoral, les îles et le secteur maritime en pertuis d’Antioche. Leur réduction implique des compléter le diagnostic afin d’adapter l’accompagnement des gestionnaires vers la résorption des impacts sur les milieux et les usages qui en dépendent.

Pour lutter contre ce type de pollutions, la stratégie du SAGE s’appuie sur des mesures de :

* réduction des pollutions à la source : notamment via l’accompagnement et l’assistance aux collectivités et gestionnaires d’infrastructures) développées dans cette orientation ;
* limitation des transferts en favorisant les filtres naturels sur les versants (sols et zones tampon) développées dans l’orientation 5.2 « Aménagements et gestion sur les versants ».

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **🡾 Disposition n°** |  | **Gestion** |

**Valoriser les pratiques et retours d’expériences concernant l’entretien sans pesticides des espaces aménagés et infrastructures**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article L 253-7 du code dural et de la pêche maritime  Arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime  [Arrêté du préfet de la Charente](http://reduction-pesticides-poitou-charentes.fr/IMG/pdf/arrete_phyto_signe.pdf) du 17 avril 2009  [Arrêté du préfet de la Charente-Maritime](http://reduction-pesticides-poitou-charentes.fr/IMG/pdf/arreteprefectoral17.pdf) n°09-1576 du 21 avril 2009  [Arrêté du préfet des Deux-Sèvres](http://reduction-pesticides-poitou-charentes.fr/IMG/pdf/arrete_Phytos-79-vfinale-1.pdf) du 08 juin 2009  [Arrêté du préfet de la Vienne](http://reduction-pesticides-poitou-charentes.fr/IMG/pdf/arrete_234_17-86-79_util_produits_phyto.pdf) du 02 juin 2009  *A compléter avec 87 et 24* | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | | |
| La conception des espaces aménagés publics et privés influence les choix de modalités lors de leur entretien dont l’usage de pesticides. A partir du 1er janvier 2020, la loi Labbé interdit pour les personnes publiques l’utilisation des produits phytopharmaceutiques pour l’entretien des espaces verts, des forêts ou des promenades accessibles ou ouverts au public. En réponse à cette interdiction, Les mesures doivent être prises pour adapter l’entretien des espaces à gérer sans pesticides (y compris lors de leur conception) par les collectivités territoriales, leurs groupements compétents et autres gestionnaires publiques des espaces visés. | | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Dispositions B17 et B19 | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur****Personnes publiques visées par la loi Labbé* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | | |
| **🡾 Enoncé de la disposition**  La CLE souhaite que les personnes publiques visées par la loi Labbé, en lien avec la structure porteuse du SAGE, mettent en commun leurs pratiques et retours d’expériences concernant l’entretien sans pesticides des espaces verts, des forêts ou des promenades accessibles ou ouverts au public, et plus généralement des espaces et infrastructures aménagés publics et privés qu’ils ont à gérer, y compris la voirie routière et ferroviaire. Ces pratiques et retours d’expériences pourront aussi bien concerner :   * la gestion des espaces existants ; * le cadrage par les documents de planification de l’urbanisme pour l’aménagement d’espaces facilitant leur aménagement sans pesticides ; * les modalités mises en œuvre par les aménageurs d’espaces pour faciliter leur entretien sans pesticides.   La CLE souhaite qu’une valorisation des pratiques et retours d’expériences soit réalisée à l’échelle du bassin en s’appuyant notamment sur les bilans des documents de planification de l’urbanisme et des programmes d’actions de préservation et de reconquête de la qualité de l’eau à l’échelle des sous-bassins. | | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : structure porteuse du SAGE, collectivités territoriales ou leurs groupements compétents pour la planification de l’urbanisme, collectivités territoriales ou leurs groupements porteurs de programmes d’actions de préservation et de restauration pérenne de la qualité de l’eau | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **🡾 Disposition n°** |  | **Gestion** |

**Intégrer les capacités d’assainissement des eaux usées en amont des projets d’urbanisme**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| [Articles R. 2224-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006396163&cidTexte=LEGITEXT000006070633&dateTexte=20150824&oldAction=rechCodeArticle&fastReqId=778269983&nbResultRech=1) et [R. 2224-10 à R. 2224-17](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=D8C66CC38F77ADA82ACCEFE9C5D81D01.tpdila16v_2?idArticle=LEGIARTI000006396176&cidTexte=LEGITEXT000006070633&dateTexte=20150824) du code général des collectivités territoriales.  Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif  Articles L. 131-1, L. 131-3 et L. 131-7 du code de l’urbanisme :  *« En application de ces textes, les SCoT ou en l’absence de SCoT les PLU/PLUi ou les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le SAGE, dans un délai de 3 ans ».* | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| Les eaux usées domestiques font l’objet d’un assainissement avant rejet au milieu. Le choix du type d’Assainissement Non Collectif (ANC) / Assainissement collectif doit être adapté sur les territoires en fonction de l’importance des rejets, de la capacité épuratoire des milieux récepteurs et de la qualité de l’eau de leurs exutoires vis-à-vis des milieux aquatiques et des usages qui en dépendent.   * Sur les secteurs ruraux, faiblement densifiés, non soumis à des enjeux sanitaires ou environnementaux forts, les filières (traitant uniquement des matières en suspension et des matières organiques) apparaissent opportunes dans la mesure où les sols et les milieux récepteurs, non surchargés, disposent d’un pouvoir épuratoire final des eaux issues des eaux rejetées par les filières vis-à-vis des milieux aquatiques qu’elles rejoignent. Les installations en ANC sont soumises à des contrôles systématiques par les Services Publics d’Assainissement Non Collectif (SPANC - mis en place par les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents) lors de constructions nouvelles ou de ventes de propriétés existantes, et périodiques des installations existantes. * Sur les secteurs urbains, en revanche, plus fortement densifiés, la collecte des eaux usées pour un traitement en filière d’assainissement collectif avec station d’épuration apparaissent plus adaptés dans la mesure où les traitements peuvent être plus poussés et diversifiés (pouvant notamment pour traiter des matières phosphorées) et où le rejet peut généralement se faire directement en cours d’eau ; ce dernier disposant non seulement d’un pouvoir épuratoire, mais aussi d’une capacité de dilution proportionnelle à l’importance de la rivière ou du fleuve. Les installations en assainissement collectif sont également soumises à des contrôles par les gestionnaires (collectivités territoriales ou leurs groupements compétents ou leurs exploitants) et les services de police de l’eau de l’Etat.   Néanmoins, ce sont généralement des critères de capacité technique ou financière qui sont déterminants dans les choix de filières retenus sur les territoires au sein des schémas d’assainissement des collectivités territoriales et de leurs groupements compétents. Ainsi, sur les secteurs périurbains, faiblement densifiés, c’est l’ANC qui est ciblé : aucun système de collecte et de traitement en assainissement collectif, n’est envisagé ni techniquement ni financièrement. Or, certains de ces secteurs sont aujourd’hui soumis au phénomène de périurbanisation avec étalement urbain. Dès lors, pour répondre aux nouveaux besoins d’assainissement liés à cette densification urbaine, le maintien de l’orientation vers des filières d’ANC reste souvent un choix par défaut. En conséquence, la densification de ces rejets unitaires de l’ANC peut entrainer, par effet cumulatif, une saturation des capacités de tamponnage et d’épuration des sols, des milieux récepteurs et des exutoires communs. Par-delà même la conformité de chaque installation ANC évaluée individuellement, une densification importante des rejets de ces filières, peut impacter l’état de l’eau, des milieux aquatiques et des usages qui en dépendent. Ainsi, par exemple, des rejets densifiés de l’ANC sur certaines masses d’eau continentales, peuvent contribuer à enrichir les écosystèmes en aval en phosphore, responsable de l’eutrophisation des milieux aquatiques.  C’est donc en amont lors de la planification urbaine qu’il est pertinent de questionner le type et les modalités d’assainissement des eaux usées afin de limiter les risques d’impacts sur l’état de l’eau, des milieux aquatiques et des usages qui en dépendent. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| * Carte : Zonage des secteurs sensibles à la périurbanisation et à l’étalement urbain * Carte : Zonage des milieux aquatiques sensibles à l’eutrophisation | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Disposition B4 : Promouvoir l’assainissement non collectif là où il est pertinent | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *collectivités territoriales et leurs groupements compétents en planification de l’urbanisme* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| **🡾 Enoncé de la disposition**  Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents, à l’occasion de l’élaboration ou de la révision d’un document de planification d’urbanisme (SCoT, en l’absence de SCoT, PLUi, PLU, carte communale), s’assurent que leurs orientations soient compatibles avec une gestion équilibrée de la ressource en eau et avec les objectifs de protection des milieux aquatiques, notamment vis-à-vis de l’eutrophisation, plus particulièrement sur les secteurs de périurbanisation et d’étalement urbain.  La CLE souhaite, en particulier sur ces secteurs, que le choix d’un zonage ANC, en cas de densité limitée, soit considéré à l’échelle globale des exutoires, en intégrant les effets cumulés des rejets et leurs impacts sur l’état de l’eau, des milieux aquatiques et des usages qui en dépendent ; à défaut de possibilité d’ANC convenable sur un secteur, la CLE suggère qu’une solution *via* une filière d’assainissement collectif soit recherchée.  Par ailleurs la CLE souhaite que les documents de planification démontrent l’adéquation entre le potentiel de développement des territoires et la capacité effective de collecte et de traitement des systèmes d’assainissement des eaux usées vis-à-vis des impacts sur les milieux récepteurs.  La CLE souhaite que les développements envisagés ne soient réellement planifiés que si les capacités épuratoires sont suffisantes, voire programmées à court terme.  Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents sont invités à consulter en amont de la planification urbaine les autorités compétentes en matière d’assainissement (services de l’Etat ou des collectivités territoriales ou leurs groupements compétents) afin d’éviter de bloquer les projets de développement. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : Collectivités en charge de la collecte et du traitement des eaux usées, SPANC, SATESE, structures relais et d’accompagnement pour l’assainissement | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **🡾 Disposition n°** |  | **Gestion** |

**Identifier des zones à enjeu environnemental**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| [Articles R. 2224-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006396163&cidTexte=LEGITEXT000006070633&dateTexte=20150824&oldAction=rechCodeArticle&fastReqId=778269983&nbResultRech=1) et [R. 2224-10 à R. 2224-17](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=D8C66CC38F77ADA82ACCEFE9C5D81D01.tpdila16v_2?idArticle=LEGIARTI000006396176&cidTexte=LEGITEXT000006070633&dateTexte=20150824) du code général des collectivités territoriales.  Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif  Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| Sur le bassin de la Charente, essentiellement rural, les filières d’Assainissement Non Collectif (ANC) sont très présentes. Les dispositifs de traitements individuels ou semi-collectifs font l’objet d’agréments ministériels suivant certains critères.  Néanmoins, les agréments des filières ANC ne prennent pas en compte le traitement de l’ensemble des polluants potentiels pour les milieux aquatiques (rejets minéraux, bactériologiques, etc.). Les pollutions qui peuvent en résulter sont susceptibles d’impacter significativement sur le bassin de la Charente des :   * zones à enjeu sanitaire :   + périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un captage public utilisé pour la consommation humaine dont l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique prévoit des prescriptions spécifiques relatives à l'assainissement non collectif ;   + zone à proximité d'une baignade dans le cas où le profil de baignade, établi conformément au code de la santé publique, a identifié l'installation ou le groupe d'installations d'assainissement non collectif parmi les sources de pollution de l'eau de baignade pouvant affecter la santé des baigneurs ou a indiqué que des rejets liés à l'assainissement non collectif dans cette zone avaient un impact sur la qualité de l'eau de baignade et la santé des baigneurs ;   + zone définie par arrêté du maire ou du préfet, dans laquelle l'assainissement non collectif a un impact sanitaire sur un usage sensible, tel qu'un captage public utilisé pour la consommation humaine, un site de conchyliculture, de pisciculture, de cressiculture, de pêche à pied, de baignade ou d'activités nautiques.   Le zonage des enjeux sanitaires reste à finaliser et harmoniser sur le bassin de la Charente en intégrant les priorités spécifiques à certains secteurs et à certains usages (production d’eau potable, productions conchylicoles, baignade, etc.).   * zones à enjeu environnemental : identifiées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), démontrant une contamination des masses d'eau par l'assainissement non collectif sur les têtes de bassin et les masses d'eau ; le SDAGE Adour-Garonne n’identifie pas de zone à enjeu environnemental. L’identification dans le cadre du SAGE Charente nécessite :   + la précision de la notion de « risque avéré » établi sur la base d'éléments probants (études, analyses du milieu, etc.) qui démontrent l'impact du rejet ANC sur l'usage en aval ou sur le milieu ;   + la proposition d’une délimitation des zones à enjeu environnemental sur le périmètre du SAGE Charente ;   + l’adoption d’arrêtés préfectoraux spécifiques délimitant sur chaque département les zones à enjeu environnemental.   Les zones à enjeu sanitaire et à enjeu environnemental à établir ou finaliser constituent potentiellement les bases communes pour une priorisation des actions des SPANC sur le bassin Charente dans la réalisation des diagnostics et l’orientation des choix de dispositifs d’assainissement adaptés pour limiter les impacts sur les milieux aquatiques et des usages qui en dépendent. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition 73 : « Réhabiliter les installations d’assainissement non collectif prioritairement sur les zones à enjeu sanitaire ou environnemental » | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Structure porteuse du SAGE* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| **🡾 Enoncé de la disposition**  La structure porteuse du SAGE, en partenariat avec les collectivités territoriales et leurs groupements compétents porteurs de SPANC, l’Etat, l’Agence de l’eau Adour Garonne et les porteurs de programmes d’actions volontaires pour la préservation et de reconquête pérenne de la qualité de l’eau ou pour la protection des milieux aquatiques vis-à-vis des enjeux de biodiversité , est invitée à identifier les zones à enjeu environnemental sur le bassin de la Charente.  Les zones à enjeu environnemental sont alors prises en considération pour prioriser les actions de mise en conformité des équipements d’assainissement non collectif. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : collectivités territoriales et leurs groupements compétents porteurs de SPANC, l’Etat, l’Agence de l’eau Adour Garonne et les porteurs de programmes d’actions volontaires pour la préservation et de reconquête pérenne de la qualité de l’eau ou pour la protection des milieux aquatiques vis-à-vis des enjeux de biodiversité, structures relais et d’accompagnement pour l’assainissement | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **🡾 Disposition n°** |  | **Gestion** |

**Réhabiliter les installations d’assainissement non collectif prioritairement sur les zones à enjeu sanitaire ou environnemental**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| [Articles R. 2224-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006396163&cidTexte=LEGITEXT000006070633&dateTexte=20150824&oldAction=rechCodeArticle&fastReqId=778269983&nbResultRech=1) et [R. 2224-10 à R. 2224-17](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=D8C66CC38F77ADA82ACCEFE9C5D81D01.tpdila16v_2?idArticle=LEGIARTI000006396176&cidTexte=LEGITEXT000006070633&dateTexte=20150824) du code général des collectivités territoriales.  Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif  Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| Les installations d’Assainissement Non Collectif (ANC) sont susceptibles d’impacter les milieux récepteurs (polluants potentiels non traités, effets cumulatifs sur certains milieux, etc.) et de participer à la dégradation de certains milieux aquatiques et de certains usages qui en dépendent. Il s’agit en outre de l’essentiel des filières de traitement sur le territoire rural et périurbain qui représente la majeure partie du bassin de la Charente. Les Services Publics d’Assainissement Non Collectif (SPANC), portés par les collectivités locales, en contrôlent la conformité.  Néanmoins, les agréments des filières ANC ne prennent pas en considération les émissions de tous les polluants potentiels pour les milieux aquatiques : seuls les abattements vis-à-vis des particules en suspension et des matières organiques sont considérés.  Les interventions des SPANC doivent être priorisées sur les zones à enjeux sanitaires ou environnementaux du bassin de la Charente. Les modalités techniques de contrôle et de préconisations des SPANC doivent y intégrer, en complément de la conformité du rejet, les critères d’impacts, y compris cumulatifs, sur les eaux, les milieux aquatiques et les usages qui en dépendent. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition 72 : « Identifier des zones à enjeu environnemental » | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *SPANCs du bassin de la Charente* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| **🡾 Enoncé de la disposition**  La CLE souhaite que les SPANC priorisent leurs actions sur les zones à enjeu sanitaire ou environnemental.  Sur ces zones, les SPANC, dans le cadre de leurs modalités de diagnostic et de contrôle des installations ANC, sont invités, notamment sur les zones à enjeu sanitaire et sur les zones à enjeu environnemental, à :   * intégrer les indicateurs d’évaluation correspondant au secteur de rejet de l’installation ANC vis-à-vis du risque avéré démontrant l’impact sur l’usage en aval ou sur le milieu ; * constater si l'installation est incomplète, significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs ; * intégrer les effets cumulatifs des différents rejets d’ANC collectés à l’échelle de l’exutoire concerné ; * préconiser les filières ANC les plus adaptées y compris en fonction des spécificités des zones à enjeu sanitaire ou environnemental ; * adapter la détermination des délais de réalisation des travaux en cas de non-conformité de l'installation. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : l’Etat, l’Agence de l’eau Adour Garonne, la structure porteuse du SAGE, et les porteurs de programmes d’actions volontaires pour la préservation et de reconquête pérenne de la qualité de l’eau ou pour la protection des milieux aquatiques vis-à-vis des enjeux de biodiversité, structures relais et d’accompagnement pour l’assainissement | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **🡾 Disposition n°** |  | **Gestion** |

**Organiser une gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées et des eaux pluviales au sein des dispositifs d’assainissement collectif**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** | | | | | |  | | | | | | |
| Loi NOTRe du 7 août 2015 imposant le transfert obligatoire des compétences des communes vers les EPCI à compter du 1er janvier 2020  [Articles R. 2224-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006396163&cidTexte=LEGITEXT000006070633&dateTexte=20150824&oldAction=rechCodeArticle&fastReqId=778269983&nbResultRech=1) et [R. 2224-10 à R. 2224-17](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=D8C66CC38F77ADA82ACCEFE9C5D81D01.tpdila16v_2?idArticle=LEGIARTI000006396176&cidTexte=LEGITEXT000006070633&dateTexte=20150824) du code général des collectivités territoriales.  Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif | | | | | | | | | | | | |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | | | |
| Sur les secteurs ciblés en assainissement collectif, des réseaux d’eaux usées (réseaux d’assainissement) sont mis en place afin de collecter et faire transiter ces dernières vers des stations d’épuration qui en assurent le traitement avant rejet au milieu. Ces réseaux sont le siège de risques de départs directs d’eaux usées non traitées et potentiellement polluantes pour le milieu.  Leur surveillance, leur contrôle et leur entretien apparaissent donc nécessaires et impliquent une gestion patrimoniale. Il s’agit de maintenir en état, tout au long de son cycle de vie, pour optimiser le coût des opérations d’acquisition, d’exploitation ou de réhabilitation afin de fournir un niveau de service performant qui répond à la fois aux besoins et aux attentes et ce, en cohérence avec l’évolution des attentes des usagers, des technologies disponibles et du cadre règlementaire. Il s’agit donc de trouver un équilibre entre les performances de l’infrastructure, les risques encourus et les coûts à supporter par le service et l’environnement qu’il soit humain ou naturel (Guide ASTEE, « Gestion patrimoniale des réseaux d’assainissement »).  La gestion patrimoniale des réseaux constitue donc une solution pour éviter durablement des pollutions chroniques des eaux et milieux aquatiques du bassin de la Charente, notamment autour des pôles urbanisés sur le fleuve et sur le littoral où d’importants enjeux sont liés notamment à la production d’eau potable, au tourisme, à la conchyliculture ou la pêche.  La compétence en matière d’eau et d’assainissement comprenant l’aménagement, le contrôle et l’entretien des réseaux de collecte des eaux usées, est transférée vers les EPCI à compter du 1er janvier 2020. Ces dernières ont la possibilité d’assurer en régie ou de déléguer ces missions. Certaines collectivités territoriales ou leurs groupements compétents assurent auprès d’elles un Service d’Assistance Technique aux Exploitants de Stations d’Epuration (SATESE). | | | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | | | |
| Disposition n°12 « Caractériser le cheminement de l’eau (écoulements et transferts) »   * Carte des collectivités de plus de 2000 et plus de 5000 EH sur le périmètre du SAGE Charente * Carte : secteurs disposant de réseaux de collecte des eaux usées (unitaires et séparatifs) sur le périmètre du SAGE Charente * Carte : secteurs sensibles ciblés vis-à-vis d’impacts potentiels de fuites de réseaux d’eaux usées sur les milieux et usages qui en dépendent sur le périmètre du SAGE Charente | | | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *collectivités territoriales et leurs groupements compétents en assainissement collectif* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| **🡾 Enoncé de la disposition**  Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d’assainissement collectif sont invitées à mettre en place une gestion patrimoniale de leurs réseaux d’eaux usées et d’eaux pluviales. A cette fin, la CLE recommande d’inventorier les réseaux d’assainissement et de mettre en évidence les fuites des réseaux d’eaux usées sur le bassin Charente.  La CLE encourage les collectivités territoriales et leurs groupements compétents à identifier et remédier aux fuites desdits réseaux.  Une priorisation de ces inventaires est recommandée :   * sur les collectivités de plus de 2000 EH sur le littoral et de plus de 5000 EH hors littoral ; * sur les autres pôles urbains en assainissement collectif sur les secteurs sensibles vis-à-vis d’impacts sur l’état des milieux et usages qui en dépendent.   Sur la base de ces inventaires, une planification des travaux, interventions et renouvellements pour l’entretien des infrastructures de réseaux est encouragée.  Dans le cadre d’une gestion déléguée, la CLE recommande notamment aux collectivités territoriales et leurs groupements compétents de fixer des objectifs chiffrés dans leurs contrats de délégation. | | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment :SATESE, Etat | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **🡾 Disposition n°** |  | **Action** |

**Diagnostiquer et planifier les dispositifs d’assainissement collectif (réseau et station) par temps de pluies faibles à moyennes**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article 641 du code civil  Article L. 1331-1 du code de la santé publique  Articles R. 214-6 ou R214-32 du code de l’environnement  [Articles R. 2224-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006396163&cidTexte=LEGITEXT000006070633&dateTexte=20150824&oldAction=rechCodeArticle&fastReqId=778269983&nbResultRech=1) et [R. 2224-10 à R. 2224-17](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=D8C66CC38F77ADA82ACCEFE9C5D81D01.tpdila16v_2?idArticle=LEGIARTI000006396176&cidTexte=LEGITEXT000006070633&dateTexte=20150824) du code général des collectivités territoriales.  Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| La gestion des eaux pluviales constitue un enjeu important pour les collectivités, afin d'assurer non seulement la sécurité publique (prévention des inondations – Cf. orientation 5.4 du SAGE Charente), mais aussi la protection de l’environnement (site internet du Ministère de l’Environnement, de l’Energie et de la Mer). En effet, les eaux pluviales peuvent non seulement être support de transferts de polluants entraînés ou dissous le long de leur parcours sur les versants, mais aussi, par mélange avec issues des systèmes de collecte des eaux usées. Des pollutions chroniques peuvent être liées au mélange de ces eaux par temps de pluie.  L’arrêté de juillet 2015 précise que les solutions de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible sont étudiées afin de limiter les apports d'eaux pluviales dans le système de collecte. Néanmoins, la gestion des eaux pluviales, également impliquée dans les risques majeurs d’inondation, implique que soit prise en compte la notion de niveau de service : répondre de manière graduée à un ensemble de conditions pluviométriques, des pluies faibles aux pluies exceptionnelles (MEDD -CERTU, « la ville et son assainissement », 2003) :   * pluies faibles à moyennes (période de retour inférieure à 10 ans) : objectifs principaux de gestion de prévention et de maîtrise des risques de pollutions transférées par les eaux pluviales * pluies fortes à exceptionnelles (période de retour supérieure à 10 ans) : objectifs principaux de gestion de prévention et gestion des inondations.   Afin de limiter les risques de pollutions chroniques liés au mélange des eaux pluviales et des eaux usées, il importe que les systèmes de collecte soient conçus, contrôlés et entretenus en prévoyant des situations de pluies faibles à moyennes vis-à-vis des impacts sanitaires et environnementaux sur les exutoires, milieux aquatiques et usages qui en dépendent, prennent en compte.  Le système de collecte dans le cadre d’un assainissement collectif (ou réseau de collecte), est défini comme un réseau de canalisations (et ouvrages associés) qui recueille et achemine les eaux usées depuis la partie publique des branchements particuliers, ceux-ci compris, jusqu'au point de rejet dans le milieu récepteur ou dans la station de traitement des eaux usées (Arrêté du 21 juillet 2015). Il existe deux types de réseaux de collecte des eaux sur le bassin Charente :   * le réseau unitaire reçoit les eaux usées et les eaux pluviales ; ce système cumule les avantages de l’économie (un seul réseau à construire et à gérer) et de la simplicité (toute erreur de branchement est exclue, par définition), mais nécessitent de tenir compte des brutales variations de débit des eaux pluviales dans la conception et le dimensionnement des collecteurs et des ouvrages de traitement (site internet du C.I.EAU http://www.cieau.co) ; * le réseau séparatif composé de deux collecteurs séparés, un pour les eaux usées, un autre pour les eaux pluviales ; ce système a l'avantage d'éviter le risque de débordement d'eaux usées dans le milieu naturel lorsqu'il pleut ; il permet de mieux maîtriser le flux et sa concentration en pollution et de mieux adapter la capacité des stations d'épuration (site internet du C.I.EAU http://www.cieau.co). L’arrêté de juillet 2015 précise les contraintes techniques des dispositifs de collecte et de traitement des eaux usées en vue de prévenir de tout déversement vers le réseau pluvial.   La conception, le contrôle et l’entretien des réseaux de collecte sont déterminants pour éviter les pollutions chroniques des eaux et milieux aquatiques en zones sensibles, notamment :   * sous-bassins soumis à d’importants volumes potentiels d’eaux pluviales : pentes structurellement importantes, occupation du sol favorisant le ruissellement en surface, etc. ; * pôles urbanisés sur le fleuve et sur le littoral où d’importants enjeux sont liés notamment à la production d’eau potable, au tourisme, à la conchyliculture ou la pêche. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Ensemble des dispositions de l’orientation « Aménagements et gestion sur les versants »  Disposition 36 : « Identifier les secteurs d'intervention prioritaires pour le ralentissement dynamique »   * Carte des zones à prioriser (densité urbaine / zones à enjeux sanitaires | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Sans objet | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *collectivités territoriales et leurs groupements compétents en assainissement collectif et des réseaux de collecte* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| **🡾 Enoncé de la disposition**  Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d’assainissement collectif et des réseaux de collecte, sont invitées à réaliser un diagnostic des systèmes de collecte des eaux afin d’évaluer les potentiels dysfonctionnements des dispositifs d’assainissement collectif (en lien avec les stations d’épuration) par temps de pluies faibles à moyennes (période de retour inférieure à 10 ans), notamment sur les secteurs sensibles :   * sous-bassins soumis à d’importants volumes potentiels d’eaux pluviales : pentes structurellement importantes, occupation du sol favorisant le ruissellement en surface, etc. ; * pôles urbanisés sur le fleuve et sur le littoral où d’importants enjeux sont liés notamment à la production d’eau potable, au tourisme, à la conchyliculture ou la pêche.   La CLE souhaite que ce diagnostic identifie, en fonction du système de collecte des eaux (conception, entretien, gestion), les risques éventuels de mélange des eaux pluviales avec les eaux usées à l’origine de potentielles pollutions du milieu, dans les conditions de pluie faibles à moyennes. La CLE recommande que ce diagnostic s’appuie sur les données de surveillance des systèmes de collecte des eaux mis en œuvre, notamment, dans le cadre de la gestion patrimoniale des réseaux.  A partir des conclusions de ce diagnostic, la CLE souhaite que des actions soient planifiées en termes d’entretien, voire de réhabilitation ou de réfection partielle ou totale en vue de limiter les risques de pollutions par temps de pluie. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment :SATESE, Etat | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **🡾 Disposition n°** |  | **Gestion** |

**Identifier et traiter les points à risques de pollutions industrielles**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article R. 122-5 et R. 512-8 du code de l’environnement | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| Les rejets industriels importants sont généralement reliés à des filières d’assainissement collectif. En dépit d’importantes améliorations au cours des dernières décennies (amélioration des traitements avant rejets au milieu des matières en suspension, des matières organiques et oxydables, etc.), les rejets de certains d’entre eux (polluants spécifiques et/ou émergents, etc.) peuvent rester à l’origine de pollutions chroniques sur différents secteurs du bassin de la Charente.  Le dispositif national de Recherche des Substances Dangereuses dans l’Eau (RSDE) vise à renforcer la protection de l'environnement aquatique par des mesures spécifiques conçues pour réduire progressivement les rejets, émissions et pertes de substances prioritaires, et l'arrêt ou la suppression progressive des rejets, émissions et pertes de substances dangereuses prioritaires dans l'eau. Deux actions de recherche (en 2002 et 2009) ont été lancées au niveau national avec un objectif de réduction ciblée sur une liste de substances déclinée par secteur d’activité auprès des installations classées soumises à autorisation sur l’ensemble du territoire (site internet INERIS). Sur le bassin de la Charente, une liste prioritaire a été établie, visant 25 établissements à risque de pollutions chroniques. Néanmoins, il s’agit d’une liste minimale ciblant les installations les plus à risque à une échelle nationale.  Au niveau plus local du bassin de la Charente, d’autres installations classées, hors RSDE, peuvent également impacter l’état de l’eau, des milieux aquatiques et des usages qui en dépendent. Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une Installation Classée pour la Protection de l’Environnement (ICPE). Elles sont susceptibles de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains. Parmi elles, des industries sont soumises à un régime de déclaration (activités les moins polluantes et les moins dangereuses) ou d’autorisation (installations présentant les risques ou pollutions les plus importants). Pour ces dernières, l’Etat dispose non seulement des pouvoirs d’autorisation (ou refus d’autorisation), mais aussi de réglementation (imposer le respect de certaines dispositions techniques), de contrôle et de sanction d’une installation. [site internet du Ministère de l’Environnement, de l’Energie et de la Mer] | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| * Carte : Carte 25 sites prioritaires identifiés dans le cadre du dispositif RSDE sur le bassin de la Charente + ensemble des sites ICPE (potentiel au-delà des 25 RSDE) | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Disposition B6 | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Etat (DREAL + DDPP : Protection des Populations)* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| **🡾 Enoncé de la disposition**  La CLE souhaite que les services de l’Etat complètent l’inventaire des établissements à risque de pollutions chroniques (à partir de la liste RSDE) et précisent le type, la nature et l’intensité de leurs rejets pouvant impacter les eaux, milieux aquatiques et les usages qui en dépendent sur le bassin de la Charente.  La CLE recommande que les services de l’Etat, pour la réalisation de cet inventaire s’appuient sur la connaissance des acteurs de terrain (techniciens de rivière ou en charge des programmes d’actions, etc.).  Une fois que les ICPE à risque de pollutions chroniques ont été inventoriées, la CLE incite les services de l’Etat à établir, avec les gestionnaires des sites concernés et en partenariat avec les organismes consulaires (Chambres du Commerce et de l’Industrie, Chambres des métiers, syndicats professionnels, etc.), les préconisations techniques pour résorber les risques de pollutions. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : organismes consulaires (chambres du Commerce et de l’industrie, chambres des métiers, syndicats professionnels…), collectivités territoriales ou leurs groupements compétents | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **🡾 Disposition n°** |  | **Gestion** |

**Réduire les pollutions portuaires et nautiques**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Sans objet | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| Sur le domaine navigable du fleuve Charente et en mer du pertuis d’Antioche, différents types d’activités portuaires (plaisance, pêche, commerce nautisme) sont ponctuellement à l’origine de pollutions chroniques, notamment sur la partie navigable dont l’estuaire du fleuve Charente et sur le littoral de la mer du pertuis d’Antioche impactant les milieux et usages associés tels que :   * rejets d’eaux usées des utilisateurs depuis les bateaux notamment ; * rejets d’hydrocarbures notamment des bateaux à moteur ; * peinture antisalissure utilisées notamment pour l’entretien des bateaux et contenant des [biocides](https://fr.wikipedia.org/wiki/Biocide) destinés à empêcher les organismes aquatiques de se fixer sur la [coque](https://fr.wikipedia.org/wiki/Coque_%28bateau%29) des navires ou sur d'autres objets immergés ; * métaux traces, PCB ou autres polluants ayant pu s’accumuler dans les sédiments au cours du temps (pollutions anciennes) et susceptibles d’être remobilisés lors des dragages des ports, * etc.   Des bilans environnementaux ont été réalisés sur la plupart des ports littoraux ; la mise en œuvre des préconisations qui en résultent reste souvent à réaliser. Néanmoins, une telle démarche n’a pas été menée sur le fleuve. Une approche globale et intégrée sur l’ensemble du fleuve et sur la mer du pertuis d’Antioche reste à conduire pour une meilleure transparence, efficacité des actions menées en réalisant des économies d’échelles. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| * Carte : Différents types de ports et sites d’activités nautiques sur le bassin de la Charente et la mer du pertuis d’Antioche | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Disposition B32 : Inciter les usagers des zones de navigation de loisir et des ports de plaisance en eau douce à réduire leur pollution  Disposition B40 ; D11 | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Gestionnaires des ports* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| **🡾 Enoncé de la disposition**  La CLE souhaite que les structures gestionnaires des ports réalisent des audits des ports portant sur :   * les types de pollutions à identifier : eaux grises, déchets, hydrocarbures, métaux lourds activités nautiques (notamment en termes de gestion des eaux usées, carénages, etc.) ; * les modalités d’entretien dont le dragage ; * l’existence et le contenu d’un règlement intérieur ; * les mesures correctives prises contre les pollutions.   La CLE encourage les structures gestionnaires des ports à viser la labellilsation « pavillon bleu ».  La CLE souhaite être informée des audits et actions engagées.  La structure porteuse du SAGE assure la compilation et la valorisation des audits. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : l’Etat, les Départements gestionnaires des espaces publics fluviaux, le Parc Naturel Marin, les gestionnaires des ports et représentants des activités nautiques sur le fleuve Charente et en mer du pertuis d’Antioche | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **🡾 Disposition n°** |  | **Gestion** |

**Etablir des profils de vulnérabilité sur les secteurs ciblés de zones à enjeux**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Articles L. 1332-1 et suivants et D.1332-14 et suivants du code de la santé publique  Article L. 1332-2 du code de la santé publique :  *« Au titre du présent chapitre, est définie comme eau de baignade toute partie des eaux de surface dans laquelle la commune s'attend à ce qu'un grand nombre de personnes se baignent et dans laquelle l'autorité compétente n'a pas interdit la baignade de façon permanente. Ne sont pas considérés comme eau de baignade :*   * *les bassins de natation et de cure ;* * *les eaux captives qui sont soumises à un traitement ou sont utilisées à des fins thérapeutiques ;*   *les eaux captives artificielles séparées des eaux de surface et des eaux souterraines. »* | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| Principalement sur le littoral, mais également sur d’autres secteurs fluviaux, différents enjeux liés aux activités socio-économiques se trouvent potentiellement sous la dépendance de différents flux d’intrants ou de rejets polluants locaux ou en provenance du bassin de la Charente. Néanmoins, le plus souvent, ce sont des pollutions chroniques non agricoles, liées à des origines domestiques voire industrielles qui sont identifiées comme en étant à l’origine.  Les eaux de baignade font l’objet d’une obligation légale de mise en place de profils de vulnérabilité (dits « profils de baignade ») sur les zones concernées et reconnues par les communes, qu’elles soient aménagées ou non. Le profil consiste à identifier les sources de pollution susceptibles d’avoir un impact sur la qualité des eaux de baignade et d’affecter la santé des baigneurs et à définir, dans le cas où un risque de pollution est identifié, les mesures de gestion à mettre en œuvre pour assurer la protection sanitaire de la population et des actions visant à supprimer ces sources de pollution.  Des profils de baignade ont déjà été rédigés sur certains sites afin d’identifier les actions prioritaires à mettre en œuvre pour sécuriser cet enjeu. Néanmoins, les actions ciblées par les profils ne sont pas toujours mises en œuvre ou suivies. De plus, tous les sites de baignade reconnus ou potentiels ne bénéficient pas systématiquement de cette démarche qui serait également à élargir aux autres usages sensibles tels que la production conchylicole.  Sur le même principe que les profils de baignade, la réalisation de profils conchylicoles sont envisagés par le Département sur demande du Préfet de la Charente-Maritime en 2017. Les risques de pollutions des eaux alors ciblés sont susceptibles d’affecter le développement des peuplements conchylicoles et leur état sanitaire en vue de leur commercialisation et de leur consommation humaine. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| * Carte : Carte des profils de baignade réalisés sur le bassin de la Charente et le littoral de la mer du pertuis d’Antioche | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Dispositions D30, B31 et B37 | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Collectivités territoriales et leurs groupements compétents* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| **🡾 Enoncé de la disposition**  La CLE souhaite que les collectivités territoriales et leurs groupements compétents élaborent des profils de vulnérabilité et mettent en place les actions nécessaires mises en évidence sur les secteurs à enjeux du littoral de la mer du pertuis d’Antioche et du bassin de la Charente.  La CLE cible comme prioritaires :   * les secteurs à usage de baignade sur le littoral de la mer du pertuis d’Antioche, mais aussi sur le fleuve et ses affluents ; * les secteurs à usage conchylicole identifiés par le Département de la Charente-Maritime.   Sur chaque site, les types et origines des pollutions potentielles sont diagnostiqués. Des actions de réduction des pollutions (notamment bactériologiques et organiques) sont proposées dans les profils dressés. La CLE souhaite que les actions proposées dans les profils soient identifiées en concertation avec les acteurs locaux et mises en œuvre. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : l’ARS Nouvelle-Aquitaine, PNM, CREEA, CRC, Ifremer, EPTB Charente | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |
| --- |
| 🞳 **Objectif n° 21** : Suivre l’état des eaux et des milieux aquatiques |

L’amélioration des connaissances, analyses et interprétations des données sur l’état qualitatif des eaux est un préalable pour la gestion et la prévention des intrants et rejets polluants. L’identification des facteurs à l’origine des dégradations et leurs incidences sur les activités et usages est également indispensable. La CLE souhaite favoriser la coordination et l’optimisation de l’ensemble des dispositifs de suivis à l’échelle du bassin de la Charente. L’objectif visé est une couverture uniforme et pertinente en termes d’approches, de méthodologies, de paramètres suivis (dont polluants émergents), et de valorisation des résultats.

Sur l’aval du bassin, il est nécessaire de mieux cerner l’évolution de l’eutrophisation côtière ainsi que le niveau de contribution des flux de nutriments (notamment d’azote) en provenance du bassin de la Charente avec identification des secteurs les plus contributeurs à l’échelle des sous-bassins. L’approche par flux de polluants implique au préalable une adaptation métrologique des équipements de suivis (couplage suivis quantité et suivis qualité) afin d’acquérir des références, notamment à l’estuaire. A terme, la définition de flux admissibles pourrait s’appuyer sur des éléments méthodologiques déterminés dans le cadre de la mise en œuvre du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **🡾 Disposition n°** |  | **Gestion** |

**Améliorer le suivi de l’état des eaux et des milieux aquatiques à l’échelle du bassin Charente**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Article L. 211-1 du code de l’environnement  Arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique  Arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement  [Arrêté du 9 décembre 2015 modifiant plusieurs arrêtés relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine pris en application des articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7, R. 1321-20, R. 1321-21 et R. 1321-38 du code de la santé publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=E141633931ABD89660FED31A45E1F094.tpdila15v_3?cidTexte=JORFTEXT000031638351&dateTexte=20151219) | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| Le suivi de l’état des eaux repose sur différents dispositifs répondant à des objectifs ciblés suivant les secteurs et porteurs. L’ossature principale des suivis est assurée par l’Etat, ses établissements publics (Agence de l’eau) et ses services déconcentrés (ARS, DDTM17). Des réseaux complémentaires de suivis sont mis en place par les collectivités territoriales et leurs groupements en fonction des besoins locaux.  L’Agence de l’eau Adour-Garonne porte et organise sur le bassin Charente des dispositifs de suivis en programmes interannuels afin d’évaluer l’état des masses d’eau (RCS : Réseau de Contrôle et de Surveillance) et l’impact des actions menées pour atteindre l’objectif de bon état (RCO : Réseau de Contrôle Opérationnel). Les services déconcentrés de l’Etat portent également différents suivis ciblés vis-à-vis d’usages. C’est notamment le cas du contrôle sanitaire par l’ARS : captages pour l’eau potable, zones de baignades, de pêche à pied de loisir, etc. De façon plus spécifique sur la façade maritime, des suivis sont ciblés par la DDTM17 sur les estuaires dont celui de la Charente (jusqu’en 2015) et les ports maritimes (REPOM). Les eaux marines de la mer du pertuis d’Antioche font l’objet de suivis par Ifremer ciblés sur la microbiologie (REMI), le phytoplancton et les phycotoxines (REPHY) ou la contamination chimique (ROCCH).  Les Départements ont développé et portent, depuis les années 2000, des Réseaux Complémentaires Départementaux (RCD) développés en fonction des priorités de chaque Département. Les RCD 24, 87, 86 et 79 n’ont développé aucun suivi sur le périmètre du SAGE Charente : têtes de bassin et/ou territoires en marge extérieure de ces territoires. Le RCD16 a permis de compléter le suivi de l’état des eaux, du cœur du bassin de la Charente de 2000 à 2010, date d’arrêt du dispositif. Enfin, le RCD17 assure depuis 2011, le complément des suivis en eaux douces superficielles sur l’aval du bassin en reprenant d’anciens suivis par l’Etat. Le Département de la Charente-Maritime développe des dispositifs de suivis spécifiques sur l’eau des marais (en partenariat avec l’UNIMA), les zones de production conchylicole déclassées et à risque (en complément du suivi Ifremer), les zones de baignade déclassées et à risque (en complément du suivi ARS). En complément, le CREAA (Centre Régional d’Expérimentation et d’Application Aquacole) assure pour sa part le suivi du réseau conchylicole en marais salé.  Complémentairement à ces dispositifs, l’EPTB Charente porte et coordonne depuis 2011 le RECEMA Charente (Réseau d’Evaluation Complémentaire de l’Etat des eaux et des Milieux Aquatiques du bassin Charente). Il s’agit d’un dispositif partenarial à l’échelle du grand bassin Charente associant des structures communales ou intercommunales impliquées à différents niveaux dans gestion de l’eau et souhaitant développer des suivis complémentaires aux dispositifs de l’Etat et des Départements pour satisfaire leurs besoins.  Les dispositifs de suivi de l’état de l’eau et des milieux aquatiques apparaissent donc fortement diversifiés, tant du point de vue des porteurs (Agence de l’eau Adour-Garonne, services de l’Etat, Départements, EPTB Charente et établissements intercommunaux, etc.) que des territoires d’intervention (district Adour-Garonne, départements, littoral, sous-bassins, bassin Charente, etc.) ou des objectifs de suivis (contrôle sanitaire, rapportage état des masses d’eau, évaluation des programmes d’action, pilotage de gestion des milieux, etc.). Ces dispositifs de suivis font le plus souvent l’objet de programmations annuelles, pour autant, les fréquences et la nature des paramètres suivis ou encore les méthodes d’exploitation sont souvent variables d’un dispositif à l’autre suivant les territoires pour un même objectif ou selon les objectifs pour un même territoire, etc. En conséquence, la couverture et les modalités des suivis n’apparaissent pas homogène ni systématiquement cohérente et ne permettent pas d’optimiser l’efficience d’ensemble tout en réalisant des économies d’échelles souhaitables à l’échelle du bassin Charente.  L’hétérogénéité et la multiplicité des dispositifs selon les objectifs et les territoires apparaissent préjudiciables en vue d’un suivi cohérent à l’échelle du bassin de la Charente et adapté aux objectifs du SAGE Charente. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition 3 « Etablir et suivre le tableau de bord du SAGE Charente »  Disposition 9 « Etablir une politique de communication à l’échelle du grand bassin Charente »  Document annexe : « feuille de route des suivis de l’état de l’eau et des milieux aquatiques sur le SAGE Charente » précisant de suivi minimum et optimum (stations, paramètres, fréquences, modalités, etc.) de l’état des eaux et des milieux aquatiques | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Disposition B41 | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *structure porteuse du SAGE* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| **🡾 Enoncé de la disposition**  La CLE souhaite que la structure porteuse du SAGE anime un groupe de travail regroupant l’ensemble des porteurs de dispositifs de suivis des eaux en lien avec les milieux aquatiques sur le bassin de la Charente en vue de mettre en cohérence les dispositifs à l’échelle du bassin.  Dans le cadre de ce groupe, les besoins en termes de suivi de l’état des eaux et des milieux aquatiques au regard des objectifs du SAGE sont décrits à partir de définition de stations, de paramètres, de méthodologies et des fréquences des suivis.  *A minima*, deux niveaux d’ambition sont envisagés : un niveau plancher minimal et un niveau optimal de suivis tels qu’identifiés dans le document (feuille de route des suivis de l’état de l’eau et des milieux aquatiques sur le SAGE Charente). Une attention particulière est portée sur la pertinence et la cohérence de la couverture en suivis des pesticides des pollutions émergentes, de leurs produits de dégradation, de leurs effets sur les milieux et les usages (effets cumulatifs notamment), etc.  Les porteurs de dispositifs de suivis sont invités à partager leurs objectifs de suivi, en amont de leurs programmations, pour assurer le suivi minimum et veiller à leur cohérence.  La CLE souhaite que la structure porteuse du SAGE assure la compilation et la valorisation des données, en lien avec les porteurs de réseaux. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : Agence de l’eau, ARS, DDTM17, Départements porteurs de RCD, EPTB Charente, UNIMA, CREEA, Ifremer, et les autres porteurs de dispositifs de suivi de l’état des eaux sur le bassin Charente | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **🡾 Disposition n°** |  | **Gestion** |

**Caractériser l’eutrophisation côtière**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Sans objet | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| L’eutrophisation côtière en mer du pertuis d’Antioche et sur les îles d’Oléron et Aix est aujourd’hui avérée. Elle se traduit notamment par la survenue de marées vertes dont l’alimentation en azote dissous sur le littoral Oléronais a fait l’objet d’une étude du Centre d’Etudes et de Valorisation des Algues (CEVA) en 2012, sur la base des suivis de 2009. La Charente serait responsable de près de 75 % des apports de nutriments (azote essentiellement) sur la période de développement des algues vertes (avril à septembre). Les blooms phytoplanctoniques sont à ce jour peu étudiés. Les impacts sur les équilibres écosystémiques sont potentiellement importants et pourraient non seulement fragiliser la richesse des milieux littoraux, mais aussi les usages (conchyliculture, tourisme, etc.) qui en dépendent.  Afin de maitriser ce phénomène, il est nécessaire de mieux en caractériser les manifestations, les évolutions et les facteurs déterminants. Ces derniers pourraient faire l’objet, à terme, d’objectifs opérationnels du SAGE, relayés de l’aval vers l’amont du bassin. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition 79 « Rationnaliser le suivi de l’état des eaux et des milieux aquatiques à l’échelle du bassin Charente »  Disposition 81 « Développer et adapter les dispositifs pour mesurer les flux et définir des références de flux admissibles sur le bassin Charente » | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Disposition B1 | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *PNM* *de l’estuaire de la Gironde et des pertuis charentais* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| **🡾 Enoncé de la disposition**  La CLE souhaite que leParc Naturel Marin de l’estuaire de la Gironde et des pertuis charentais, en partenariat étroit avec les collectivités territoriales et leurs groupements compétents sur le littoral assurent le suivi et la caractérisation de l’eutrophisation côtière sur le littoral charentais de la mer du pertuis d’Antioche et des îles d’Aix et Oléron.  Le dispositif de suivi et de caractérisation a pour objet d’évaluer l’ampleur des développements végétaux, les incidences sur les activités socio-économiques, les éléments environnementaux déclencheurs et les contributions relatives, dont celles du fleuve Charente. Il intègre notamment le suivi des développements de macroalgues (« algues vertes »), de microalgues toxiques (« blooms phytoplanctoniques ») et des éléments chimiques et environnementaux déterminants (notamment l’azote).  Il est recommandé que le CEVA soit associé à la démarche. Il s’agit de valoriser les connaissances déjà acquises sur le secteur et les compétences scientifiques en ce domaine. La CLE souhaite que les modèles numériques pertinents soient adaptés et valorisés : modèles hydrodynamiques tridimensionnels de représentation des processus physiques, modèle MARS de participation relative des principales sources d’azote terrigènes à la croissance des algues vertes, etc. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment: le PNM de l’estuaire de la Gironde et des pertuis charentais / collectivités territoriales et leurs groupements compétents sur le littoral, le CEVA, l’Agence de l’eau Adour-Garonne, les services de l’Etat, Ifremer | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Littoral | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **🡾 Disposition n°** |  | **Gestion** |

**Développer et adapter les dispositifs pour mesurer les flux et définir des références de flux admissibles sur le bassin Charente**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Sans objet | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| Les milieux côtiers du pertuis d’Antioche et les usages qui leur sont liés se trouvent, entre autres, sous la dépendance des quantités de substances telles que l’azote, notamment, facteur limitant de l’eutrophisation en milieu maritime. Ces substances proviennent notamment des bassins côtiers, et principalement de celui de la Charente (et de ses différents sous-bassins). La préservation des enjeux maritimes implique de contenir des flux sortants de ces substances en adéquation avec les incidences sur les milieux et les usages du pertuis d’Antioche. A terme, il s’agirait de fixer des valeurs guides de flux admissibles. Néanmoins, actuellement, les références manquent sur le bassin Charente en matière de mesure des valeurs de flux. En effet, les dispositifs de mesure hydrométrique (débits des cours d’eau) et de mesure de la qualité des eaux (concentrations des substances) ne sont aujourd’hui pas associés et ne permettent pas d’approcher les flux de matière qui se calculent par croisement des débits et des concentrations. Par ailleurs les modalités de croisement et d’intégration de ces données pour évaluer les flux restent à préciser.  Or, l’État et ses établissements publics déterminent, en concertation avec les acteurs concernés, la méthode de calcul des flux admissibles. Les flux admissibles sont déterminés à l’échelle des bassins versant par rapport aux objectifs de bon état des masses d’eau et à la capacité de dilution et d’autoépuration du milieu récepteur, en reliant les pressions (émissions, flux) aux réponses du bassin versant (concentrations). D’ici 2021, les valeurs de flux admissibles sont évaluées, en priorité dans les masses d’eau à risque de non atteinte du bon état pour cause de rejets dépollution en macro et micropolluant. Les rejets cumulés doivent être compatibles avec les valeurs de flux admissibles. En cas de rejets cumulés incompatibles, des efforts de réduction des rejets sont demandés aux usagers de façon équitable et proportionnée. Les valeurs de flux admissible pourront évoluer en fonction des effets du changement climatique (SDAGE Adour-Garonne 2016-2021). | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition 79 « Rationnaliser le suivi de l’état des eaux et des milieux aquatiques à l’échelle du bassin Charente »  Disposition 80 « Caractériser l’eutrophisation côtière »   * Carte des couplages de suivis de débits et de concentrations des substances à envisager sur le bassin Charente | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Disposition B1 | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Structure porteuse du SAGE* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| **🡾 Enoncé de la disposition**  La CLE souhaite que la structure porteuse du SAGE accompagne les porteurs de dispositifs de suivis des eaux (quantité et qualité), à adapter leur métrologie pour être en mesure d’évaluer les flux des substances, notamment l’azote, susceptibles d’impacter les milieux côtiers du pertuis d’Antioche et les usages qui leur sont liés.  A cette fin, il est nécessaire d’adapter les stations et protocoles afin de coupler suivis des débits et des concentrations à l’exutoire du bassin Charente / et de ses principaux sous-bassins. Les modalités de calcul des flux sont à préciser à partir des éléments méthodologiques produits dans le cadre du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021.  Les flux admissibles ainsi déterminés sur l’estuaire et les principaux exutoires sur le bassin Charente ont notamment vocation à adapter, ajuster ou préciser les objectifs à respecter sur l’amont du bassin, dans le cadre de la mise à jour du SAGE Charente. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : porteurs de dispositifs de suivi de l’état des eaux sur le bassin Charente (notamment à l’exutoire du bassin / et de ses principaux sous-bassins, Agence de l’eau Adour-Garonne, Ifremer, PNM de l’estuaire de la Gironde et des pertuis charentais, collectivités territoriales et leurs groupements compétents sur le littoral, CLEs de l’interSAGE mer du pertuis d’Antioche | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **🡾 Disposition n°** |  | **Gestion** |

**Adapter le suivi des pesticides en milieu marin et estuarien**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est dite « Convention OSPAR » | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| La nature et la quantité des pesticides et de leurs produits de dégradation présents dans l’estuaire de la Charente en mer du pertuis d’Antioche restent mal connues. Leurs incidences, potentiellement importantes sur les milieux estuariens et maritimes, sont susceptibles d’affecter également les usages qui en dépendent tels que les productions conchylicoles, mais aussi la pêche ou le tourisme, notamment.  Ainsi, depuis plusieurs années, la conchyliculture subit, au niveau européen comme sur la mer du pertuis d’Antioche, des mortalités massives associées à des maladies qui fragilisent ces productions à forte valeur socio-économique et patrimoniale (huitres de Marennes-Oléron, etc.). Le projet européen VIVALDI, coordonné par l’Ifremer, vise à augmenter la durabilité et la compétitivité du secteur conchylicole Européen y compris la mer du pertuis d’Antioche, sur la période 2016-2020. VIVALDI doit non seulement apporter des nouvelles connaissances sur les interactions complexes entre coquillages, environnement et organismes pathogènes mais également développer des outils et des approches pratiques afin de mieux prévenir et contrôler les maladies affectant les mollusques marins. L’un des groupes de travail de VIVALDI est consacré à la compréhension des interactions complexes entre animal/environnement/pathogène pour mieux évaluer les risques. La présence de pathogènes potentiels tels que les pesticides et leurs résidus, avec possibilité d’effets « cocktails », dans l’environnement marin, fait partie des facteurs de dégradation probable de l’état global de ces milieux. L’approche écosystémique globale nécessaire pour appréhender ces milieux implique une connaissance de l’état de pression des pesticides sur l’estuaire et le secteur maritime.  Depuis 2008, Ifremer porte le Réseau d’Observation de la Contamination Chimique du littoral (ROCCH), succédant au Réseau National d’Observation (RNO) qui existait depuis 1974 et intégrait déjà le suivi de quelques molécules issues de pesticides (lindane et résidus de DDT). Ce réseau intègre les 41 substances prioritaires DCE et les substances obligatoires des conventions internationales (OSPAR et Barcelone), parmi lesquelles figurent d’autres molécules issues de pesticides. Cette surveillance est effectuée sur matrices eau, sédiments et coquillages. Néanmoins, les molécules suivies dans ce cadre n’intègre pas nécessairement l’ensemble de celles auxquelles l’estuaire de la Charente et la mer du pertuis d’Antioche sont exposés par les flux en provenance des bassins contributeurs, notamment celui de la Charente et de ses sous-bassins.  En 2016, le Département de la Charente-Maritime a porté un programme de suivis des pesticides essentiellement en mer, mais intégrant également des stations dans l’estuaire de la Charente. En 2017, ce programme est reconduit avec augmentation du nombre de molécules suivies, sur demande de l’Ifremer.  Faute de coordination, ces données n’ont à l’heure actuelle pas fait l’objet de bilans à l’échelle de la mer du pertuis d’Antioche, ni en lien avec ses bassins contributeurs dont celui de la Charente. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition 79 « Rationnaliser le suivi de l’état des eaux et des milieux aquatiques à l’échelle du bassin Charente »   * Carte du ROCCH et du programme de suivis pesticides du Département de la Charente-Maritime et des stations de suivis pesticides aux exutoires des sous-bassins du RCS, du RCD17 et du RECEMA Charente | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Disposition B12 | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *Département de la Charente-Maritime* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| **🡾 Enoncé de la disposition**  La CLE souhaite que le Département de la Charente-Maritime pérennise le suivi des pesticides en mer du pertuis d’Antioche et sur l’estuaire de la Charente. Elle recommande en outre que ce dispositif :   * prenne en considération les suivis de pesticides réalisés sur les cours d’eau contributeurs et notamment la Charente et ses sous-bassins (listes de molécules suivies, périodes et fréquences de suivis, supports et modalités d’analyses, etc.) ; * prenne en considération les suivis de pesticides réalisés dans le cadre du ROCCH, des autres dispositifs de suivi et des incidences sur les milieux estuariens et marins et les usages qui en dépendent ; * alimente et bénéficie des retours d’expérience du groupe de travail « compréhension des interactions complexes entre animal/environnement/ pathogène pour mieux évaluer les risques » du projet VIVALDI.   La CLE suggère que soit réalisée une valorisation interannuelle globale des suivis de pesticides et de leurs résidus, de leurs origines sur les bassins et sous-bassins contributeurs et de leurs incidences sur l’état des milieux estuariens et maritimes et les usages qui en dépendent. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : Ifremer, EPTB Charente, CRC, Agence de l’eau | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Estuaire et Mer du pertuis d’Antioche | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **🡾 Disposition n°** |  | **Gestion** |

**Développer la veille et le suivi sur les polluants émergents dont les perturbateurs endocriniens**

|  |  |
| --- | --- |
| **Contexte législatif et règlementaire** |  |
| Sans objet | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Contexte** | |  | | | | | | | | | |
| La thématique santé-environnement appréhende l’ensemble des effets sur la santé de l’homme dus à ses conditions de vie (expositions liées à l’habitat, aux déplacements, etc.) ou à la contamination des milieux (eau, air, sol, etc.). Depuis 2005, des Plans Régionaux Santé Environnement (PRSE) sont définis par déclinaison de plans nationaux et en concertation avec la société civile et des personnes qualifiées. Sur l’ancienne région Poitou-Charentes, 32% des fiches actions du 2ème PRSE (2011-2014) portaient sur la qualité de l’eau, parmi lesquelles des mesures de création de connaissance et de recherche ont souvent rencontré des problèmes méthodologiques. Le 3ème PRSE, en cours d’élaboration à l’échelle de la Nouvelle-Aquitaine, a défini 12 groupes de travail parmi lesquels : « Connaitre les pesticides pour limiter leurs impacts », « améliorer la sécurité sanitaire liée à l’alimentation en eau », « risques environnementaux à fortes incertitudes (ondes et nanoparticules) » confirmant la nécessité de mieux appréhender les risques sanitaires vis-à-vis des polluants émergents dont les perturbateurs endocriniens.  Les polluants émergents sont définis comme les substances rencontrées dans l’environnement grâce aux améliorations de la surveillance et des méthodes d’analyse ; ils ont pour caractéristique principale une absence de connaissances sur leur toxicité. On dénombre 3 sortes de substances émergentes : [Gouvernement français – Octobre 2013]   1. Les substances pharmaceutiques et les produits de soins corporels, incluant leurs résidus (PPCPs) ; 2. Les produits chimiques domestiques et industriels ; 3. Les produits de dégradation des substances pharmaceutiques, domestiques et industrielles.   Les polluants émergeants sont des substances dont les impacts sont encore mal identifiés. Sont regroupés sous ce vocable :   * des biocides (dont certains pesticides nouvellement mis sur le marché) ou leurs résidus dont certains sont aussi des produits médicamenteux (antibiotiques…) ; * d’autres produits médicamenteux (hormones de synthèse…) ou leurs résidus.   Certaines de ces substances ou leurs résidus constituent des perturbateurs endocriniens pour les milieux aquatiques et des usages tels que la production d’eau potable ou l’aquaculture.  Les origines de ces polluants peuvent être très diversifiées : agriculture (notamment les élevages), aquaculture, établissements de santé (notamment les hôpitaux), etc. Les traitements spécifiques auxquels ils peuvent être soumis sont également très variables en fonction des polluants et des émetteurs. Les rejets en milieux naturels peuvent être diffus ou ponctuels, et dans ce cas, rejoindre ou non des réseaux de collecte et de traitement d’eaux usées domestiques. Enfin, les mécanismes de transformation, dégradation et transferts sur les versants et au sein des écosystèmes aquatiques restent mal maitrisés.  Néanmoins, les polluants émergents dont les perturbateurs endocriniens sont encore peu recherchés par les dispositifs de suivis actuels sur le bassin Charente. Les méthodes analytiques sont encore en cours d’affinement et les premiers suivis sont encore récents : ainsi, les premières substances médicamenteuses n’ont, par exemple, été intégrées dans le dispositif de surveillance national des masses d’eau que depuis 2013. La connaissance reste également embryonnaire et très parcellaire concernant leurs incidences en termes de toxicités et autres effets sur les milieux aquatiques et les usages qui en dépendent tels que la production d’eau potable, l’aquaculture (y compris la conchyliculture), la pêche ou le tourisme notamment. | | | | | | | | | | | |
| **Lien interne SAGE** | | |  | | | | | | | | |
| Disposition 76 « Identifier et traiter les points à risques de pollutions industrielles »  Disposition 79 « Rationnaliser le suivi de l’état des eaux et des milieux aquatiques à l’échelle du bassin Charente »  Disposition 82 « Adapter le suivi des pesticides en milieu marin et estuarien » | | | | | | | | | | | |
| **Lien avec le SDAGE Adour-Garonne** | | | | |  | | | | | | |
| Disposition B8  et B27 | | | | | | | | | | | |
| ***Porteur :*** *structure porteuse du SAGE et ARS* | | | ***Calendrier prévisionnel (année : N)*** | | N | +1 | +2 | +3 | +4 | +5 | |
| **🡾 Enoncé de la disposition**  La CLE souhaite que la structure porteuse anime un groupe de travail mobilisant a minima l’ARS, les autres porteurs des dispositifs de suivi de l’état des eaux et des milieux, des représentants des usagers producteurs d’eau potable, pêcheurs, professionnels (de santé, d’aquaculture, etc.) concernés par les polluants émergents sur le bassin.  En lien avec l’élaboration et le suivi du 3ème PRSE sur la Région Nouvelle-Aquitaine, il est recommandé que les principaux éléments de connaissance sur les polluants émergeants identifiés par le groupe de travail, de suivis et de références sur le bassin de la Charente soient synthétisés. Des démarches de diagnostics ciblés, notamment sur des établissements hospitaliers pilotes, des élevages, des centres urbains peuvent permettre de définir et préciser les besoins de suivis et de veille. La CLE préconise que ces besoins soient intégrés prioritairement au sein des dispositifs et réseaux de suivis. Des dispositifs complémentaires peuvent également être mis en place.  Ces suivis peuvent permettre d’identifier les principaux secteurs de pressions des pollutions émergeantes en vue de sensibiliser les acteurs potentiellement concernés. Des solutions de diminution des émissions peuvent alors être recherchées. | | | | | | | | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs associés** |  |
| Notamment : l’ARS, les autres porteurs et partenaires des dispositifs de suivi de l’état des eaux et des milieux, des représentants des usagers producteurs d’eau potable, pêcheurs, professionnels (de santé, d’aquaculture, etc.) concernés par les pollutions émergentes sur le bassin | |

|  |
| --- |
| **Territoire concerné par la disposition** |
| Périmètre du SAGE | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Estimation financière** |  |
| - | |

# Les conditions et délais de mise en compatibilité des décisions prises dans le domaine de l’eau

# Les moyens matériels et financiers nécessaires à la réalisation et au suivi du SAGE

# Annexes

# Glossaire et acronymes

